ITINERAIRE

Une vie, une pensée



N° 1 JUIN 1987 - 30 F





ITINERAIRE : Une revue.

Ces dernieres années, plusieurs revues libertaires ont vu le jour, et malgré ce qu'il faut bien appeler un foisonnement, nous faisons un pari : l'espace que nous voulons occuper correspond-il à une demande de notre époque ?

Nous en sommes convaincus. Les nombreux ouvrages biographiques et les récits événementiels l'attestent. Le public, pas seulement les libertaires, s'intéresse à une époque, une idée, à travers la vie des individus qui en sont représentatifs. Et nous voulons choisir ceux dont nous raconterons l'itinéraire.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes un groupe affinitaire de militants de la Fédération Anarchiste, réuni sur ce projet. La revue abordera tour à tour des sujets littéraires, philosophiques, scientifiques ou sociologiques que nous traiterons à chaque fois au travers d'un Itinéraire individuel.

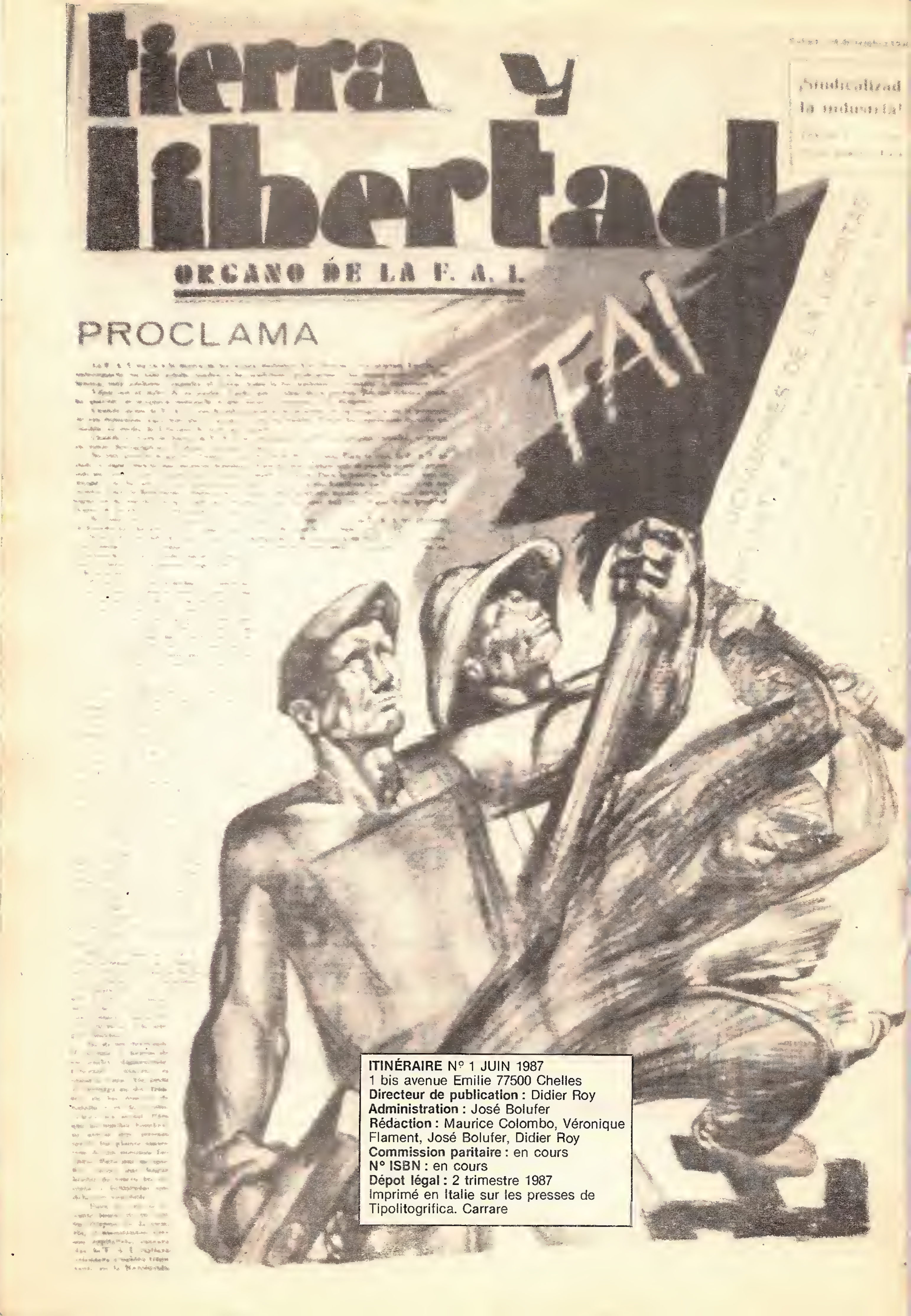
Nous parlerons de « Figures » du mouvement anarchiste bien sûr, mais nous sortirons de ce cadre pour parler d'hommes qui, nous semble-t-il, ont par leurs écrits ou leur actions participés à l'émancipation de l'humanité.

Que voulons-nous ?

Elargir le champ culturel, le nôtre, et aussi celui de nos lecteurs, s'ils ne connaissent pas l'itinéraire de la personne présentée. Tel sera notre propos.

Il y a peut-être aussi chez nous, il faut l'avouer, le désir de restaurer la volonté individuelle comme soubassement de l'action collective. Parce que l'une donne la mesure de l'autre, parce que la responsabilité individuelle est le passage fondamental de toute collectivité responsable. Parce qu'enfin, comme disait le philosophe, « on ne choisit pas son époque, on se choisit dans son époque ». A nous, à vous de choisir. Ces Itinéraires ont été possibles, sont possibles - la preuve entre vos mains.

REVUE ITINÉRAIRE • 1 BIS, AVENUE ÉMILIE • 77500 CHELLES



ITINÉRAIRE N° 1 JUIN 1987
1 bis avenue Emilie 77500 Chelles
Directeur de publication : Didier Roy
Administration : José Bolufer
Rédaction : Maurice Colombo, Véronique Flament, José Bolufer, Didier Roy
Commission paritaire : en cours
N° ISBN : en cours
Dépot légal : 2 trimestre 1987
Imprimé en Italie sur les presses de Tipolitografica. Carrare

SOMMAIRE

4 Edito

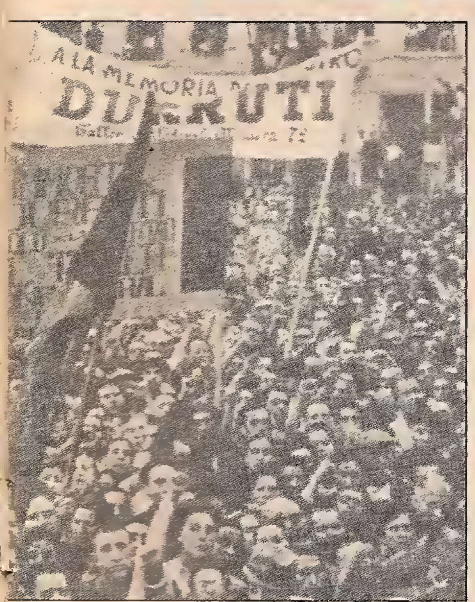
5 De la révolte à la révolution
Toute la vie de Durruti n'a eu qu'un seul but, la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Par **Abel Paz**

10 Trois anarchistes font reculer le gouvernement français
1926, alors que les militants syndicalistes sont assassinés par les forces de répression espagnoles, le gouvernement français reçoit Alphonse XIII roi d'Espagne. Durruti, Ascaso et Jover décident de mettre fin au règne de ce tyran...

14 Préludes à la révolution
Les conditions économiques et sociales déplorables pour la plupart des Espagnols, la force et l'influence de la CNT furent deux éléments principaux de cette révolution.
Par **A.P.**


Photo : Famille Durruti.

18 Chronologie d'une révolution
L'analyse des conséquences, des apports mais aussi des erreurs de la révolution espagnole demande une recherche sérieuse. Cette chronologie des principaux événements au jour le jour peut être le début de cette recherche.
Par **Claudio Venza**



28 L'œuvre constructive de la révolution espagnole
Pendant 3 ans, les classes ouvrières et paysannes espagnoles ont non seulement tenu en échec les fascistes, mais ont remis l'économie en route. L'incroyable aventure des collectivisations et des socialisations est abordée dans cet article. Par **Georges Balkanski**

34 Le peuple en armes
Juillet 1936, pour répondre au coup d'Etat militaire, le peuple s'arme. Incroyable efficacité de ces milices qui mettront en échec les militaires pendant 3 ans. Par **Georges Host**

41 Appel de Durruti
La ville de Madrid est assiégée, le gouvernement fait appel à la plus puissante des colonnes, celle de Durruti. Avant de partir pour Madrid, Durruti fait sa dernière déclaration.

42 La révolution entre l'Aragon et Madrid
Le déplacement de la colonne Durruti vers Madrid et l'abandon de la ville par le gouvernement réfugié à Valence ont-ils été les éléments décisifs pour la fin de la révolution ?
Par **Diego Camacho**

44 Le message de Durruti, catalyseur de la révolution
Le principal enseignement que l'on doit retirer de l'exemple de Durruti est sans doute la nécessité de l'organisation. Organisation syndicale bien sûr, mais aussi organisation anarchiste. Par **José Bolufer**


Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

EDITO

1936-1987 : Deux générations nous séparent de la Révolution Sociale la plus radicale et libertaire de l'histoire de ce siècle : la Révolution espagnole. Ce premier numéro d'*Itinéraire* lui sera consacré et à travers lui nous rendrons un hommage à tous les artisans des événements révolutionnaires des années 1936-1939.
Parmi les militants connus ou anonymes, nous avons choisi Buenaventura Durruti parce que son itinéraire, à notre sens, est significatif de la teneur, la direction et l'ampleur de cette révolution. Plus encore, il participe à la matérialisation d'une forme révolutionnaire résolument nouvelle. En effet, la révolution espagnole est le premier exemple historique où le mouvement populaire s'est doté d'une force sociale majoritairement anarchiste. Cette force, que d'autres appelleraient pouvoir, va volontairement jouer la carte du pluralisme. Les organisations libertaires garantiront -autant qu'elles le pourront- ce pluralisme de l'expérience révolutionnaire espagnole, qui en fait son originalité et constitue l'essentiel de sa modernité.
Drôle de pouvoir, n'est-ce pas, que celui des compagnons anarchistes en armes qui ne profitent pas de leur hégémonie du 19 juillet 1936 pour bâillonner républicains, sociaux-démocrates ou marxistes révolutionnaires. Un pouvoir qui se refuse à la dictature en une période révolutionnaire critique, porte mal son nom. Et, l'intervention de Buenaventura Durruti donne certains renseignements précieux sur la nature de cette volonté sociale, expression de l'anarchisme organisé agissant en dehors des sentiers quadrillés du pouvoir d'Etat.
C'est que la révolte du jeune Durruti trouve une résonnance profonde dans la pratique des travailleurs espagnols. Et cette révolte a pour soubassement moral une éthique, mieux encore une pratique de l'éthique libertaire. Soixante années de tradition libertaire, de luttes et d'efforts ont fait germer un esprit révolutionnaire où l'entraide et la solidarité se pratiquent dans de multiples réseaux qui décuplent l'influence de la puissante organisation anarcho-syndicaliste, la C.N.T.
L'amitié, l'humour, l'affinité, la tolérance jouent un rôle au moins aussi important que l'étude, l'action, la propagande. Ces réseaux couvrent l'ensemble de la vie sociale : les athénés, véritables centres culturels libertaires, les écoles rationalistes, les groupes de femmes, les équipes sportives, les chorales anarchistes et bien sûr les groupes anarchistes et leur organisation, la F.A.I.
A travers Durruti, *Itinéraire* voudrait restituer une atmosphère et aborder quelques événements clefs de ces 32 mois qu'a duré la Révolution. Notre démarche, plus événementielle qu'analytique, tentera de dépasser le cadre biographique et laissera place aux témoignages, et à la presse de l'époque. Ce matériau aura pour but de rafraîchir nos mémoires sur le sens du combat des compagnons tels que Durruti.
Nous ne voulons pas verser dans la martyrologie et moins encore devenir les hagiographes de Durruti. Nous n'en avons ni la volonté, ni la force médiatique, et sommes bien conscients du risque que suppose la relance d'un mythe. Bien plus simple est notre propos. Il s'agit, pour nous, de profiter de l'attention portée aux événements d'Espagne lors de la commémoration informelle du cinquantenaire de la révolution. Telle est notre ambition : présenter Durruti, sa trajectoire militante et humaine, avant et pendant les événements de juillet 1936. Raconter sa vie, et,à travers son expérience, camper le décor d'un grand moment révolutionnaire, auquel nous avons voulu donner un visage. Histoire de réinscrire cette révolution dans un itinéraire individuel, histoire d'illustrer le type de révolution pour lequel nous nous battons, révolutlon résultant de l'action consciente et volontaire d'individus tels que notre compagnon Durruti. Et, c'est une gageure en cette époque où le terme de révolu tion s'est enlisé dan les charniers produits par la mise en pratique de l'utopie communiste étatique.

DURRUTI :

De la révolte à la révolution

De l'enfant au militant

Buenaventura Durruti y Domingo, fils de Santiago — un cheminot — et d'Anastasia, naquit le 14 juillet 1896 à Léon.

A l'âge de cinq ans, il fréquenta l'école primaire, et à neuf ans le lycée de la rue Misericordia que dirigeait le professeur Ricardo Fanjul. L'appréciation que le professeur donna de Durruti, à la fin de ses études, fut : « Elève doué pour les lettres, dissipé, mais aux sentiments nobles ».

A quatorze ans, il entra comme apprenti dans un atelier de mécanique qu'il quitta à dix-huit ans, après avoir reçu une bonne formation qu'il prouva lors de son premier travail à Matallana de Torio, en montant des lavoirs pour la mine. Il rentra ensuite à la compagnie des chemins de fer du Nord, comme mécanicien monteur. Ceci se passait en 1914, lors du déclenchement de la première guerre mondiale.

Bien que Léon fût un centre de domination cléricale et aristocratique, il y existait déjà un noyau ouvrier du Parti Socialiste Espagnol et de l'Union Générale des Travailleurs. Durruti appartint à cette dernière à compter du jour où il devint salarié. Sa nature révoltée,qui le rendait toujours prêt à affronter l'injustice, lui valut d'être toujours apprécié de ses compagnons de travail et le rendit populaire dans les centres miniers. Il participait aux réunions syndicales, parlait sur les lieux de travail, où se forma sa mentalité militante et combative. C'est à ce moment que se produisit la grève révolutionnaire du mois d'août 1917 qui se termina à Léon par le licenciement des ouvriers et la répression des dirigeants. La section de Léon de la nouvelle centrale syndicale ouvrière, la Confédération Nationale du Travail, se manifesta également dans cette grève. Durruti fut attiré par la combativité de ces hommes et entra dans cette centrale syndicale à laquelle il devait appartenir toute sa vie. Renvoyé des ateliers des chemins de fer, boycotté par le patronat de Léon, il dut s'exiler pour se fixer à Gijon, centre d'attraction révolutionnaire du Nord de l'Espagne et noyau d'influence anarcho-syndicaliste de la région des Asturies. Là, il se lia d'amitié avec Manuel Buenacasa, qui lui fit connaître les théories anarchistes. Après deux mois de séjour à Gijon, il dut s'exiler en France car il lui était d'une part impossible de trouver du travail et, d'autre part, il ne s'était pas présenté au service militaire, bien qu'il fût déjà âgé de vingt et un ans.

L'exil et l'action révolutionnaire

A Paris, trois hommes l'ont influencé : Sébastien Faure, Louis Lecoin et Emile Cottin. Ces hommes resteront pour toujours liés à sa vie.

Des amis restés en Espagne lui envoyaient des nouvelles. Le souffle révolutionnaire qui parcourait l'Europe, l'incita à retourner en Espagne au début de 1920. A Saint-Sébastien, il retrouva Manuel Buenacasa qui était secrétaire général du syndicat du bâtiment de la CNT de cette ville. Quelques jours après son arrivée, il commença à travailler comme mécanicien, ce qui lui permit de se lier d'amitié avec d'autres militants ouvriers venant de Barcelone, Madrid et Saragosse. Les bases d'un groupe anarchiste étaient établies à Saint-Sébastien et c'est au groupe intitulé « Los Justicieros » (Les Justiciers) que Durruti adhéra en premier. Mais la population de Saint-Sébastien était une population à laquelle « il n'arrivait jamais rien » et Durruti décida de changer de résidence. Buenacasa lui donna une lettre de recommandation pour Angel Pestana, alors secrétaire général du Comité National de la CNT qui était à Barcelone.

Il s'arrêta à Saragosse où une atmosphère lourde de luttes ouvrières régnait. Le cardinal Soldevila avait, avec le gouverneur de Saragosse, fait venir de Barcelone un groupe de tueurs professionnels pour faire assassiner les militants confédéraux et en finir avec la CNT de Saragosse. La réaction fut violente et un groupe de militants de la CNT, parmi lesquels se trouvait Francisco Ascaso,furent emprisonnés aux Predicadores en attendant leur condamnation à de lourdes peines. Les ouvriers de Saragosse se mirent en grève générale pour demander la mise en liberté des prisonniers.

Barcelone / Madrid : le groupe « Los Solidarios »

L'événement coïncidait avec l'arrivée à Saragosse de Durruti et de ses amis. Les prisonniers furent relâchés, tandis que la lutte prenait de nouvelles proportions. Dans ce climat, Durruti, ami très intime d'Ascaso et de Torres Escartin, décida, au cours du mois de janvier 1922, d'aller vivre à Barcelone.

Barcelone se situait, comme Saragosse à ce moment-là, à la pointe extrême du combat. Le pistolérisme visait les dirigeants ouvriers, et tuait ces derniers dans les rues. Face à cette attaque appuyée par les patrons et la police, les syndicalistes ne pouvaient répondre autrement que par les mêmes méthodes.

La lutte sélectionna les meilleurs, et c'est ainsi que se créa le nouveau groupe de Durruti qui fut appelé cette fois-ci : « Los Solidarios » (Les Solidaires). Des hommes comme Garcia Oliver, Gregorio Sobreviela, etc., adhérèrent à ce

groupe qui devint bientôt l'axe de la lutte contre le gangstérisme et les patrons, grâce à la témérité de ses membres. Le 10 mars 1923, Salvador Segui, militant très connu, grand orateur et excellent organisateur, fut assassiné. Dans ce temps, l'anarchisme militant voulait se donner une organisation plus homogène et le groupe anarchiste « Libre Acuerdo » (Libre Accord), de Saragosse, convoqua une conférence anarchiste pour le mois d'avril à Madrid.

Durruti se rendit à Madrid avec la double mission d'assister à la conférence et d'avoir une entrevue avec les emprisonnés à la suite de l'attenta contre Eduardo Dato (1). Sa tête étant mise à prix, il rendit visite sous un faux nom au journaliste Mauro Bajatierra qui était prisonnier parce qu'inculpé dans l'affaire Dato. Il assista à la conférence et fut arrêté à l'issue de celle-ci, soupçonné d'activité illégale, mais relâché quelques jours plus tard. Le commissaire qui procéda à son arrestation (sans savoir son vrai nom) reçut un blâme du Ministère de l'Intérieur. A la suite de cet acte, le chef de la police de Barcelone fit observer que « l'inexpérience du commissaire madrilène avait permis au terrible individu Durruti de tromper la justice ».

Un Comité National Révolutionnaire ayant pour but la coordination de l'action insurrectionnelle se constitua à Barcelone. Gregorio Sobreviela qui appartenait au groupe « Los Solidarios » fut l'un des membres de ce comité. C'était l'époque où la CNT dut faire face à d'innombrables problèmes : elle n'avait pas d'argent, ses meilleurs militants étaient en prison ou bien recherchés. Le gangstérisme faisait rage après la mort de Segui, aussi bien dans la capitale catalane que dans d'autres villes. C'est à ce moment-là que le groupe « Los Solidarios » envoya des émissaires dans plusieurs points de la péninsule : Saragosse, Bilbao, Séville, Madrid. Entre les mois de mai et juin 1923, il y eut une grande agitation nationale. Le cardinal Soldevila fut exécuté à Saragosse. A la suite de cette exécution, un procès fut fait à Francisco Ascaso et Torres Escartin. Le premier put s'enfuir, mais Torres Escartin devint fou à la suite des mauvais traitements qui lui furent infligés par la police d'Oviedo.

(1) Président du conseil des ministres. L'attentat eut lieu en 1921.

Fernando Gonzalez Reguerel, ex-gouverneur de Bilbao, homme fort du gangstérisme patronal fut exécuté à Léon, une nuit de fête.

L'insurrection se préparait, les hommes étaient prêts, mais les armes manquaient. Le Comité National Révolutionnaire en avait acheté quelques-unes à Bruxelles et les avait embarquées à Marseille, mais elles s'avéraient insuffisantes et c'est pourquoi, en juin 1923, Durruti et Ascaso partirent à destination de Bilbao pour en acheter une bonne quantité. Ils s'en procurèrent à une usine d'Eibar par l'intermédiaire d'un ingénieur. La cargaison était destinée au Mexique, mais une fois en haute mer, le capitaine du bateau devait recevoir l'ordre de dévier sa route vers le détroit de Gibraltar et de débarquer les armes à Barcelone, sans toutefois accoster. Le temps passait très vite. L'usine tardait à livrer la commande, et malheureusement les armes n'arrivèrent à Barcelone qu'une fois le pronunciamiento de Primo de Riveira (septembre 1923) accompli. Devant l'impossibilité de débarquer sa cargaison, le bateau dut retourner à Bilbao et rendre les armes à l'usine (2).

(2) Une fois la République proclamée, le 14 avril 1931, Francisco Ascaso se présenta à l'usine d'armement d'Eibar pour se faire livrer les 1 000 Winchester dont il était le propriétaire. Le directeur de l'entreprise demanda l'autorisation au ministre de l'Intérieur, Miguel Maura, qui, comme on pouvait s'y attendre, refusa. Cependant, le président de la Généralité de Catalogne (gouvernement autonome), Francisco Macia, réclama ces armes et finit par les obtenir. Avec ces Winchester, le gouvernement autonome catalan arma les groupes de « L'Estat Catalá » lors du mouvement révolutionnaire du 6 octobre 1934 ; lorsque ledit mouvement révolutionnaire catalaniste échoua, les catalanistes se défirent de leurs armes en les jetant dans les galeries des égoûts de Barcelone. Ce fut là que les militants de la CNT-FAI les récupérèrent, les mettant à l'abri pour ne s'en servir, en fait, que le 19 juillet 1936, face aux militaires soulevés. Aurelio Fernandez, un des membres du groupe « Los Solidarios », nous transmit cette information et conclut en disant : « Les Winchester servirent finalement à ce pourquoi ils avaient été achetés. »

Gregorio Sobreviela avait été assassiné et Riccardo Sanz se trouvait au bagne avec Garcia Oliver. Le groupe « Los Solidarios » était démantelé. Gregorio Jover, Segundo Garcia, Durruti et Ascaso étaient en liberté, mais il était très dangereux pour eux de rester en Espagne ; c'est pourquoi ils prirent la décision de s'exiler.

Second exil

Leur séjour en France ne fut pas très long, juste le temps de mettre au point un plan de propagande avec les militants italiens, français et exilés russes, qui aboutit à la création de la « Librairie internationale », dont la tâche principale était de divulguer des œuvres idéologiques et de combat ainsi qu'une revue en trois langues (italien, français et espagnol) (3). Vers la fin de l'année 1924, Durruti et Ascaso partirent pour Cuba où Segundo Garcia et Gregorio Jover les rejoignirent en janvier 1925. Les quatre hommes commencèrent une campagne d'agitation en faveur du mouvement révolutionnaire espagnol. C'était la première fois que Durruti et Ascaso prenaient la parole en public. Durruti apparut comme étant un tribun populaire. Les quatre hommes durent bientôt quitter le pays, poursuivis par la police comme de dangereux agitateurs et commencèrent à mener une vie mouvementée. Ils voyagèrent sans arrêt, séjournèrent plus ou moins brièvement au Mexique, au Pérou, à Santiago de Chili, avant de s'arrêter un peu plus long-

(3) Ce fut à ce moment que Ascaso et Durruti donnèrent à Sébastien Faure une importante quantité d'argent qui lui permit de commencer sa grande œuvre : « L'Encyclopédie Anarchiste ».

De gauche à droite : Berthe Favert, Ascaso, Emilienne Morin, Durruti.



Photo : Famille Durruti.

temps à Buenos Aires où, malgré tout, ils se trouvaient en danger. Ils partirent pour Montevideo (Uruguay) d'où ils purent s'embarquer à destination de Cherbourg. Mais, une fois en haute mer, le bateau fut contraint de changer de route à plusieurs reprises. On le nomma plus tard « le bateau fantôme ». En définitive, ils atteignirent les îles Canaries où ils débarquèrent pour emprunter un autre navire qui devait les emmener en Angleterre. Ils arrivèrent clandestinement à Cherbourg, au mois d'avril 1926. De là, ils se rendirent à Paris où ils logèrent dans un hôtel de la rue Legendre. C'est en sortant de cet hôtel qu'ils furent, un matin, arrêtés par la police française. La raison officielle de cette arrestation : « Trois Espagnols accusés d'avoir monté un complot contre le roi d'Espagne Alphonse XIII, qui devait visiter la capitale française le 14 juillet, ont été arrêtés le 2 juin ».

Le procès de Paris

En octobre de la même année, ils comparurent devant la Chambre correctionnelle pour port d'arme illégal, rébellion et infraction à la loi sur les étrangers. Au cours de leur procès, ils déclarèrent qu'ils s'octroyaient « le droit de travailler de toutes leurs forces pour combattre le régime dictatorial qui régnait en Espagne et que, pour cela, ils se proposaient de s'emparer du roi Alphonse XIII, afin de provoquer la chute de la monarchie dans leur pays ».

L'Argentine demanda l'extradition de Durruti, Ascaso et Gregorio Jover. De son côté, l'Espagne fit de même, car elle les accusait d'être les assassins du cardinal Soldevila. Le gouvernement français était prêt à satisfaire l'Argentine et l'Espagne. L'Union Anarchiste Française menait alors une campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti qui risquaient la chaise électrique aux Etats-Unis. Une autre campagne dont les animateurs furent Louis Lecoin, Férandel et Sébastien Faure se déclencha pour obtenir la libération des trois anarchistes espagnols, qui furent durant leur procès défendus avec ardeur par Louis Lecoin. Ce dernier, en effet, mobilisa le monde politique et intellectuel français ainsi que la classe ouvrière. L'agitation à Paris était grande. Plusieurs journaux soutinrent la campagne et au mois de juillet 1927 les trois anarchistes espagnols furent libérés.

Lecoin décrit cette réussite dans les termes suivants : « Poincaré, président du Conseil des ministres, m'envoya un émissaire, et quel émissaire ? Malvy, son confident, son terre-neuve, son président de la commission des finances ».

A une question qu'on lui avait posée : « Qu'est-ce que vous attendez ? la chute de Poincaré ? » Lecoin rétorqua : « Absolument pas, nous voulons la liberté d'Ascaso, de Durruti et de Jover ».

Barthou (4) et Poincaré capitulèrent et le lendemain de cette capitulation, Férandel et Lecoin, accompagnés de nombreux journalistes et photographes, allèrent attendre, quai des Orfèvres, la sortie des trois camarades. Expulsés de France, interdits de séjour en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et en Allemagne, les frontières d'Italie et d'Espagne leur restaient ouvertes, Ces pays représentaient pour eux une mort certaine. L'URSS leur offrait asile mais à de telles conditions, qu'il était impossible pour un anarchiste de les accepter. Il ne leur restait qu'une solution : tromper la police et demeurer en France. Ils revinrent clandestinement aux alentours de Paris. Dans la clandestinité, Durruti lia amitié avec le révolutionnaire russe Nestor Makhno. Ils menaient une vie impossible et essayèrent en vain de passer en Allemagne ; ils durent rester en France, plus exactement à Lyon, où ils travaillèrent sous un faux nom. Découverts par la police, ils furent emprisonnés à nouveau pendant six mois. A un journaliste

(4) Ministre de la justice du gouvernement Poincaré.

qui leur demanda le jour de leur libération ce qu'ils allaient faire, Durruti répondit non sans humour : « Nous recommencerons ! » (5).

Le calme avant la tempête

En automne 1928, ils réussirent enfin à passer clandestinement en Allemagne où ils prirent contact avec Rudolph Rocker et Erich Mühsam, qui essayèrent de légaliser leur situation comme réfugiés politiques. Bien qu'ayant eu recours à des personnes très influentes dans le milieu politique, ils échouèrent. Il était clair que si Durruti, Ascaso et Jover tombaient entre les mains de la police, ils seraient aussitôt renvoyés en Espagne. En conséquence, les deux premiers décidèrent d'aller en Belgique où ils pensaient pouvoir obtenir un faux passeport et embarquer pour le Mexique. Mais ils avaient des difficultés économiques qu'ils avouèrent au célèbre acteur allemand Alexander Granach, grand ami du poète Mühsam. Il mit à leur disposition tout l'argent qu'il avait à l'époque. Grâce à cette aide, ils passèrent la frontière mais n'embarquèrent pas pour le Mexique car un émissaire du Comité National de la CNT, venant d'Espagne,les informa de la chute du régime. Les deux amis prirent alors la décision de demeu-

(5) Pour ce procès, le livre de Louis Lecoin *De prison en prison* peut être consulté ainsi que la presse de l'époque et particulièrement « Le Libertaire ».

Bruxelle 1929 : Liberto Callejas, Pedro Orobón Fernández, Durruti, Ascaso et Joaquín Cortès.



Photo : Famille Durruti.

rer en Belgique après s'être procurés de faux papiers et avoir rendu l'argent à Rudolph Rocker, afin qu'il le restitue à Alexander. Ils restèrent donc à Bruxelles jusqu'au 13 avril 1931. Ce fut l'époque de leur vie de militants où ils connurent la plus grande tranquilité. Ils en profitèrent pour améliorer leur formation intellectuelle et révolutionnaire et pour collaborer avec le « Comité Pro-Liberté », dans lequel se trouvaient des militants internationaux tels que Hugo Treni, Camillo Berneri et Hem Day.

1931 : Retour en Espagne

A l'avènement de la république, Durruti retourna en Espagne. Cette république déçut rapidement les espoirs. Un meeting d'affirmation révolutionnaire eut lieu le 1er mai 1931, dans les salons des Beaux-Arts de Barcelone (6). Une manifestation de cent mille personnes s'ensuivit et les manifestants défilèrent dans les rues de Barcelone jusqu'au Palais de la Generalidad, auquel ils voulaient faire part de leurs revendications : « liberté pour les prisonniers et réformes sociales urgentes ». L'armée et la garde civile brisèrent cette manifestation. Il y eut des morts et des blessés, mais Durruti décida les soldats à retourner leurs armes contre la garde civile.

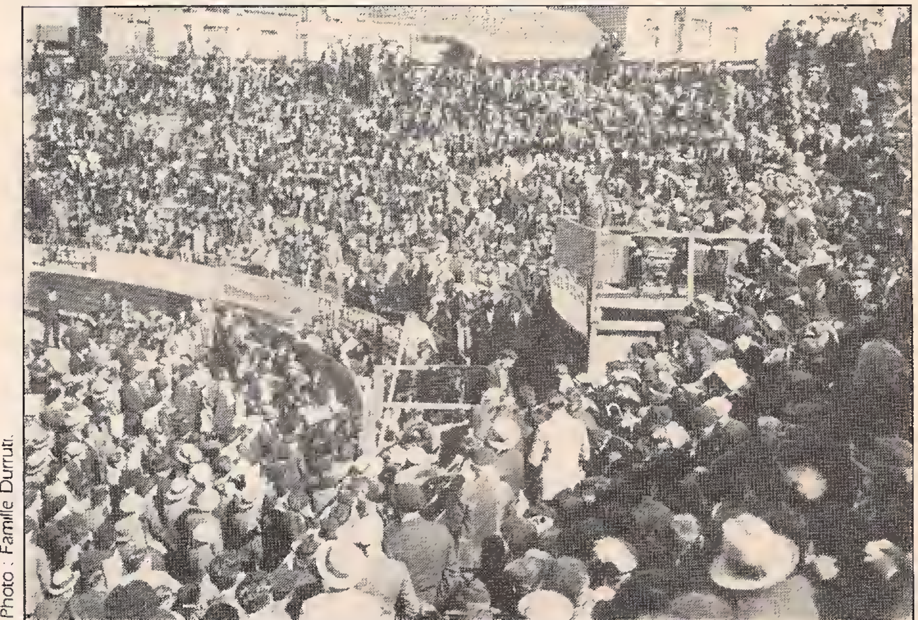
La popularité de Durruti était très grande dans la péninsule et son seul nom était une garantie pour un meeting de la CNT. C'était un mauvais orateur, mais il savait subjuguer les masses et leur dévoiler, à l'aide d'exemples, l'injustice sociale.

D'avril 1931 jusqu'au 19 juillet 1936, il prit part à tous les grands conflits sociaux qui eurent lieu en Espagne. Il se fit remarquer lors des événements de Figols et fut déporté aux îles Canaries, à Puerto Cabra dans l'île de Fuerteventura où il dut rester de février à septembre 1932. Il prit également une part active dans les mouvements révolutionnaires de janvier 1933 et fut à nouveau emprisonné de janvier à août de cette même année. Au mois de décembre 1933, Durruti fit partie du Comité National Révolutionnaire avec le docteur Isaac Puente et le maçon Cipriano Mera mais, de décembre 1933 à juillet 1934, il fut condamné à nouveau à la prison, à Burgos et à Saragosse, pour être mis au bagne du 5 octobre 1934 jusqu'au milieu de l'année 1935. Il fut ensuite incarcéré à nouveau au mois de septembre de cette même année pour être libéré quelques jours seulement avant les élections de février 1936.

A Saragosse, les travaux du troisième Congrès de la CNT — congrès auquel assistèrent sept cents délégués environ — commencèrent le 1er mai 1936. Durruti ainsi que Garcia Oliver et Francisco Ascaso appartenaient à la délégation du « Sindicato Unico del Fabril y Textil ». Ce dernier congrès fut constructif : la révolution approchait. Le Comité National de la CNT dénonça la conspiration fasciste, mais le gouvernement élu par le Front populaire ne sut pas mettre fin au complot des militaires.

La CNT, principalement en Catalogne, vivait les événements au jour le jour, informée par les hommes qu'elle avait dans les casernes.

Durruti provoqua une gigantesque agitation, parmi les militants révolutionnaires et la classe ouvrière, de telle sorte que le président de la Generalidad sollicita une entrevue avec la CNT, entrevue au cours de laquelle on décida d'établir une commission de liaison entre la CNT et le gouvernement de la Generalidad. Durruti et Ascaso firent partie de cette commission qui insista pour armer le peuple, mais qui n'obtint du gouvernement que de bonnes paroles. Devant l'attitude des dirigeants la prise d'assaut des bateaux de marchandises ancrés dans le port de Barcelone fut décidée, dans le but de s'emparer de quelques douzaines de fusils qui s'ajoutèrent aux quelques armes que la CNT avait déjà, ainsi qu'à celles qui furent récupérées chez les armuriers. C'était la seule façon d'affronter la garnison militaire de Barcelone.


Photo : Famille Durruti.

Durruti à la tribune du meeting aux arènes de Léon (novembre 1935).

Juillet 36

Les forces factieuses sortirent dans les rues le dimanche 19 juillet, à 5 heures du matin et le lundi après-midi, à 17 heures. Garcia Oliver annonçait à Radio-Barcelone que le peuple avait vaincu le fascisme au cours d'une lutte inégale. On n'avait jamais vu disparaître le pouvoir de l'Etat avec autant de rapidité. En moins de 72 heures, l'Etat n'existait plus que de nom. Le peu de forces représentatives qui lui restaient s'étaient vite fondues dans le peuple. La CNT et la FAI étaient maîtresses absolues de la situation, tant à Barcelone que dans la province (7).

Companys, président d'une Generalidad inexistante, dut reconnaître le fait et sollicita une entrevue avec la CNT et la FAI pour la

(6) Le meeting fut organisé par la fédération locale des syndicats de la CNT de Barcelone en collaboration avec la commission de lutte économico-sociale, organisme qui anima la célèbre grève des loyers et des charges (eau et électricité) que les consommateurs et locataires soutinrent durant plusieurs mois à Barcelone (1932).

(7) Dans « Le Libertaire » du 18 août 1938, Garcia Oliver écrivit un article intéressant dans lequel il nous fournit de précieuses informations sur la stragégie révolutionnaire qui fut employée pour vaincre les militaires : « Ce que fut le 19 juillet ».

transmission des pouvoirs (c'est bien le mot transmission qui doit être employé). De cette entrevue historique, il est resté un écrit de Garcia Oliver qui explique la situation exacte et montre comment est né le nouvel organe du pouvoir appelé « Comité Central des Milices » auquel se sont incorporés les deux organisations, laissant la place pour une franche collaboration avec les autres secteurs politiques qui représentaient seulement le quart des forces en présence (8).

La Colonne Durruti

Une des premières mesures prise par ce comité fut d'organiser une colonne qui devait immédiatement aller dans la région de l'Aragon. Cette colonne fut appelée Durruti-Farras, car le commandant Perez-Farras était le délégué militaire et Durruti le délégué politique. Le 23 juillet, la colonne partait pour Lerida avec moins d'hommes qu'elle ne l'avait espéré, car elle comptait en principe sur 10 000 hommes. Une fois rétablie la situation à Lerida, la colonne se dirigea vers Caspe avant de se rendre à Bujalaroz, lieu stratégique, distant d'à peu près 30 km de Saragosse, où elle s'installa, avec des avant-postes à Pina, Gelsa et dans la Sierra de Alcubierre.


Durruti au front.

Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

Elle prit plusieurs villages tels que Siétamo, Farlete, Monte Aragon... et l'on peut dire qu'elle fit reculer l'ennemi du fleuve Cinca jusqu'à l'Ebre.

Dans tout le territoire aragonais libéré, des collectivités agricoles furent constituées sous l'impulsion propre des paysans ; elles se fédérèrent plus tard en un Conseil appelé « Conseil d'Aragon ». Sans être directement à l'origine de ces collectivités, Durruti les aida autant qu'il le put dans leur développement, car il était en quelque sorte l'axe de la lutte ainsi que celui du nouveau monde qui naissait.

La « cahute » de Bujalaroz où Durruti installa son Q.G. devint un foyer d'attraction pour les journalistes et les personnalités ; des journalistes tels que Van Passen, Koltrov, etc., des militants ouvriers, des intellectuels et hommes politiques tels que Sébastien Faure, Emma Goldman y vinrent en visite.

Le groupe international de la « colonne Durruti » comptait dans ses rangs des personnalités telles que : Emile Cottin, mort au combat ; Fausto Falaschi qui décéda à Huesca, Simone Weil, Louis Mercier, Karman, Karl Einstein, etc. (9).

Au fur et à mesure que la guerre se déroulait, le front d'Aragon fut, du fait de son esprit libertaire, boycotté toujours davantage par le gouvernement central. Durruti s'entretint avec le Comité des Milices qui, après avoir été mis au courant de la situation dans laquelle il se trouvait, lui conseilla d'aller à Madrid solliciter des armes ou des devises. Quelques personnes acquises au triomphe de la révolution lui donnèrent le moyen d'acquérir des armes et des avions sur le marché international. Vers la mi-septembre, Durruti se rendit à Madrid pour avoir une entrevue avec le socialiste Largo Caballero qui était à la fois président du Conseil des Ministres et Ministre de la Guerre et qui lui assura un crédit de 1 800 millions de pesetas pour acheter des armes et mettre en marche l'industrie de guerre catalane. Mais le gouvernement central ne tint pas parole et le front d'Aragon dut lutter contre l'ennemi avec des moyens de fortune, sans pouvoir prendre Saragosse, chose fort importante pour les camarades en lutte.

La Défense de Madrid

Lors de l'offensive sur Madrid — octobre-novembre 1936 — la peur s'empara des hautes sphères gouvernementales et du haut commandement ; on croyait à la chute de la capitale. Le gouvernement appela Durruti en pensant que son prestige remonterait le moral des combattants. Sa colonne fut donc appelée pour défendre Madrid. C'est ainsi qu' à la joie des habitants de la capitale, Durruti arriva le 14 novembre à la tête de ses hommes et, sans même lui laisser le temps de se reposer, on lui assigna le secteur le plus dangereux, celui de la « Casa de Campo ». Du 14 novembre (10) jusqu'au 19, jour de sa mort, il n'eut pas un moment de répit. Sa colonne intervint avec l'aide de la colonne Rosal et de la IIe Brigade internationale, récemment affectée à la défense de Madrid, dans l'attaque de l'hôpital Clinico, de la Faculté de Philosophie et de Lettres et de la « Maison de Vélasquez ».

Vers deux heures de l'après-midi, Durruti reçut une balle au poumon alors qu'il se trouvait en face de l'hôpital Clinico. C'était le 19 novembre. Il devait être transporté d'urgence à l'hôpital de « Las Milicias Catalanas » installé à l'Hôtel Ritz. Il subit plusieurs interventions chirurgicales avant de mourir le 20 novembre à l'aube.

Son enterrement, qui eut lieu à Barcelone le 23 novembre, fut l'occasion de la plus grande manifestation populaire. Plus d'un demi-million de personnes y étaient présentes.

Abel Paz

(8) L'article de Garcia Oliver (note 7) décrit l'entrevue avec Companys.

(9) Selon certaines informations — non vérifiées — ce fut à Bruxelles que Durruti rencontra Karl Einstein, auteur du roman *Bebuquin oder die Dilettanten des Wunders* (1912) et collaborateur de la revue « Der Blutige Ernst », fondée par Georges Grozz en 1919 à Berlin. Einstein fut l'animateur de la section allemande du Groupe International de la colonne Durruti, lequel intervint de juillet à décembre 1936. Selon certaines sources, K. Einstein se suicida en 1940, en France, lors de l'invasion de ce pays par les armées nazies (juin 1940).

(10) La date de l'entrée au combat à Madrid est rectifiée. Ce n'est pas le 12 mai mais le 14 novembre. Cette rectification est fondamentale, car elle démontre toute la propagande fallacieuse que le P.C. lança contre la colonne Durruti. Celui-ci accusa la colonne de tenir une zone du front de Madrid par laquelle pénétrèrent les troupes fascistes, alors qu'en réalité, ce fut par la position défendue par la colonne « Lopez Tienda » de tendance stalinienne (P.S.U.C.). Pour plus de détails, je renvoie le lecteur à mon livre définitif : *Durruti, el proletariado en armas*, Editions Bruguera, 1978, en vente à la librairie du « Monde Libertaire » 145, rue Amelot, 75011 Paris.

DURRUTI, ASCASO, JOVER :

Trois anarchistes font reculer le gouvernement français

En juillet 1926, Durruti, Ascaso et Jover étaient arrêtés à Paris pour complot contre Alphonse XIII, roi d'Espagne.

Cette affaire a fait tellement de bruit à l'époque qu'il était impossible de la passer sous silence, mais nous avons préféré laisser la parole à quelques personnes qui ont vécu cet épisode de la vie de Durruti.

HENRI TORRÈS fut l'un des avocats de ce procès.

« De tous les anarchistes espagnols que j'ai défendu, avec des fortunes diverses mais généralement heureuses, les plus intrépides, les plus irréductibles étaient Ascaso, Durruti et Jover.

Le 2 juillet 1926, un communiqué officieux annonçait que la police était sur la piste d'un complot fomenté pour assassiner Alphonse XIII, qui devait être reçu à Paris, en grande pompe, le 4 juillet. Trois proscrits espagnols furent arrêtés dans un meublé de la rue Legendre : Ascaso, Durruti et Jover. Ils comparurent en octobre devant une chambre correctionnelle sous des préventions subalternes : rébellion, faux passeport, port d'armes prohibées, infraction à la loi sur les étrangers, et furent condamnés à des peines de prison. Ils avaient fièrement revendiqué devant le tribunal le droit de travailler sans trêve ni repos au renversement d'un régime exécré et reconnu qu'ils se proposaient de s'emparer de la personne du roi pour provoquer la révolution en Espagne. »

Henry Torrès (*)

NINO NAPOLITANO

« C'était l'époque où Paris se préparait — on était en 1926 — à une visite officielle du roi Alphonse XIII d'Espagne. Cet homme avait sur la conscience plus de crimes que toute la famille Bourbon réunie. Durruti et Ascaso avaient formé le projet d'accompagner *La Marseillaise* avec laquelle la Troisième République s'apprêtait à accueillir l'assassin de Francisco Ferrer par quelques coups de fusil.

Si la démocratie française n'a pas livré ses prisonniers à la vindicte de l'hyène bourbonienne, cela tient sans aucun doute aux fermes protestations des camarades parisiens. Ils ne cessèrent de harceler le gouvernement que quand Ascaso et Durruti furent libérés et conduits à la frontière belge.

Sur le plan idéologique, ils étaient tout, sauf individualistes. Ils croyaient à la nécessité de l'organisation. Mais ils considéraient les individus comme des moteurs indispensables pour mettre les masses en mouvement. Ils n'attendaient rien de ces masses, ils ne leur demandaient rien : au contraire, ils avaient quelque chose à leur donner et à leur apprendre ».

Nino Napolitano (*)

LOUIS LECOIN. Mandaté par l'Union Anarchiste pour animer les comités de soutien à Sacco et Vanzetti et celui de Ascaso-Durruti et Jover.

« Rentrant chez moi, un soir d'octobre 1926, je trouvais un télégramme m'appelant d'urgence au siège de l'Union anarchiste.

Déjà des militants sont présents : Sébastien Faure, Férandel, d'autres. Tous sont très bouleversés.

Sacco et Vanzetti seraient plus que jamais en péril et leur électrocution est annoncée comme imminente. C'est un câble d'Amérique qui nous en avisait, nous demandant de tenter l'impossible pour les sauver.

— Qu'allons-nous décider ? Que pouvons-nous faire ?...

Jusqu'ici, depuis cinq années, nous n'avons convaincu de leur innocence que ceux qui ne demandaient qu'à l'être. Sur ces deux noms, et autour du martyre de ces deux hommes, nous avons fait plutôt une agitation révolutionnaire qu'une véritable opération de sauvetage. Pourquoi la bourgeoisie libérale, la C.G.T., le Parti Socialiste ne se joignent-ils pas à nous à fond pour réclamer justice ?...

Allons chercher, chez eux, les retardataires. Frappons, à toutes les portes. Il ne s'agit point d'accomplir une œuvre spécifiquement anarchiste...

Férandel, grand gaillard au langage savoureux qui sentait bon son Midi, me prit à part.

— Il est indispensable également que tu te charges de la défense d'Ascaso, Durruti, Jover...

Trois anarchistes espagnols, trois militants de la Confédération Nationale du Travail (la C.N.T.) mise hors la loi, qui après avoir fui — à la suite de maints exploits révolutionnaires — l'Espagne de Martinez Anido, le bourreau de la Catalogne, et celle de Primo de Rivera, le principal valet d'Alphonse XIII, vécurent en Argentine et vinrent ensuite en France pour y rencontrer à Paris « leur » roi qui devait s'y rendre en visite officielle.

Un crime avait été commis à Buenos-Aires : un encaisseur, employé de banque, venait d'y être assassiné et dévalisé. Un conducteur de taxi, à qui on infligea la question, mit en cause Ascaso, Durruti et Jover. Au surplus, le brusque départ des trois mousquetaires, comme on les appelait en Espagne, les accusait, en apparence, en dépit de leur innocence.

L'Argentine avait demandé leur extradition à la France qui l'accordait. Ascaso, Durruti et Jover lui seraient livrés à la fin des six mois de prison qu'un tribunal parisien leur octroya pour port d'armes prohibées. On les avait arrêtés, dans la capitale, alors que, postés dans une voiture, fusil à l'épaule, ils guettaient le passage du roi d'Espagne...

J'assumais le secrétariat des deux comités ; Férandel, la trésorerie. J'eus en lui un précieux collaborateur. Il ne pensait jamais à me freiner ; il m'eût, au contraire, poussé à prendre plus d'initiatives.

Quand nous aurons mené jusqu'au bout notre double action, seulement alors Férandel rompra notre attelage et s'en ira au Mexique.

Auparavant, nous vivrons une année qui comptera dans notre existence. Nous éprouverons des déceptions, mais des joies aussi.

Nous enregistrerons un grand succès puisque nous sauverons Ascaso, Durruti, Jover.

Nous essuierons, hélas ! un échec qui nous bouleversera lorsque nous apprendrons au petit jour, le 23 août 1927, l'exécution si dramatique de Sacco et Vanzetti.

Nous avions tant fait pour qu'ils ne meurent pas !...

L'Espagne dictatoriale, qui, de son côté, réclamait l'extradition d'Ascaso, Durruti, Jover, les accusant d'attentats politiques,

avait été déboutée de sa demande. La France officielle s'affirmait à bon compte libérale, n'étant qu'hypocrite. Elle jouait là un acte d'une sinistre comédie, en accord avec l'Espagne et l'Argentine.

Ascaso, Durruti, Jover ne subiraient pas le supplice du garrot, mais durant toute leur existence, celui de la Terre de Feu, le terrible bagne argentin. C'est le prix qu'ils devraient payer pour rassurer Alphonse XIII ; afin que fût vengé l'évêque de Saragosse, expédié « ad patres » par leurs soins ; et pour que les grands seigneurs espagnols, angoissés devant un avenir incertain, se sentissent protégés...

A cette époque, la police était maîtresse absolue des destinées des étrangers « susceptibles » d'extradition. Elle décidait sans instruction et sans appel. Seul, le gouvernement pouvait y mettre son veto.

Mais c'était le gouvernement Poincaré, avec Barthou à la Justice. Ils manquaient de cœur, ces deux-là, et on ne pouvait en aucun cas tabler sur l'excellence de leurs sentiments. D'où la nécessité de leur faire peur, par une agitation publique grandissante, et avec des moyens que je devrai imaginer au fur et à mesure du développement de la campagne.

Et d'abord, je voulus que la Ligue des Droits de l'Homme fit cause commune avec nous en pareille circonstance...

Et je me trouvai, tout naturellement, chez Séverine (1), dans sa maison de Pierrefonds, où la maladie la retenait couchée depuis de longs mois.

Voilà une grande dame, une vraie ; imposante dans sa simplicité. Et si bienveillante !...

— Entendu, Lecoin, je vous introduirai à la Ligue ; avec des précautions, car là-bas, je sens le fagot. Je vais vous remettre un mot pour Madame Mesnard-Dorian, toute-puissante dans cette maison et tellement aimable, vous verrez. C'est elle qui vous appuiera et ça vaudra beaucoup mieux.

Madame Mesnard-Dorian, qui habitait un luxueux hôtel particulier rue de la Faisanderie, m'accueillit comme Séverine l'avait prédit.

Sur ses conseils, je me rendis sans tarder chez Victor Basch, le président de la Ligue des Droits de l'Homme, à qui elle téléphonait entre-temps.

Ne put-elle l'atteindre aussi vite qu'elle le désirait ? Toujours est-il que Victor Basch me fit une drôle de réception...

Nous le quittâmes, Férandel et moi, avant qu'il se fût apaisé. Et, dans l'escalier, nous convînmes que nous avions fait fiasco...

Nous nous trompions.

Dans l'après-midi, Guernut, secrétaire général de la Ligue, me téléphonait m'invitant à lui porter mon dossier relatif à l'affaire Ascaso et Cie. Oh ! comme ce « et Cie » était malgré tout péjoratif !

Par le concours qu'elle nous accordait, la ligue nous procurait un levier puissant que nous ne manquerions pas d'utiliser...

Cinq ou six journaux quotidiens nous étaient acquis, les autres indiquaient nos projets et inséraient volontiers un résumé de notre action.

Le Comité du Droit d'asile devenait une force, l'extradition d'Ascaso, Durruti, Jover une affaire d'Etat dans laquelle le gouvernement s'empêtrait.

Au point qu'une loi nouvelle, dessaisissant la police, allait décider la création d'une cour de justice dont le rôle, malheureusement trop restrictif, consisterait à se prononcer sur la recevabilité de la demande d'extradition, sans pouvoir statuer sur le fond...

Ascaso, Durruti, Jover seront donc traduits devant des magistrats de carrière qui, se dérobant derrière la loi, se refuseront d'aborder le fond et déclareront la demande d'extradition très légale, recevable, en dépit des solides et poignantes plaidoiries de Corcos, Guernut, Berthon, Torrès.

Barthou l'emportait !

Et le sous-chef de la Sûreté de Buenos-Aires, accouru à Paris pour prendre livraison des prisonniers, ne cachait pas son plaisir de ne point s'en retourner bredouille...

La cause des trois militants espagnols m'apparaissait perdue, je redoublai d'efforts...

A l'issue d'une immense réunion tenue au bal Bullier (six mille personnes s'y trouvaient entassées) un ordre du jour fut adopté encourageant les orateurs et les organisateurs de cette manifestation à se rendre auprès des citoyens Painlevé et Herriot, ministres de Poincaré, pour leur demander s'ils allaient se déshonorer à la suite du petit Barthou, ou si, dans un sursaut de vrai républicanisme, ils ne crieraient pas un « Non ! » catégorique à l'Espagne, via l'Argentine.

Painlevé est gêné. Il bredouille : « Oui... assurément... ».

Nous pouvons compter sur lui comme sur une planche pourrie.

Avec Herriot, ça change de ton. Il a le sursaut !

On ne m'accusera pas d'herriotisme, si je déclare que, de ce jour, j'ai ressenti pour cet homme, bon enfant à coup sûr, un peu de sympathie...

Il poserait la question au prochain conseil des ministres.

Il la posa et obtint que l'extradition serait différée jusqu'à ce qu'un conseil des ministres ultérieur eût statué après une étude plus approfondie de ce cas précis...

Ascaso, Durruti et Jover seraient déjà libérés, si, en haut lieu, on prêtait l'oreille aux protestations de l'opinion publique. Le gouvernement, préférant se rendre aux

14 juillet 1927 à la rédaction du « Libertaire ».



Tiré du livre d'Abel Paz « Le Peuple en armes »

objurgations du vindicatif Béarnais, décida, une fois de plus, d'extrader nos amis...

— Il n'y a donc plus rien à faire pour eux, ici ?

— Plus rien ! Basch a lui-même parlé à Poincaré. Il vous faut perdre toute illusion.

Non ! je n'abandonnerai pas tout espoir aussi longtemps qu'ils dépendront des autorités françaises... et de nous, par conséquent.

Férandel me rejoint à la Ligue. Il faut agir vite. Je le mets au courant du danger suspendu sur nos camarades, et je lui soumets un projet que j'ai mûri en l'attendant...

Il est bien tard pour mettre la main sur un parlementaire, possédant quelque autorité, qui consente à déposer tout de suite, ce soir, sur le bureau de l'Assemblée, une demande d'interpellation relative à l'affaire Ascaso, Durruti, Jover, et qui exige du gouvernement que les trois anarchistes restent en France tant que l'interpellation, dont on ne peut prévoir les conséquences, ne se sera pas produite...

Je pense à Renaudel. Je le cherche au Palais-Bourbon.

Il doit être chez lui ; j'y cours et j'apprends qu'il est encore à la Chambre. J'y retourne, et avec force pourboires, je lance plusieurs huissiers à sa recherche.

Il était là. Il connaît l'affaire, il sait la part qu'y prend la Ligue des Droits de l'Homme, et il consent à nous servir de truchement. Nous rédigeons ensemble sa demande d'interpellation. J'en fais taper plusieurs exemplaires que je porte aux journaux, lesquels reproduisent fidèlement notre texte, sauf « l'Humanité » qui remplace le nom de Renaudel par celui de Vaillant-Couturier. Je ne suis pas fâché que ce parlementaire se joigne au premier, mais je m'étonne qu'un journal ose écrire ainsi l'Histoire. Depuis, dans la maison, cette habitude, exceptionnelle alors, est devenue chronique.

La chance est avec nous ; Barthou, en congé, est remplacé par Georges Leygues, un ministre moins buté, qui se déclare d'accord avec Renaudel...

Barthou, de retour, ronge son frein, mais persévère dans son intention première. Il se vante de les livrer d'abord ; d'entendre, ensuite, l'interpellation. Le bougre ne manquait ni d'aplomb ni d'esprit.

Couvert par Poincaré, il va oser commettre ce mauvais coup. Il avise le gouvernement argentin d'avoir à prendre livraison de sa cargaison humaine...

J'ai un long entretien avec Renaudel, qui fera tout ce que je voudrai, m'assure-t-il. Et ce sera vrai...

Je lui adjoindrai d'autres interpellateurs.

Je vais, dès à présent, « travailler » les milieux parlementaires.

Grâce à Henri Fabre, des « Hommes du Jour » (2), j'obtiens une carte d'entrée permanente à la Chambre, où j'établis mon quartier général. On ne verra plus que moi « Salle des Pas Perdus » et dans les couloirs du Parlement...

Deux radicaux-socialistes, Durafour et René Richard, prendront carrément position pour nous au nom de leur groupe.

L'avocat le plus célèbre — qui est venu gâcher un temps précieux chez les faiseurs de lois — de Moro-Giafferri, interpellera au nom des socialistes indépendants.

Cinq interpelleurs donc, avec Vaillant-Couturier. Ils représentent deux cent cinquante députés. Le compte n'y est pas. Il me faut décrocher cinquante parlementaires de la majorité poincariste.

Car, je ne tiens pas à faire un inutile tapage ; je désire aboutir, réussir.

M. Rollin, du centre, m'assure qu'il se joindra, le moment venu, aux protestataires déjà sur les rangs, et aussi M. Balanant, de la droite, qui en entraînera, à sa suite, un certain nombre...

Un vice-président de la Chambre, Frédéric Brunet, soutient nos efforts. Il me tuyautera à bon escient.

Je néglige les députés de gauche et d'extrême gauche dont je sais qu'ils marcheront derrière les interpellateurs. Je me mets en frais pour tous les autres : je leur écris, je les encourage de vive voix.

C'était, vous pouvez me croire, une interpellation soigneusement préparée. Rien de tel qu'un antiparlementaire pour cette sorte de besogne.

Dans toute la presse, on ne parle que de l'affaire Ascaso, Durruti, Jover.

Et dans le pays donc !...

Cet après-midi, « mon » interpellation aura lieu.

« Je suis prêt ». Tous les interpellateurs sont à pied d'œuvre. Ils vont livrer l'assaut. Les uns en sont heureux pour la justice, les autres ne pensent qu'à l'occasion de déboulonner Poincaré.

Car il va l'être, déboulonné, s'il pose la question de confiance !...

Poincaré prévoyait si bien le résultat qu'il m'adressa un émissaire, un peu avant midi.

Quel émissaire ! Malvy, son confident, son terre-neuve, le président de la Commission des finances !

— Alors, Lecoin, que désirez-vous exactement ? La chute de Poincaré vous intéresse-t-elle à ce point ?

— Du tout. Mais nous voulons une chose et la voulons bien : la libération d'Ascaso, Durruti et Jover...

L'interpellation ne se produisit pas, Barthou et Poincaré ayant capitulé. Nous étions en juillet 1927.

Le lendemain de cette capitulation gouvernementale, nous attendions, Férandel et moi, quai des Orfèvres, l'élargissement de nos trois camarades... ».

Louis Lecoin (3)

22 JUILLET 1927

RAPPORT DE POLICE

Pour fêter la libération des libertaires espagnols ASCASO, DURRUTI et JOVER, les dirigeants "Comité International de Défense Anarchiste" se sont réunis hier soir dans un banquet au restaurant situé 66 quai de l'Hôtel de Ville.

Outre les trois libérés et leur famille, une trentaine de militants français et étrangers y ont participé.

Au champagne, Sébastien FAURE et MAKHNO ont prononcé une courte allocution à laquelle ASCASO, au nom de ses compatriotes, a répondu en remerciant les dirigeants du Comité pour les efforts qu'ils ont dû déployer pour obtenir leur mise en liberté.

La soirée s'est terminée par un concert au cours duquel "LOREAL" plus particulièrement s'est fait applaudir dans ses oeuvres réalistes.

JOSÉ PEIRATS

« Après que la Belgique et le Luxembourg se furent refusés à les accueillir, leurs amis tentèrent de trouver un asile pour eux en U.R.S.S. Ils échouèrent à cause des conditions politiques posées par le gouvernement russe ; ils ne pouvaient pas entrer en Russie en tant qu'anarchistes. Il ne leur restait plus d'autre alternative que de retourner à Paris sous de faux noms. Quelques camarades les cachèrent pendant plusieurs mois. Ils finirent par trouver du travail à Lyon. Au bout de six mois, la police découvrit leur véritable identité. On les déféra au tribunal et ils furent condamnés à six mois de prison pour avoir contrevenu à l'ordre d'expulsion.»

José Peirats (*)

AUGUSTIN SOUCHY

« 1927, Berlin. J'ouvre la porte. A l'intérieur, j'entends chanter avec un accent espagnol : « C'est le piston, piston, qui fait marcher la machine... ». Un homme, au regard sombre, est assis sur un divan. Sur ses genoux est un jeune garçon blond auquel il chante l'air français...

Ce fut ma première rencontre avec Durruti. Il était venu à Berlin, pour jouir en Allemagne du droit d'asile. Le gouvernement de coalition social-démocrate catholique le lui refusa...

De son côté, la Russie soviétique, à laquelle ils demandent l'hospitalité, impose aux anarchistes des conditions inacceptables au point de vue politique.

Durruti et Ascaso se décident à retourner en Belgique... ».

Augustin Souchy 1. (4)

LÉO CAMPION

« Ascaso, Durruti. Deux noms inséparables, unis dans la vie et dans la mort. Deux noms qui symbolisent et personnifient ce que fut cet admirable prolétariat d'Espagne, sa lutte incessante, son rare courage, ses profondes aspirations libertaires.

La vie d'Ascaso et de Durruti fut un combat sans merci contre le capitalisme et l'autorité.

J'ai connu intimement Ascaso et Durruti au cours de leur séjour en Belgique.

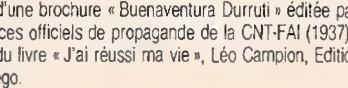
Ascaso était un gentil camarade, ironique, sensible, doux et énergique. Durruti, en contraste, avait l'aspect d'une grande brute athlétique au système pileux abondant et au rictus de carnassier, le tout corrigé par un regard intelligent et bon ».

Léo Campion (5)

EMILIENNE MORIN

« J'ai renoncé à mon emploi de sténodactylo et j'ai été le retrouver à Bruxelles. Les fugitifs espagnols vivaient en Belgique dans une sorte de semi-légalité, tous avec de faux passeports, sous de faux noms. Mais la police belge était parfaitement au courant, bien entendu. Durruti ne pouvait aller nulle part sans être aussitôt suivi de son dossier. Mais à Bruxelles, on l'a en gros laissé tranquille ».

Emilienne Morin (*)



(*) Tiré du livre « le bref été de l'anarchie ».
(1) Séverine, écrivain libertaire.
(2) Revue Biographique.
(3) Tiré du livre « Le cours d'une vie », autogiographie de Louis Lecoin
(4) Tiré d'une brochure « Buenaventura Durruti » éditée par les services officiels de propagande de la CNT-FAI (1937).
(5) Tiré du livre « J'ai réussi ma vie », Léo Campion, Editions du Borrego.



Photo : Famille Durruti.

Préludes à la Révolution

Quelques données pour mieux comprendre les antécédents de la guerre sociale en Espagne (1931-1936)

Les causes qui créèrent les conditions de la réalisation d'une profonde révolution sociale en Espagne étaient le produit d'un processus historique spécifique à ce pays, dans son aspect social, économique, politique et culturel.

Une situation générale critique rendait indispensable le fait d'entreprendre des réformes pour modifier le caractère semi-féodal de l'appareil d'Etat, tout comme la structure économique du pays, et qui régénèrent les classes dirigeantes.

Un homme politique monarchiste, tel que Antonio Maura, parvenu à en prendre conscience, prévint les classes aisées de l'alternative qui se présentait : ou bien l'Etat en tant qu'institution commençait la révolution d'en haut, ou bien la révolution se produirait d'en bas, mais dans des conditions telles qu'elle détruirait l'Etat monarchique et avec lui les classes ou castes bureaucratiques qui en tiraient leurs positions de privilège. Mais les remarques de cet homme politique n'eurent aucun écho, au sein de son propre milieu.

De plus, il n'était pas non plus homme capable de mettre en marche un plan de réformes conçu par l'Etat, bien qu'il ait dirigé la politique pendant longtemps, de 1900 jusqu'à une époque avancée du 20e siècle. La révolution restait donc en suspens, depuis la proclamation de la 1re République en 1875. La proclamation de la 2e République en 1931 se présenta comme une grande occasion pour les gouvernants républicains. Comptant sur l'appui de l'immense majorité de la classe ouvrière et paysanne, ils tentèrent de mener à terme une profonde réforme qui affecte toutes les composantes et tous les strates du pays afin de le rendre habitable. Mais ils échouèrent dans leur tentative, car les gouvernants républicains, malgré leur idées libérales, manquaient de la moëlle et du nerf nécessaires pour affronter l'oligarchie agraire-financière et la caste militaire-religieuse. Devant l'échec politique de la démocratie bourgeoise il devenait assez évident que les travailleurs et les paysans, premières victimes de cet état de chose, devaient chercher leurs propres moyens pour non seulement améliorer leurs conditions de vie mais aussi pour s'affirmer comme êtres humains.

En raison de ce qui vient d'être exposé la République accéléra le processus révolutionnaire sous-incubation jusqu'à ce qu'il éclose, en réponse au coup d'Etat fasciste du 17 juillet 1936.

Mais nous considérons nécessaire avant d'entrer dans la période révolutionnaire qui débuta le 19 juillet 1936, ne serait-ce que sommairement, de préciser les problèmes vitaux pour lesquels la révolution allait tenter de chercher des solutions inédites.

Au niveau économique, la société espagnole de 1936 comptait avec une structure agricole peu évoluée, étant donné qu'elle se trouvait (dans les zones à dominante latifundiste) pratiquement dans les mêmes conditions qu'à l'époque de leur formation, au bas Moyen-Age. On peut même affirmer que, sur le plan de la technique de l'exploitation agricole, elle avait régressé, dans quelques cas, à l'époque romaine.

1936, Encore le moyen-age.

On pouvait parler, sans exagérer, de la survivance à cette époque dans de vastes zones de l'Andalousie et de la Manche agricoles, de rapports préféodaux entre le seigneur et le serf assigné à la terre, sans possibilité de se libérer.

En opposition à ce latifundisme, il y avait l'Espagne minifundiste dans laquelle les petits propriétaires vivaient encore plus mal que les ouvriers agricoles salariés, étant donné que leur rapport à la terre était un rapport d'esclavage permanent, toujours à la merci du temps, du climat et des prêteurs usuriers. Le résultat de statistiques élaborées pendant la



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

période républicaine (1932) nous offre une idée générale de cette situation, en ce qui concerne la distribution de la propriété terrienne dans 27 des 46 provinces qu'avait l'Espagne. Le total des hectares cultivables, dans ces provinces était de 19 672 950, divisés de la façon suivante : 47,39 % étaient répartis entre 1 395 048 propriétaires qui possédaient de 1 à 50 hectares; 29,37 % appartenaient à 43 119 propriétaires qui possédaient des fermes de 50 à 500 hectares et 25/24 % revenaient à 6 790 propriétaires qui possédaient dans l'ensemble plus de 4M d'hectares. Ainsi la répartition de la propriété de la terre se résumait à cela : 3,46 % des propriétaires disposaient de 52,51 % de la terre. Et à cela, on peut ajouter que 400 000 hectares étaient partagés entre 14 grands d'Espagne, qui alliaient à leur pouvoir rural, un pouvoir politique qui s'étendait aux centres de décision de l'Etat.

Des conditions de vie inhumaines

Les conditions de vie du salarié agricole frisaient l'infrahumain. Dans bon nombre de cas, des familles entières vivaient dans des grottes, comme des troglodytes (on peut encore apprécier quelques cas isolés de ce mode de vie dans les provinces de Jaen et d'Almeria. L'alimentation générale consistait en une sorte de pâte faite de farine de maïs cuite sans graisse et colorée de poivre rouge. Cette nourriture appelée « migas » s'accompagnait des fruits de la saison, figues ou raisin qu'on volait la nuit dans les champs. A Jaen, où l'on trouve de l'huile en abondance, les ouvriers agricoles ramassaient les olives tombées des arbres et se fabricaient leur huile, qui était avec le pain qu'on trempait dedans leur principal aliment.

Les services sanitaires n'existaient pas et l'on n'appliquait que la médecine familiale, transmise de père en fils.

L'analphabétisme était une plaie généralisée qui atteignait, dans toute l'Espagne, en 1930, le chiffre considérable de 50 % des 24 millions d'habitants.

Dans ces zones agricoles, il y a trois personnages plus craints que le diable lui-même : le cacique ou administrateur de la propriété, la « Guardia Civil » et le curé.

Ils imposaient la loi, même pendant la période républicaine. N'importe quel étudiant désireux d'étudier de plus près ce mode de vie arriverait très vite à la conclusion que la quasi-totalité de la population agricole salariée (2 millions et demi) était obligée de vivre dans des conditions indignes d'un être humain.

Les journées de travail (quand on avait la chance d'en avoir) pouvaient aller jusqu'à 12 heures et leur être payées, en 1930, deux pesetas. Pendant la première période républicaine (1931-1933) le salaire monta à 5 pesetas, mais il baissa pendant la seconde période (1933-1935) de 9 à 3 pesetas la journée.

Pour les travailleurs de l'industrie et des mines, la situation n'était pas meilleure, bien que les salaires soient plus élevés. Ce qui les différenciait réellement, c'était la vie urbaine où ils pouvaient profiter des modestes progrès de la société bourgeoise.

Mais en ce qui concernait l'essentiel, c'est-à-dire obtenir des améliorations dans la vie des ouvriers, il fallait s'engager dans des luttes importantes et dans des grèves prolongées.

L'industrialisation en Espagne s'était faite de façon très inégale. On pouvait parler de l'industrie catalane, de l'industrie métallurgique et minière du Nord, mais là se terminait l'industrialisation.

En Catalogne, existait une industrie textile avec quelques grandes usines, mais en général dominait la petite industrie artisanale qui était très étendue.

Parallèlement à l'industrie textile on trouvait l'industrie métallurgique, avec quelques grands centres industriels, mais qui avait le même défaut que la première, là encore la petite industrie artisanale primait. La situation dans le Nord de l'Espagne (Pays Basque et Asturies) était symbolisée par la production de minerai de charbon et d'aciers, avec des centres sidérurgiques à Bilbao, avec des hauts-fourneaux et les usines d'armement.

Mais à côté de ces importants centres de production, s'étendait également une petite industrie de production domestique.

Cette situation de retard dans l'industrialisation du pays était dûe à la désastreuse gestion politique de la monarchie, plus attentive aux plaisirs de la Cour qu'à veiller aux intérêts de ceux qu'elle considérait comme ses sujets. L'Etat monarchique n'avait jamais pris comme point de mire l'amélioration du pays, mais plutôt son intérêt personnel à le spolier au point de l'épuiser. Les principales richesses, celles du sous-sol, avaient été mal vendues à des entreprises étrangères, ce qui hypothéquait toute initiative venant du capitalisme qui commençait à peine à se développer dans l'ensemble de l'Espagne.

Le réseau ferré n'avait pas non plus été construit de façon rationnelle, mais suivant l'intérêt de l'oligarchie, ce qui faisait que la moitié de l'Espagne restait isolée, sans moyens de communication, chose qui augmentait considérablement le prix du transport des marchandises.

En résumé, l'économie espagnole était prisonnière du capitalisme international. Cette situation donnait une image fausse de l'Espagne, on la considérait pauvre, alors qu'elle était et qu'elle est assez riche en ressources naturelles.

L'Etat monarchique, comme nous l'avons dit auparavant, était plus préoccupé par ses fastes que par la prospérité du pays et freinait, par son attitude, toute tentative de développement des forces productives, en réduisant les classes dominantes protégées par l'Etat à mener une vie sur le modèle de celle de la Cour.

Cette situation anachronique devait fatalement se refléter dans la réalité du pays au moment de l'instauration de la République.



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

Avril 1931 - Proclamation de la République.

L'Etat au service de la bourgeoisie

A Barcelone, par exemple, les chefs de la bourgeoisie n'avaient pas d'autre ambition que de prendre part aux monopoles d'Etat et aspiraient à faire partie de l'oligarchie qui exploitait économiquement l'Espagne.
Le trio politico-financier Garí, Cambó, Ventosa possédait l'approvisionnement en eau et en gaz de Barcelone, les compagnies d'électricité de Murcia et de Malaga, les compagnies de gaz de Valencia, Santander, San Sébastian, San Fernando, Cadiz, etc...
Cette bourgeoisie Catalane mélangée avec l'ancienne noblesse féodale imposa au pays des droits de douanes exorbitants et entreprit une guerre commerciale insensée contre le France. La conséquence d'une telle politique économique était que l'Espagne avait à cette époque-là un retard désastreux par rapport à d'autres pays européens. Sur 4 000 mines de plomb, on en exploitait 300, on ne tirait parti que du quart de la capacité potentielle des chutes d'eau, de la houille (qu'on pouvait exploiter de 5 000 à 6 000 tonnes) on en extrayait seulement de 6 à 9 millions de tonnes par an.
Mais ces richesses ne restaient même pas à l'intérieur du pays pour l'élaboration de la matière première. Sur les 2 700 000 tonnes de minerai de fer que l'on extrayait, un million était acheté par l'Angleterre et la même quantité par d'autres pays étrangers.
Dans l'ensemble, la production minière atteignait des chiffres de l'ordre de un milliard de pesetas et la production industrielle approchait les 7 milliards sur lesquels 2 milliards correspondaient à l'industrie textile. La production agraire s'élevait à 9 milliards.
Le contraste entre ces chiffres met bien en relief le fait que le pays était essentiellement agricole.
Mais les champs étaient aussi abandonnés. On manquait d'une industrie de conserverie qui aurait donné du travail à des milliers de personnes.
Toute personne interessée par cette étude arriverait à la conclusion que, pour subvenir aux besoins du pays et augmenter la production, il fallait changer complètement le rôle de l'Etat et du régime social, trouver la manière de changer la physionomie du pays.
Il était nécessaire d'augmenter le niveau de production et non pas pour l'exploiter, comme on le faisait, mais pour former une industrie dont le marché et la circulation de marchandises se porteraient sur l'Espagne elle-même, afin de sortir de la misère ses zones centrales. Le récepteur de la richesse était la Banque d'Espagne et l'oligarchie. Joaquin Maurin, après avoir étudié le fonctionnement de cette institution, écrivait que son orientation était telle que les gains du pays finissaient toujours par arriver dans les poches de ceux qui détenaient le pouvoir central.
Les grandes entreprises, les banques, les transports et la grande industrie utilisaient l'Etat comme un instrument au service de leurs spoliations. L'Etat était prisonnier des grandes entreprises, et la nation prisonnière de l'Etat. Une économie atrophiée et un Etat hyperatrophié étaient les facteurs qui déterminaient la situation du pays. Les finances publiques absorbaient le tiers du revenu national pour leur budget, 60 % de ce budget, c'est-à-dire les 2 neuvièmes du revenu national étaient utilisés pour maintenir l'appareil de répression de l'Etat.
Le contrôle sur la population était important, principalement la répression idéologique, dont se chargeait l'Eglise catholique, qui monopolisait le contrôle de l'enseignement, à l'aide de 130 000 prêtres -fonctionnaires de l'Etat-


Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

Le Clergé, principal propriétaire terrien.

avec un salaire qui oscillait entre 1 500 et 40 000 pesetas par an selon le grade. La repression policière était aux mains d'une armée composée de 125 000 soldats, aux ordres de 25 000 officiers et de 800 généraux. Il y avait aussi la Guardia Civil et les gardes d'assaut, assistés par un Corps de Police Civil qui étendait son domaine au moyen de polices parallèles, de tueurs à gages et par un réseau d'indicateurs qui enveloppaient la société comme une pieuvre.
Une société faite d'une telle étoffe pouvait-elle se régénérer par un autre moyen que celui d'une révolution très radicale ? Une révolution de ce type, étant donné la colonisation que le capitalisme international exerçait sur l'économie espagnole, avait peu de chances de se faire si elle ne se sentait pas appuyée par les forces prolétariennes mondiales. C'était l'inconnue sur laquelle comptait l'inéluctable et indispensable révolution qui se préparait en Espagne.
La division de la classe ouvrière et de la classe paysanne était un des autres problèmes importants pour empêcher le triomphe de la révolution.

C.N.T./U.G.T

Deux organisations détenaient l'hégémonie de la direction du mouvement ouvrier. La Confédération Nationale du Travail (CNT) d'orientation anarcho-syndicaliste et l'Union Générale des Travailleurs (UGT) contrôlée, de fait par le Parti Socialiste Espagnol, de nette tendance social-démocrate. Ces 2 organisations contrôlaient ensemble le tiers de la classe ouvrière (CNT : 1.300.000 et UGT : 1.200.00 adhérents).
La première était une force déterminante pour ne pas dire unique, à Barcelone et en Catalogne, la seconde était majoritaire à Madrid c'est-à-dire à l'endroit où se trouvait le centre administratif et étatique du pays.
Etant donné ce caractère de division et la situation différente des influences, il est clair que seule l'entente des deux centrales ouvrières par le biais d'une Alliance Ouvrière Révolutionnaire pouvait garantir la bonne marche de la Révolution.
La CNT, consciente du processus révolutionnaire entamé en 1931, poussa l'UGT à la formation d'une Alliance Révolutionnaire en mai 1936, juste au moment où la possibilité d'une révolution atteignait son point maximal.
Mais les chefs socialistes de cette

organisation ne répondirent pas à cet appel. Ce refus qui en une autre occasion aurait paralysé la CNT ne l'arrêta pas dans sa progression révolutionnaire. Le climat social inspirait confiance. Depuis le mois de février 1936 s'était étendu en Andalousie, Estrémadure et dans la Manche un mouvement paysan de grande envergure, avec des occupations de terres. Au cours de ces actions, paysans anarchistes et socialistes, ceux-ci désobéissant aux ordres de leurs leaders, agissaient ensemble. Cette collaboration spontanée de la classe ouvrière inspira confiance à la CNT qui espérait qu'au moment voulu, la masse ouvrière socialiste se libérerait de la tutelle de ses chefs et agirait conjointement aux anarchistes, critère qui se confirma largement quand on en vint aux faits révolutionnaires du 19 juillet 1936.
Pourtant, il y avait 2 conceptions différentes de la révolution, l'une étatique, l'autre anti-étatique. Comment se marieraient ces deux concepts ?
Seraient-ils dépassés tous les deux, au moment d'agir, et apparaîtrait-il une synthèse qui rendrait possible une façon générale de s'entendre ? Il fallait espérer que cet « accord » surgirait de façon spontanée devant le fait révolutionnaire, étant donné que la faiblesse des partis politiques représentait un énorme avantage pour la révolution prolétarienne. Le Parti Socialiste était plutôt un parti « de cadres » constitué par une classe petite bourgeoise libérale et se nourrissait en majorité des membres du corps enseignant et des intellectuels.
Sa valeur numérique ne dépassait pas les 50.000 adhérents.
Le Parti Communiste n'était pas non plus une force déterminante, il venait à peine de sortir d'une crise de croissance, et pouvait se considérer comme une force néophyte, sous la direction dogmatique des conseillers soviétiques (staliniens) qui agissaient en Espagne.

Le danger communiste

Son poids était si faible qu'il n'allait pas au delà des 20 000 adhérents, pourtant il représentait un danger qui résidait dans ses conseillers et ses infiltrations au sein du Parti Socialiste.
Depuis 1935, ses conseillers oeuvraient déjà en minant le terrain de la partie radicale du P.S, et en ayant gagné les sympathies de Largo Caballero, secrétaire de l'UGT. C'était ça le péril stalinien sa possibilité de manoeuvrer, jésuitisme et machiavélisme, et à cette possibilité il fallait ajouter le prestige dont jouissait encore la Révolution Soviétique, non seulement en Espagne, mais aussi dans d'autres parties du monde. C'était une révolution de 16 ans, dont on connaissait à peine, en général, la déviation bureaucratique. Nous parlons des connaissances de la grande masse ouvrière, non pas celles des groupes avancés, ceux-ci ayant bien dénoncé à son heure les exactions marxistes-léninistes de la Révolution Russe, non seulement du temps de Staline, mais aussi à ses débuts de la part de Lénine et de Trostky.
Plus particulièrement, les anarchistes avaient dû supporter dans leur chair les effets de la répression bolchevique dans toute l'Union Soviétique, spécialement en Ukraine et à Kronstadt dans les années 20.
Dès lors, l'anarchisme avait dénoncé la bureaucratisation de la révolution russe.
Pourtant le mythe de la révolution soviétique survivait dans les masses ouvrières et c'était un motif d'inquiétude, en particulier en Espagne, à l'époque à laquelle nous faisons référence. Et avec ce phénomène nous notons quelque chose qui surpasse le poids numérique dont nous parlions au début.
Pour être plus concret, le talon d'Achille de la révolution qui couvait en Espagne se situait dans a - la division de la classe ouvrière, b - la différence d'orientation qui existait dans les 2 pôles d'attractions, Barcelone et Madrid, c - le fait que l'économie espagnole soit colonisée par le capitalisme international, d - l'état général du prolétariat en Europe (Allemagne nazie, Italie fascise, Russie stalinienne).
Dans une telle situation, on ne pouvait compter que sur le prolétariat français, au sein duquel malheureusement le mouvement anarchiste était très faible, face à la tendance social-démocrate et au stalinisme du PCF.
Quant aux travailleurs anglais, on peut seulement dire qu'ils avaient un esprit nettement insulaire et travailliste, e - enfin l'ambiguité qui existait chez les « cadres dirigeants » de la CNT elle-même (il faut prendre en compte que la réunification de la CNT, au cours du congrès de mai 1936, avait signifié un certain virage à droite, par rapport aux positions radicales que la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) avait soutenu jusqu'alors. Les personnalités militantes qui s'étaient incorporées à la CNT — fraction de droite séparée d'elle depuis 1933 comme Juan Peiro ou Juan Lopez, pour ne citer que ceux-ci — apportaient un grand poids argumental, à l'heure de prendre des décisions. Ces personnalités excluaient les maximalismes et se prononçaient pour une sorte de « possibilisme libertaire » interventionniste au niveau des institutions de l'Etat, confiant la Révolution à un évolutionnisme au sein d'un cadre sociologique de syndicalisme industriel. Nous nous sommes arrêtés sur ces points précis car nous croyons que si on ne les a pas à l'esprit, on peut tomber dans des jugements faciles par rapport aux problèmes qui se créèrent en Espagne, au moment de l'action révolutionnaire.
Tout ce long préambule nous a semblé nécessaire pour mieux comprendre la complexité de la Révolution Espagnole à l'heure d'en tirer les leçons, à 50 ans de distance.
Il faut analyser les faits historiques le plus froidement possible, car nous comprenons que sans cette froideur d'analyse, il est très difficile de comprendre des phénomènes de l'envergure de la Révolution Espagnole.

A.P.

ESPAGNE

de Juillet 1936 - à avril 1939

Chronologie d'une



JUILLET

12. Assassinat de José Castillo, lieutenant des *Guardias de Asalto* par des phalangistes pour ses positions républicaines.

13. Assassinat de Calvo Sotelo, chef de l'opposition parlementaire monarchiste, par le groupe *Asaltos* et des militants de gauche.

16. A Barcelone, la CNT demande inutilement à Luis Companys, président de la Généralité (gouvenement autonome catalan) que des armes soient distribuées aux ouvriers pour entraver les initiatives prévues par la droite et les militaires.

17. Soulèvement militaire au Maroc «espagnol» et dans toute l'Espagne, mené par quatre généraux, parmi lesquels Franco.

18. Le gouvernement républicain, appuyé par les socialistes, nie l'existence de la rébellion, refuse de donner des armes au peuple et pactise avec les putschistes en leur offrant des postes au gouvernement.

19. Nouveau gouvernement républicain de brève durée, l'assaut des casernes est donné dans plusieurs villes, grève générale et nombreux affrontements entre putchistes et phalangistes d'une part, troupes fidèles à la République et ouvriers armés d'autre part.

20. Le pronunciamiento des généraux triomphe, en plus des Canaries et du Maroc, dans une bonne partie de l'Andalousie, traditionnelle région de paysans et de journaliers anarchistes, à Saragosse, point de force de la CNT, et à Oviedo, dans le coeur des Asturies des mineurs socialistes révolutionnaires. Dans tous les cas les gouverneurs civils, fonctionnaires du gouvernement de Madrid, collaborent avec les putschistes qui, pour briser la résistance populaire, massacrent sur une large échelle. (Dans de nombreuses situations le clergé et les *séñoritos* utilisent les clochers d'églises pour tirer sur les forces populaires).
Le pronunciamiento échoue dans les villes où les organisations syndicales et politiques combattent aux côtés des faibles corps armés, comme les *Asaltos,* et les rares formations de la *Guardia Civil* restées fidèles à la République. Sur les bateaux de guerre et dans diverses casernes, les soldats se révoltent contre les officiers putschistes et fraternisent avec le peuple en armes. A Barcelone, les forces anarcho-syndicalistes gagnent avec peu d'armes et de nombreuses pertes humaines.
A Madrid, les militants socialistes révolutionnaires et anarchistes ont raison des insurgés après plusieurs jours de combats, de même qu'à Valence, Malaga et au Pays-Basque. Dans cette dernière région les forces autonomistes catholiques sont prédominantes.

21. Les anarchistes barcelonais acceptent la proposition de Luis Companys de participer, comme antifascistes à la lutte contre le putsch et laissent en place la Généralité qui ne disposait d'aucun pouvoir effectif.

23. Transport de troupes marocaines, fidèles à Franco, du Maroc en Andalousie avec des avions italiens et allemands. Formation du Comité Central des Milices Antifascistes à Barcelone qui organise entièrement la vie citadine et prépare les départs des colonnes pour le front d'Aragon. En plus des syndicats de la CNT et de l'UGT, le PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne) composé de socialistes et de quelques communistes (à peine fondé), le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) non Stalinien, l'*Esquerra* catalane et d'autres forces catalanistes participent au comité.

25. Début de la collectivisation du secteur des transports urbains barcelonais qui s'étend immédiatement à une bonne partie des industries, des services publics et à certains secteurs de la distribution et des approvisionnements.

27. Ouverture en Catalogne de la Nouvelle Ecole Unifiée inspirée par les principes rationalistes du travail et de la fraternité humaine.

28. La CNT de Barcelone décide le retour au travail dans les industries et les ateliers des villes.

30. Dans un manifeste public, la FAI menace de fusiller tous ceux qui commettront des actes irresponsables. Dans certains cas, des militants de la CNT qui ont agi pour leur propre compte seront fusillés.

de communistes, de représentants de la gauche républicaine, de nationalistes basques et catalans.

5. Le 1er Congrès Régional des Paysans de Catalogne, adhérants à la CNT, se prononce pour la collectivisation volontaire.

9. La Généralité s'attribue le pouvoir de contrôle sur toute la production industrielle.

13. Les troupes nationalistes avancent vers le Nord et étendent l'occupation de l'Andalousie.

14. Le pape Pie XI condamne comme « diabolique » le gouvernement républicain espagnol.

26. Participation de la CNT, avec trois postes sur douze, au gouvernement de la Généralité. La presse confédérale affirme qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement, mais d'un Conseil, « un nouvel organisme adapté aux circonstances actuelles », et que « la réalité est plus instructive que tous les extrémismes théoriques ». Le programme de la Généralité est de concentrer les efforts dans la guerre et dans la reconstruction économique.

Révolution

AOÛT

2. La FAI de Barcelone se solidarise avec les jeunes qui ont refusé la mobilisation déclarée par le gouvernement de Madrid.

5. La CNT et la FAI constituent un Comité de Liaison avec l'UGT et le PSUC afin de «chercher des points de convergence» de collaboration.

6. Le cardinal Goma, primat d'Espagne, prend publiquement position en faveur du soulèvement militaire.

10. Dans un grand meeting à Barcelone, le secrétaire national de la CNT déclare que le capital extérieur sera contrôlé et que l'on évitera de fournir des prétextes à une intervention armée extérieure en faveur du fascisme espagnol.

11. La Généralité légalise les « patrouilles de contrôle » (les groupes populaires armés sortis le 19 juillet)

12. Franco devient le Chef Suprême de la junte militaire.



Tiré de « Histoire de la guerre civile d'Espagne ».

Franco et le commandant Doval (principal organisateur de la répression dans les Asturies).

15. Le gouvernement français du Front Populaire, après avoir fourni un faible soutien à la République, propose - avec le gouvernement conservateur anglais - un pacte de non-intervention qui sera signé (et non respecté) par l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'Union Soviétique.

17. Andrés Nin du POUM, conseiller à la justice de la Généralité promulgue un décret qui donne plein effet civil aux mariages célébrés devant des dirigeants syndicaux et politiques.

25. L'Ambassadeur et les Consuls de l'U.R.S.S., crédités auprès de l'autorité républicaine, arrivent en terre espagnole. Quelques milliers de conseillers militaires et de faibles quantités d'armes et de munitions arriveront dans les mois suivants, quand Madrid, assiégée, sera sur le point de capituler.

28. Bataille à Monte Pelado (front d'Aragon). La section italienne de la colonne Ascaso, guidée par Rosselli, Berneri et Angeloni repousse une attaque des fascistes, aux environs de Huesca.

30. Plénum des fédérations locales du mouvement libertaire catalan au cours duquel est décidée l'entrée de la CNT au gouvernement de la Généralité.

SEPTEMBRE

4. Formation d'un gouvernement de Front Populaire, présidé par le socialiste de gauche Largo Caballero, et composé pour moitié de socialistes et pour le reste

OCTOBRE

2. Le gouvernement de Largo Caballero se présente aux *Cortes* qui l'approuvent. Le statut d'autonomie est accordé au Pays-Basque.

3. Dissolution du Comité Central des Milices Antifascistes de Barcelone et absorption de ses fonctions dans la Généralité.

6. Parution du premier décret du nouveau Conseil de Défense de l'Aragon, constitué entièrement de délégués de la CNT avec, à leur tête, Joaquin Ascaso. Les réquisitions de bétail et de vivres réalisées par quelques colonnes sont prohibées et l'on rappelle que l'Aragon n'est pas une terre de conquête mais, au contraire, un territoire libéré. Le gouvernement central ne reconnaîtra ce premier décret que quelques mois plus tard. Un conseil régional se constitue dans les Asturies.

7. Expropriations des propriétés de factieux, c'est-à-dire de ceux qui soutiennent le putsch.

8. Reconnaissance légale des collectivités agricoles en Catalogne avec diverses limitations et contrôles du gouvernement autonome. Dissolution des Comités Révolutionnaires qui avaient organisé la vie sociale dans de nombreux villages catalans auxquels on substitue les Conseils Municipaux, composés par des représentants de tous les partis et syndicats.

9. Sortie du premier numéro de *Guerre de Classe,* journal fondé par Camilo Berneri. Jusqu'à sa suppression en Novembre 1937, il soutient la nécessité d'unir la Révolution Sociale à la guerre antifasciste.

10. Naissance à Barcelone de l'Armée Populaire, structure militaire hiérarchisée, contrôlée par le gouvernement et début de la militarisation des milices syndicales et de partis.

12. Les franquistes sont aux portes de Madrid.

22. Signature à Barcelone d'un pacte d'Unité d'Action entre la CNT-FAI et le PSUC-UGT pour collaborer avec la Généralité et le gouvernement central. Le gouvernement approuve la constitution des Brigades Internationales qui seront formées par quelques dizaines de milliers de combattants d'une trentaine de pays, pour la plupart contrôlées par leurs partis communistes respectifs, contrôlés eux-mêmes par le parti communiste soviétique.

23. Enlèvement de plus de la moitié du dépôt d'or de la Banque d'Espagne en direction de l'Union Soviétique.

NOVEMBRE

4. Participation des anarchistes au deuxième gouvernement de Largo Caballero avec quatre ministres de la CNT : Federica Montseny (Santé), Juan Garcia Oliver (Justice), Juan Lopez (Commerce), Juan Peiro (Industrie). *Solidaridad Obrera,* quotidien anarcho-syndicaliste, soutient qu'avec l'entrée de la CNT, « le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière » et que la participation gouvernementale est une « fatalité historique dictée par les circonstances ». Quelques jours après, par décision de Largo Caballero, le gouvernement est transféré de Madrid à Valence.
Pendant le transfert, quelques ministres courrent le danger d'être fusillés par des miliciens anarchistes qui s'opposaient à leur fuite.
Premières batailles des Brigades Internationales pour la défense de Madrid. Malgré les prévisions, la capitale résista grâce à la lutte désespérée des travailleurs mobilisés par les syndicats. syndicats.

15. Le *Plenum* de l'A.I.T. (l'Internationale des syndicats libertaires) convoqué à Paris exprime sa totale solidarité avec la lutte armée de la CNT espagnole, tandis qu'il se limite à « comprendre » les motifs donnés par la CNT pour le soutien de la politique de collaboration gouvernementale.

18. L'Italie et l'Allemagne reconnaissent le gouvernement franquiste de Burgos.

19. Buenaventura Durruti meurt à Madrid, tué d'une balle, dans la zone universitaire où les combats font rage. Il était arrivé depuis peu de temps, dans la ville assiégée, en provenance du front d'Aragon, où le manque d'armes et de munitions avait bloqué l'avance vers Saragosse.

El Frente, journal de la 26e division Durruti. N° 105 Novembre 1937



Doc Secretariat histoire de la fédération anarchiste

22. Les funérailles de Durruti se déroulent à Barcelone avec une énorme participation populaire (plus de 500 000 personnes). Selon certains c'est le début du déclin de la révolution, du « bref été de l'anarchie ».
La C.N.T. et l'U.G.T. souscrivent un document pour renforcer l'unité du prolétariat essentiellement dans l'effort belliqueux. Le gouvernement anglais interdit tout envoi d'armes à l'Espagne. C'est l'assimilation de fait du légitime gouvernement républicain au gouvernement rebelle et nationaliste de Franco.

28. Accord d'étroite collaboration entre le gouvernement des nationalistes et le gouvernement fasciste italien « unité dans la commune lutte contre le communisme ».

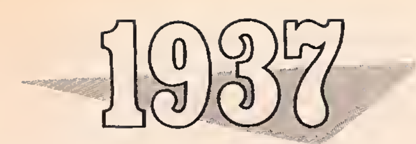
DECEMBRE

17. Le Conseil d'Aragon est reconnu par le gouvernement de Madrid après que la moitié des postes de la direction soit assignée à l'U.G.T. et aux autres forces républicaines.

21. Staline envoie une lettre de « conseils amicaux » à Largo Caballero, chef du gouvernement ; l'invitant à contrôler la propriété privée, à valoriser les institutions parlementaires, à favoriser l'activité des conseillers militaires (quelques milliers) situés aux postes clefs.

22. Le consul soviétique exprime son « étonnement » pour les anarchistes catalans. (Comme beaucoup de soviétiques avec des tâches spéciales en Espagne, il sera rappelé à Moscou et éliminé dans les « purges » staliniennes).

28. Le gouvernement de Valence promulgue un décret qui institue un Conseil national de Sécurité, un corps de police dominé par les représentants des partis et des policiers, qui a l'exclusivité de l'ordre public et de la surveillance. Les unités populaires qui contrôlaient à l'arrière sont dissoutes.



JANVIER

1. Le Comité National de la C.N.T. proclame, en accord avec le Comité Central du Parti Communiste, la nécessité d'éviter par tous les moyens, dans les situations potentiellement explosives, les affrontements entre les adhérents des deux organisations.

7. Décret de la Généralité qui dissout les Comités populaires d'approvisionnement facilitant ainsi le retour au commerce privé.

12. Nouveaux décrets de la Généralité qui augmentent le contrôle du gouvernement catalan sur les entreprises collectivisées.

13. Le Conseil de Santé catalan promulgue un décret de libéralisation et de contrôle de l'avortement dans les hôpitaux.

20. Formation d'un commandement militaire italo-germanique et fortes augmentations des fournitures d'armes et d'hommes aux franquistes.

21. La France interdit officiellement le passage des volontaires pour l'Espagne. Federica Montseny déclare « nous devons arriver au plus vite à l'unification entre la C.N.T. et l'U.G.T. ».

FEVRIER

6. Début de la bataille autour du fleuve Jarana. C'est une des nombreuses tentatives, en vain, des franquistes d'encercler Madrid.

8. Les troupes fascistes italiennes entrent dans le port andalou de Malaga, exploitant les hésitations du commandement militaire républicain.

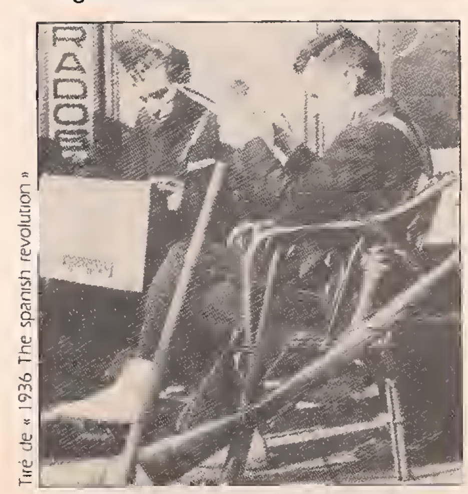
19. Les groupes anarchistes catalans déclarent dans leur *Plenum* que « la militarisation est une nécessité inéluctable, imposée par la guerre antifasciste » en rappelant quand même leur « vocation antimilitariste et antiétatique ».

22. A Caspe, en Aragon, s'amorce une alliance régionale entre C.N.T. et U.G.T. pour renforcer les collectivisations.

26. Affrontements armés entre militants anarchistes et socialistes aux environs de Barcelone.

MARS

5. Dans un congrès à Valence le P.C.E. dénonce le POUM comme « agent du fascisme ».


Tiré de « 1936 The spanish revolution »

Militants du POUM lisant «La Batalla».

8. A la bataille de Guadalajara les troupes italiennes et nationalistes espagnoles sont battues par les volontaires antifascistes italiens et par les républicains espagnols. Les franquistes renoncent à attaquer Madrid.

12. Lors du congrès de Londres de l'Internationale Socialiste, on fait appel à la Société des Nations pour enrayer les forces fascistes. Simultanément, la proposition des métallurgistes belges de déclencher la grève générale est boycottée par les dirigeants syndicaux.

16. Crise politique à la Généralité liée au refus des anarchistes de désarmer les « patrouilles de contrôle ».

22. Dans une assemblée à Valence, la colonne de Fer, composée de militants anarchistes et d'hommes d'action, accepte avec répugnance la militarisation « aux fins de ne pas être étrangère à la lutte contre le fascisme ».

31. *Solidaridad Obrera* publie le texte d'un article de la Pravda dans lequel on attaque l'organe cénétiste « qui défend les traîtres trotskistes ».

AVRIL

2. A Valence se tient le *Plenum* national des techniciens et des professions libérales de la C.N.T., avec à l'ordre du jour, l'entrée dans les Syndicats d'Industrie naissants (une forme plus rigide de coordonner les efforts productifs des simples secteurs, dépassant la structure traditionnelle plus décentralisée). A Madrid, le congrès des Paysans de la Castille soutient le renforcement de l'alliance C.N.T.-U.G.T. réduisant le pouvoir des partis. Peu après, un *Plenum* des Jeunesses Libertaires se déclare partisan de donner « tout le pouvoir économique aux syndicats », pour « une armée populaire avec commandement unifié », pour un « énergique nettoyage de la bureaucratie » et pour une plus ample autonomie locale dans le respect du « droit à la libre expérimentation ».

15. Le gouvernement suspend la publication des journaux confédéraux *Castilla Libre* et *Nosostros* qui ont dénoncé l'assassinat de travailleurs de la C.N.T. dans divers villages castillans, commis par des individus ayant une carte du Parti Communiste.



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

Une partie de la presse libertaire.

17. La police des frontières du gouvernement, établie aux passages frontaliers, éloigne sous la menace des armes les militants libertaires catalans.

19. Unification des phalangistes et des carlistes (monarchistes catholiques traditionalistes) en un parti unique sous la direction de Franco.

23. Le gouvernement reconstitue la Junte Municipale de Madrid, tout en continuant à résider à Valence. Eclate un scandale suite à la nouvelle des tortures pratiquées par la police secrète communiste de Murcie contre des militants cénétistes et d'autres tendances antifascistes.

26. Bombardement aérien en rase-motte (le premier au monde) sur le village basque de *Guernica* par l'aviation allemande. De fortes pertes dans la population civile. La propagande nationaliste soutient que Guernica a été incendiée par les « rouges ».

28. Intensification des agressions et assassinats d'anarchistes par la police de Catalogne.

MAI

1. A Barcelone, c'est une journée travaillée et il n'y a aucune manifestation. A Valence la célébration est faite conjointement par la C.N.T. et l'U.G.T.

3. Dans l'après-midi, le Central Téléphonique de Barcelone, conquis par les anarchistes le 19 Juillet, est attaqué par un groupe de la police de la ville, commandé par les communistes.

4. Surgissent dans la capitale catalane des dizaines de barricades contre la tentative du P.C.E. qui agit en plein accord avec presque toutes les autres forces républicaines. Ces barricades sont élevées par le prolétariat barcelonnais avec l'appui d'une bonne partie des militants anarchistes et du POUM. Un pressant appel au calme est lancé par les dirigeants anarchistes, socialistes et républicains.

5. Assassinat du secrétaire catalan de l'U.G.T., et quelques heures plus tard d'un des frères Ascaso. Dans la nuit, tombent Camillo Berneri et d'autres anarchistes italiens.



Doc. Revue « Itinéraire »

Camillo Berneri

7. Progressive normalisation après l'arrivée de bateaux de guerre et de milliers de « gardes d'assaut » envoyés par le gouvernement de Madrid. On compte environ 500 morts, pour la plupart libertaires et poumistes, tandis que la tendance révolutionnaire perd du terrain face à l'influence étatique et militariste.

16. Chute du gouvernement de Largo Caballero à cause de deux ministres communistes, lesquels demandaient, sans l'obtenir, une sanction immédiate pour ceux (POUM, C.N.T., F.A.I.) qui ont été responsables des « faits de mai ».

17. Formation du nouveau gouvernement dirigé par Juan Negrin, sans participation anarchiste et avec une nette prédominance de l'influence communiste (et par conséquent soviétique).

18. La Généralité déclare : « avec les nouveaux moyens à notre disposition pour le maintien de l'ordre public il sera possible de mettre aussi en pratique les précédents décrets du gouvernement catalan » parmi lesquels « le désarmement de l'arrière ».

22. La C.N.T. déclare la non-collaboration au gouvernement Negrin, « le gouvernement de la victoire » d'après ses partisans, et lance le mot d'ordre « alliance révolutionnaire des masses contre la contre-révolution » en cherchant des liens plus étroits avec l'U.G.T.

25. Le nouveau ministre de la Justice exclut la F.A.I. des tribunaux populaires.

27. Dans un discours à Valence les quatre ex-ministres de la C.N.T.-F.A.I. font un bilan public de l'expérience gouvernementale. Federica Montseny affirme : « nous entrâmes au gouvernement avec une incroyable dose d'illusion et de bonne volonté », et « nous avions pris au sérieux l'idée d'utiliser le pouvoir, la participation au gouvernement dans un sens constructif et révolutionnaire ». (dans l'après-guerre elle parlera d'« expérience terriblement funeste » et de « triste bilan »).

JUIN

9. Ultime décret de la Généralité pour la dissolution des « patrouilles de contrôle ».

13. *Solidaridad Obrera* publie un communiqué (très réduit par la censure) dans lequel est attribuée la responsabilité de la *Semana tragica* aux catalans de droite alliés aux staliniens. Le plan des autonomistes aurait été de conclure une paix avec Franco et de donner vie à un Etat autonome catalan.
A Paris le *Plenum* extraordinaire de l'A.I.T. retient que « le retrait officiel de la C.N.T. du front antifasciste s'impose toujours plus ». La C.N.T. s'abstient de voter la motion.

16. Dissolution du POUM et arrestation de ses dirigeants. Son secrétaire Andrès Nin sera éliminé par la police secrète stalinienne (les autres dirigeants auront un procès en octobre 1938 pour espionnage et seront condamnés, sans preuve, à de lourdes peines de détention).

18. Dans un meeting de solidarité à Paris, l'ex-ministre de la C.N.T.-F.A.I. Garcia Oliver déclare que la collaboration gourvernementale a été une nécessité à cause de l'abandon d'une partie

du prolétariat international de la révolution libertaire espagnole.

19. Les franquistes entrent dans Bilbao. Les usines des plus importants centres sidérurgiques basques passent intactes dans les mains des militaires rebelles.

28. La C.N.T. réclame, sans succès, son intégration au gouvernement républicain.

29. Nouveau gouvernement de la Généralité avec participation réduite de la C.N.T. (elle sera exclue le 30).

JUILLET

1. Lettre des hautes sphères écclésiastiques espagnoles aux évêques du monde entier contre le gouvernement républicain et soutien ouvert à Franco.

4. Ouverture à Valence du deuxième Congrès International pour la défense de la Culture, avec la participation d'écrivains célèbres. Le Congrès soutient ouvertement la République espagnole.

6. Début de la bataille de Brunete aux alentours de Madrid. A l'offensive républicaine conduite avec beaucoup d'hommes et de moyens, fait suite la contre-offensive franquiste et pour finir le front se déplace seulement de quelques kilomètres.

7. Le *Plenum* péninsulaire de la F.A.I., pour « s'adapter aux nécessités obligatoires du moment », dissout « les groupes d'affinités, créés en 1927 et l'on se réorganise sur des bases territoriales, avec pour tâche d'augmenter l'efficacité organisative et le caractère de masse. La décision suscite de fortes protestations parmi les militants, en particulier les catalans.

19. Durant le premier discours après les « faits de mai » F. Montseny annonce la découverte du cadavre d'Andrès Nin et d'autres militants du POUM.

29. Le premier ministre anglais Chamberlain envoie une lettre à Mussolini, lui proposant des rencontres diplomatiques pour mettre fin à la guerre d'Espagne, qui détruisait les rapports entre les deux pays. L'Italie répond ne pas pouvoir assumer une telle initiative sans le *consentement* de l'Allemagne nazie.

AOÛT

9. Institution du Service d'Information Militaire, pour le contre-espionnage (en réalité il s'agit d'une police secrète controlée presque complètement par les communistes).

10. Le gouvernement Negrin promulgue un décret de dissolution du Conseil d'Aragon. Le décret est motivé par le fait que « les nécessités morales et matérielles de la guerre exigent d'une manière impérative d'accentuer l'autorité de l'Etat ».

Le commandement de la 11e Division est confié au colonel Lister, de conviction profondément stalinienne, et d'autres troupes communistes. Les villages sont occupés militairement, les communautés sont détruites et les locaux anarchistes dynamités. Des centaines de militants anarchistes, parmi lesquels Joaquim Ascaso, président du Conseil d'Aragon, sont arrêtés puis relâchés avec de fausses accusations. D'autres sont portés disparus.

16. Le gouvernement autorise les cultes religieux sous formes privées.

24. Offensive républicaine en Aragon. L'armée régulière, malgré des moyens plus importants, n'obtient pas de résultats meilleurs que les colonnes de miliciens présents depuis l'été 1936.

29. Nouvel accord entre les responsables de la C.N.T. et de l'U.G.T. encore contrôlée par Largo Caballero.

SEPTEMBRE

14. Après une longue série de torpillages par les sous-marins de Mussolini, la France et la Grande-Bretagne convoquent la conférence internationale de Nyon, en Suisse, sur le thème de la piraterie maritime.

17. Le Comité communiste de Madrid déclare vouloir « une unité plus étroite entre toutes les forces anti fascistes ».

21. La force publique attaque et prend d'assaut un local de la C.N.T. de Barcelone, malgré une remarquable résistance armée.

OCTOBRE

1. L'U.G.T. remplace Largo Caballero dans sa tâche de secrétaire, qu'il occupait depuis 1925.


Tiré de « Histoire de la guerre civile d'Espagne ».

Largo Caballero, chef du gouvernement de septembre 1936 à mai 1937.

2. Le généralissime Franco demande à l'Italie fasciste de nouveaux contingents de « volontaires ».

17. L'ex-chef du gouvernement Largo Caballero révèle pour la première fois les pressions et les menaces soviétiques, pour confier des postes de responsabilité aux communistes seulement, et pour obtenir la fusion du Parti Socialiste avec le Parti Communiste.

21. L'armée nationaliste conquiert les Asturies et complète l'occupation de tout le Nord. Début d'une trêve militaire qui durera deux mois.

31. Le gouvernement central se déplace de Valence à Barcelone ; ceci comporte une limitation de l'autonomie catalane.

NOVEMBRE

6. L'Italie adhère au pacte anti-Komintern avec l'Allemagne et le Japon et projette de faire adhérer l'Espagne.

11. La Grande-Bretagne établit

des relations commerciales avec l'Espagne nationaliste.

13. Au Congrès du Parti Communiste, le secrétaire général demande de nouvelles élections politiques pour augmenter la représentation parlementaire de son parti aux *Cortès*. (Le parlement était convoqué tous les six mois pour ratifier officiellement la démocratie représentative de l'Etat républicain).

DECEMBRE

1. Le gouvernement républicain accepte le projet anglais pour le retrait progressif des volontaires combattants dans les deux camps.

8. Bombardement des quartiers populaires et du port de Barcelone. Centaines de morts, et de nombreuses constructions détruites.

15. Début de l'offensive républicaine contre Teruel, dans le bas Aragon. La ville est conquise en peu de temps, mais sera perdue fin février 1938 avec une énorme perte d'hommes et de matériel. C'est la première bataille de la longue « phase de grignotement » militaire de toute l'année 1938.



JANVIER

2. Largo Caballero est exclu du Comité Exécutif du Parti Socialiste dans lequel les amis des communistes sont en majorité.

15. A Valence début d'un *Plenum* de la C.N.T. (qui compte alors 1.700.000. adhérents) dans lequel d'importantes décisions sont prises pour consolider les structures économiques des collectivisations et pour résoudre d'autres problèmes urgents. Il est décidé de créer des Inspecteurs du Travail avec « faculté coercitive », envers des organismes et des individus qui n'auraient pas accompli leur devoir, d'établir une diversification salariale (le technicien aurait le double de salaire d'un manoeuvre), de fonder une Banque Syndicale Ibérique avec l'U.G.T., d'« obtenir la représentation de la C.N.T. dans tous les organismes officiels de l'Etat », de réduire le nombre des périodiques confédéraux poursuivant pour les autres une meilleure « orientation homogène » et de commencer une planification industrielle. Entre autres l'on prévoit que les « entreprises industrielles et les collectivisations paysannes contrôlées par la C.N.T. soient dirigées par le Conseil National de l'Economie Confédérale » et que « l'organisation responsable » du travail se réalise « sélectionnant les travailleurs qui auront le plus de capacités techniques et de précédents révolutionnaires ».

FEVRIER

6. 2e Congrès de la F.I.J.L. (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires). La tendance centraliste l'emporte sur celle plus fédéraliste soutenue par les délégués de Catalogne et d'Aragon.

8. Après avoir imposé de nombreuses restrictions aux entreprises collectivisées, la Généralité, réduit aussi les tâches des Comités de Contrôle Ouvrier qui avaient surveillé les propriétaires et les directions des entreprises non collectivisées. Le Conseil Catalan de l'économie rappelle que le patron resté à son poste après le 19 juillet 1936 l'est avec toutes les conséquences d'autorité, de représentativité et de responsabilité.

9. L'U.G.T. propose une collaboration plus étroite avec la C.N.T. pour les besoins de l'économie et de la guerre.

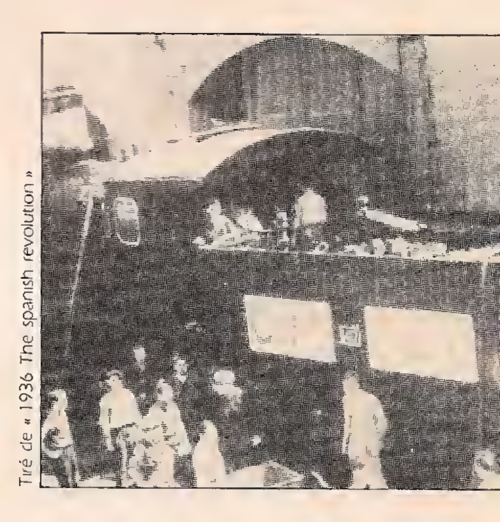
MARS

9. Dans l'Espagne nationaliste est promulguée la « Charte de Travail ». On y prévoit des garanties juridiques et assistance sociale pour les travailleurs tandis que l'on interdit la grève et que l'on protège la propriété privée.

16. Bombardements aériens intenses sur Barcelone par l'aviation italienne. De nombreuses victimes parmi la population civile (environ 1 300). Quelques protestations diplomatiques françaises et anglaises.

17. Après l'*Anchluss* de l'Autriche par l'Allemagne nazie, le gouvernement français ouvre la frontière des Pyrénées.

18. La C.N.T. et l'U.G.T. souscrivent un « Pacte d'Unité d'Action » qui prévoit le renforcement de l'armée populaire, l'extension du contrôle étatique sur l'économie et le réajustement des collectivités au nom de l'augmentation de la production.


Tiré de « 1936 The spanish revolution »

30. Le Comité Péninsulaire de la F.A.I. confirme, dans une circulaire interne le fait que, étant donnée la grave situation militaire, « il faut mettre tous les efforts au service de l'unique objectif : vaincre dans la guerre ».

31. Le Front Populaire en Catalogne s'agrandit avec l'entrée des deux syndicats, de la F.A.I., et de *Estat Català* (autonomiste de droite).

AVRIL

2. La C.N.T., la F.A.I. et la F.I.J.L. nomment un Comité Exécutif du Mouvement Libertaire qui contrôle l'entière activité des trois organisations, avec faculté d'expulsion et de « sanctions » pour ceux qui n'acceptent pas ses décisions.

5. Constitution du deuxième gouvernement Negrin après l'éloignement au ministère de la défense du socialiste de droite Indalecio Prieto, jugé « défai-

tiste ». Participation d'un représentant de la C.N.T. qui donne sa complète adhésion, avec la F.A.I., pour dépasser la grave situation de guerre.

6. Le gouvernement de Franco déclare abolies les réformes émises par la Seconde République, parmi lesquelles le divorce, la réforme agraire et l'autonomie de la Catalogne.

14. L'armée nationaliste interrompt l'avancée sur Barcelone et concentre les forces plus au sud ; rapidement elle rejoint la Méditerranée et divise en deux l'Espagne républicaine : la Catalogne reste isolée.

16. On prévoit un pacte anglo-italien pour le retrait des troupes de Mussolini d'Espagne après la prévisible défaite de la République.

20. Nouveau « Pacte d'Unité d'Action » entre la C.N.T. et l'U.G.T. de Catalogne. Dans celui-ci on prévoit que les syndicats « surveilleront l'exécution des ordres de mobilisation militaire du gouvernement républicain, poursuivront et dénonceront les embusqués, les déserteurs et leurs complices ».

MAI

1. Negrin énonce les « treize points » de son programme pour une négociation de paix avec les franquistes. Il est prévu une Espagne indépendante et sans forces armées étrangères, une réconciliation nationale sans représailles, une armée apolitique, diverses aides aux investissements de capitaux et la protection des travailleurs.

3. Les jésuites retournent en force dans l'Espagne nationaliste.

10. Le Comité de Liaison C.N.T.-U.G.T. se prononce en faveur des « treize points » de Negrin.

19. Le Mouvement Libertaire, malgré le désaccord de la F.A.I., souscrit aux « treize points » du gouvernement.

27. Le Comité Péninsulaire de la F.A.I. propose d'organiser des actions de guérrilla et de sabotage au-delà des lignes ennemies.

JUIN

7. Grave bombardement de Barcelone par l'aviation italienne basée à Majorque (Baléares).

13. Le gouvernement français ferme de nouveau la frontière pyrénéenne, bloquant les aides militaires et alimentaires à la République. Celles-ci continuent par la mer, mais les bateaux sont souvent attaqués et coulés par les sous-marins italiens.

24. Le Vatican et le Portugal reconnaissent le gouvernement nationaliste présidé par Franco.

25. Le *Plenum* du Mouvement Libertaire catalan, formé de délégués avec pouvoirs de délibération, se prononce pour la « simplification de la structure organique », au travers d'une plus grande centralisation décisionnelle.

JUILLET

5. Le Comité de Non-Intervention approuve le projet anglais pour le retrait progressif des volontaires.

6. La tentative des nationalistes de conquérir Valence est bloquée à quelques kilomètres de la ville.

25. Début de la grande bataille de l'Ebre. Les forces républicaines, qui emploient dans l'attaque une grande quantité d'hommes et de moyens, traversent le fleuve et ont quelques succès. Puis elles sont bloquées par la montée des eaux et la contre-attaque des nationalistes (les heurts se termineront en Novembre avec une lourde défaite républicaine, due surtout à la prédominance aérienne des franquistes).

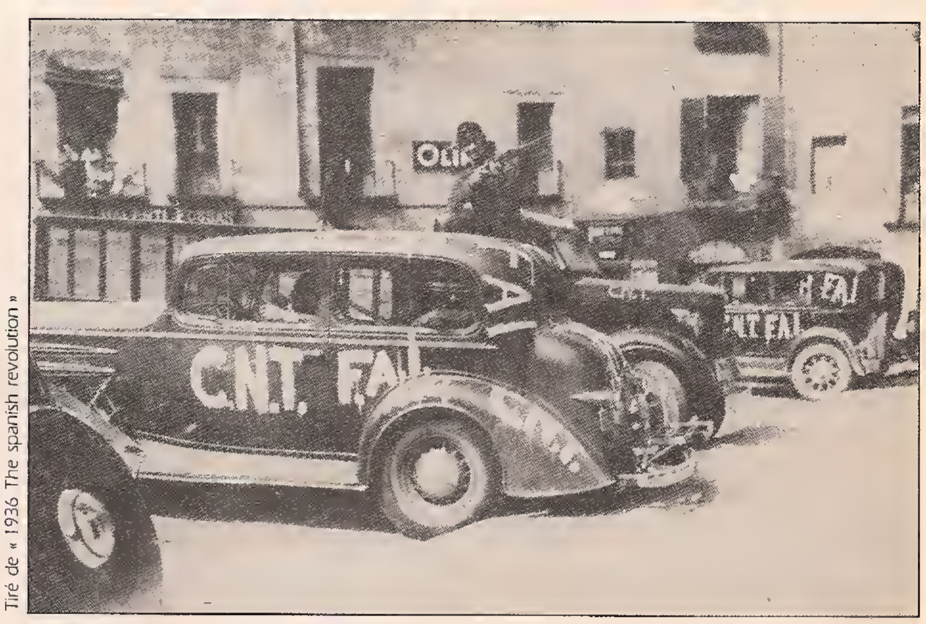
AOÛT

11. Le gouvernement Négrin nationalise les industries de guerre en Catalogne en abolissant le contrôle ouvrier sur la production. La limitation de l'autonomie catalane provoque les démissions de deux ministres autonomistes (un catalan et un basque) remplacé par deux politiciens alliés au P.S.U.C et à *Accion Nacionalista Vasca.*

19. *Solidaridad Obrera* publie un communiqué de la C.N.T. favorable à la ligne de la « Résistance à outrance » soutenue par le gouvernement.

20. La F.A.I. se déclare contre les décisions de Negrin du 11 Août en les définissant comme « un vrai attentat à la liberté et aux droits intangibles du peuple espagnol ».

27. A Madrid les métallurgistes de la C.N.T. protestent contre le décret du 11 Août, en demandent l'abolition, et déclarent vouloir défendre jusqu'à la fin les intérêts syndicaux et ouvriers.



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

SEPTEMBRE

20. La F.A.I. dénonce, dans une circulaire interne, le fait que presque tous les agents du gou-

vernement envoyés à l'étranger pour l'achat d'armes se sont révélés incompétents et malhonnêtes.

27. Franco s'engage auprès de la France et de la Grande-Bretagne à rester neutre en cas de guerre européenne.

29. L'accord de Munich entre la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie, qui reconnaît le pouvoir de Hitler sur la Tchécoslovaquie, enfonce définitivement les espérances républicaines d'une intervention des démocraties occidentales en sa faveur.

30. Le Comité Péninsulaire de la F.A.I., dans une importante circulaire interne relève que la grande majorité des commandements militaires est désormais entre les mains des communistes, rend compte que « d'une position d'indiscutable prédominance dans la direction de la lutte contre le fascisme nous sommes passés à la catégorie de simple chair à canons » et enfin note que beaucoup de militants anarchistes au front savent qu'ils risquent d'être assassinés par des adversaires qu'ils ont à leurs côtés ».

OCTOBRE

1. La Société des Nations décide de contrôler le retrait des volontaires des deux parties en guerre.

2. Premières déclarations publiques de Negrin favorable à une « paix négociée ». Franco répond, longtemps après, n'accepter qu'une capitulation sans condition.

11. Début du procès des chefs du POUM accusés d'espionnage et de révolte armée. (Ils seront acquittés pour la première accusation évitant d'être fusillés, mais seront condamnés à de lourdes peines de détention pour les faits de mai 1937.)

30. Fin à Barcelone d'une assemblée nationale du Mouvement Libertaire qui enregistre une sérieuse divergence entre le Comité National de la C.N.T. sur des positions « de circonstance » proches des institutions, et le Comité Péninsulaire de la F.A.I., plus sensible à la cohérence avec les principes théoriques de l'anarchisme. Il est décidé entre autres de « continuer à participer de manière purement momentanée à la vie politique » et de proposer aux adhérents la demande de *Mujeres Libres* d'être reconnues comme branche autonome du Mouvement Libertaire.



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

Femmes libres, organisation des femmes libertaires.

NOVEMBRE

15. Environ la moitié des Brigades Internationales, plus soutenues par le Komintern, part de Barcelone avec les acclamations de la foule. Leur mode d'organisation, fondée sur la rigide discipline militaire, est désormais adoptée par toute l'armée populaire.

16. Environ la moitié des « troupes volontaires » italiennes part d'Espagne pour l'Italie. Reste en terre ibérique de nombreux soldats choisis, officiers, et de nombreux moyens aériens et terrestres.

19. Franco concède à l'Allemagne d'amples droits sur l'exploitation des mines de fer et de cuivre, recevant en échange une énorme aide militaire, indispensable pour l'offensive finale.

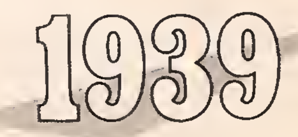
DECEMBRE

7. Le chef du gouvernement Negrin rencontre les représentants du Front Populaire, parmi lesquels les anarchistes, demandant à tous de maintenir « haut le moral ».

9. Création d'un bureau gouvernemental pour doter chaque unité combattante républicaine d'un aumonier militaire réclamé par les catholiques basques.

15. Un décret de Franco restitue les droits et les biens à la dynastie des Bourbons.

23. Début de l'offensive nationaliste en Catalogne qui rencontre une faible résistance de l'armée républicaine, épuisée par la longue bataille de l'Ebre et par les conflits internes. (Le 9 février 1939 les franquistes arrivent à la frontière française. Environ 500.000 fugitifs, civils et militaires, ont traversé avec peine les Pyrénées : là les attendent les camps de concentration où beaucoup trouveront la mort).



JANVIER

5. Attaque de l'armée républicaine en Estrémadure, où les forces libertaires sont en nombre. Au succès du début fait suite l'ordre des commandants de suspendre l'avancée.

19. La F.A.I. prend position contre les décrets de mobilisation générale, émis par le gouvernement, les jugeant comme des attaques à la production industrielle et à chaque activité syndicale ou politique.

23. Negrin déclare officiellement « l'état de guerre », jusqu'àlors refusé par l'opposition des partis et des syndicats qui étaient contre le pouvoir total des militaires.

26. Barcelone tombe, sans aucune résistance sérieuse, entre les mains des franquistes qui célèbrent un important *Te Deum* de remerciement.

FEVRIER

1. Dernière réunion des *Cortès*

républicaines dans le château de Figueras, à quelques kilomètres de la frontière française.

7. Les derniers ministres du gouvernement Negrin entrent en France, où se trouve depuis plusieurs mois le président de la République Azana.

10. Quelques ministres retournent en avion en territoire républicain, dans le Centre-Sud de la péninsule.

13. Décret de Franco qui autorise la répression sur une large échelle, de tous ceux qui se sont opposés au gouvernement nationaliste ou qui sont restés passifs.

22. Franco répète qu'il ne donnera aucune garantie aux vaincus et demande la capitulation sans condition.

27. La France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement nationaliste comme unique représentant légal de l'Espagne.

MARS

3. Negrin s'apprête à nommer des représentants communistes à tous les postes clefs.

4. Le colonel Casado, un des seuls commandants militaires de haut rang non pro-communiste, se rebelle contre le gouvernement Negrin qui voulait « une résistance à outrance » (avec des armes qui devraient arriver de l'étranger). Casado nomme un Conseil National de Défense avec la participation des anarchistes et tente de nouvelles tractations avec Franco.

6. Negrin et quelques ministres partent en avion pour la France. La flotte républicaine, d'accord avec Casado, se réfugie en Tunisie française.

9. L'anarchiste Cipriano Mera, au commandement de sa propre division, met en déroute les troupes communistes qui avaient assiégé Casado dans le palais des ministres à Madrid.

25. Echec des tractations des émissaires de Casado pour une paix avec garanties.

27. Offensive finale des nationalistes, tandis que l'armée républicaine se dissout en quelques heures.

28. Les nationalistes entrent dans Madrid.

31. Occupation par les franquistes des derniers ports du Levant, où sont restés des dizaines de milliers de personnes qui n'ont pas pu s'expatrier.

AVRIL

1. Le généralissime Franco déclare la fin de la guerre.



Tiré de « Histoire de la guerre civile d'Espagne »

Franco.

D'après diverses estimations le nombre de morts oscille autour de 600.000 personnes, les blessés et les mutilés autour du million. Les fugitifs sont estimés à environ un million de personnes. Environ 100.000 seront fusillés par les pelotons d'éxécutions dans les années suivant la fin de la guerre.

Claudio VENZA

L'œuvre constructive de la Révolution Espagnole

La bonne compréhension de la réalité historique de 1936-1939 en Espagne demande une définition préalable des termes se référant aux événements provoqués par le coup d'Etat militaire et aux formes de transformation sociale et économique qui s'en suivirent.

Le coup d'Etat, visant non seulement le renversement du gouvernement républicain et de la République elle-même, mais aussi l'écrasement d'une classe ouvrière très révolutionnaire et l'instauration d'un régime fasciste, prenait le caractère d'une contre-révolution préventive. Ainsi s'imposait non seulement une lutte défensive aux forces, d'ailleurs très affaiblies soutenant le gouvernement en place, mais en même temps et plus encore une riposte de la part des partis antifascistes, des syndicats ouvriers et des milieux révolutionnaires. Cette contre-révolution préventive, provoquant la riposte armée correspondante, créa une situation révolutionnaire et entraîna la guerre civile, vite transformée à cause d'une intervention et d'une invasion étrangère en guerre tout court. Donc, le pays se trouva dans une situation très complexe réunissant sept événements à la fois : *coup d'Etat militaire, contre-révolution préventive, défense gouvernementale, riposte populaire armée, guerre civile, révolution sociale et guerre nationale défensive.*

La révolution imposée, prévisible mais non de façon précise, prit un caractère foncièrement économique. Elle imposa en même temps une collaboration politique entre les forces républicaines antifascistes, y compris pour le mouvement anarcho-syndicaliste et libertaire. La transformation révolutionnaire, accompagnée inévitablement par certaines expropriations quelquefois indispensables à cause de la fuite des propriétaires fascistes ayant abandonné leurs propriétés et entreprises, se réalisa plus ou moins spontanément sous des formes les plus diverses : *municipalisations, syndicalisations, collectivisations et socialisations.*

Le mouvement anarcho-syndicaliste (CNT) et libertaire (FAI), majoritaire ou primordial selon les régions, mais surtout très dynamique, joua partout le rôle le plus important, entraînant les masses populaires dans cette transformation économique en tant qu'œuvre constructive et socialement multiforme, dans l'industrie, les services, l'agriculture, l'enseignement, la santé, etc.

L'étude appronfondie de cette œuvre demanderait la consultation d'une riche documentation, des enquêtes appropriées et l'élaboration de volumes énormes, mais nous ne pouvons l'aborder dans le cadre de cette article qu'au travers des exemples les plus connus.

L'Industrie et les Services des grandes villes

Grâce à leur organisation, à leur expérience révolutionnaire, à leur dynamisme, les anarcho-syndicalistes de la CNT et les libertaires de la FAI et de la FIJL, en mettant les comploteurs en échec en trois jours, se sont emparés de l'économie de Barcelone et de Catalogne d'abord, puis des autres régions et l'ont mise en marche presque normalement. Toutes les grandes entreprises industrielles se sont trouvées entre les mains des syndicats. Le succès a été si total qu'en Catalogne, même le président Companys, pour se ravitailler en essence et utiliser sa voiture avait besoin de l'autorisation des syndicats. Le Centre, avec Madrid, et la région du Levant ont suivi le même déroulement des événements.

Les syndicats, en prenant l'industrie en main, devaient aussi sans tarder assurer la satisfaction des besoins les plus urgents de la population en commençant par les transports.

• **Les tramways de Barcelone.** Les tramways constituaient, à Barcelone, le moyen de transport le plus important. Soixante lignes sillonnaient la ville et desservaient les faubourgs et les localités des alen-



tours. La Compagnie générale (société belge) employait 7000 salariés dont 6500 étaient syndiqués à la CNT (1).

Les combats de rue avaient paralysé tout le trafic, obstrué les chaussées par les barricades... il fallait faire place nette, alors la section syndicale des tramways chargea une commission, composée de sept camarades, d'occuper les locaux administratifs tandis que d'autres inspectaient les voies et dressaient le tableau des déblaiements nécessaires. La commission des sept convoqua immédiatement les délégués des différentes sections syndicales... et on décida à l'unanimité de remettre, sans attendre, les tramways en marche. En cinq jours, après la fin des combats, sept cents tramways tous peints aux couleurs rouges et noires circulaient dans Barcelone.

On améliora l'organisation technique et le fonctionnement du trafic. L'importance des perfectionnements réalisés surprend. On reconstruisit aussi une partie des lignes endommagées et dans certains cas on asphalta la chaussée. Il y eut l'achat, en France, d'un tour américain automatique (unique en Espagne) d'une valeur de 200 000 francs. On se procura un tour électrique pour fondre des coussinets, et bien d'autre matériel technique fut ainsi acquis pour une somme de 250 000 francs.

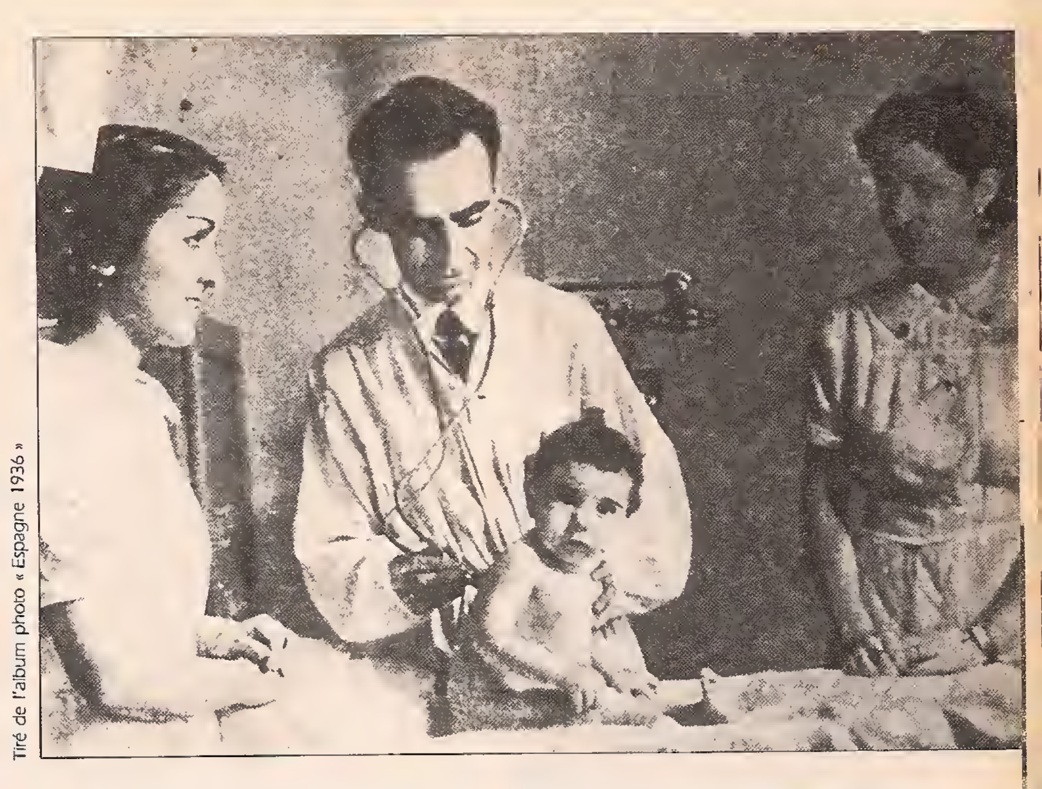
Les résultats financiers se présentent ainsi :

Chiffre total des recettes
(en sachant qu'une baisse des tarifs avait eu lieu au bénéfice principal des travailleurs, avec l'établissement d'un prix unique de 0,20 peseta).

	1935 (pesetas)	**1936** (pesetas)
septembre	2 277 774,64	2 600 226,86
octobre	2 425 272,19	2 700 688,45
novembre	2 331 745,18	2 543 665,72
décembre	2 356 670,60	2 653 930,85

Le bilan général des services rendus est positif. Pendant l'année 1936, le nombre de voyageurs transportés a été de 183 543 516 ; l'année suivante de 233 557 506. Différence en plus : 50 014 244. Le nombre de kilomètres parcourus augmente aussi de 21 649 459 en 1936 à 23 280 781 en 1937. Augmentation : 1 640 244 km.

Les bénéfices des travailleurs. Au moment de l'insurrection fasciste, les manœuvres des tramways gagnaient 8 à 9 pesetas et les ouvriers qualifiés 12 pesetas par jour. Tous les salaires furent réajustés avec une différence minime : 15 pesetas pour les manœuvres et 16 pour les ouvriers qualifiés. On approchait de l'égalité de base absolue.



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

• **Le service de l'Eau, du Gaz et de l'Electricité,** dans l'ordre d'urgence pour la population, occupait la première place. A Barcelone, le syndicat de la CNT comptait normalement 2 500 à 3 000 adhérents, et 7 000 dans l'ensemble de la Catalogne. Après le 19 juillet, les syndiqués ouvriers et techniciens réunis atteignirent le chiffre de 8 000 (2).

Les résultats de la gestion ouvrière. Du point de vue technique, il convient de souligner certaines réalisations dont celles, primordiales, de la *concentration* et de la *coordination*. Entre autres choses, cela représentait une économie de main-d'œuvre que l'on employa à des améliorations et à des innovations. Ainsi, 700 travailleurs ont construit un barrage qui augmenta de 50 000 C.V. le courant disponible.

L'eau, surtout l'eau potable, dont la fourniture demandait une augmentation sérieuse et coûteuse pour les locataires de chaque immeuble, ne manqua jamais, même dans les villes bombardées.

A Barcelone la fourniture quotidienne, qui était de 140 000 m³ avant la révolution, s'éleva rapidement à 150 000 m³ et augmenta par la suite.

• **Socialisation de la médecine.** La Fédération nationale des services sanitaires, section de la CNT, comptait dès 1937 40 000 adhérents (3). Le syndicat de ces services se constitua à Barcelone en septembre 1936. Cinq mois plus tard, il comptait 1 020 médecins de toutes spécialités, 3 206 infirmières, 330 sage-femmes, 633 dentistes, 73 spécialistes en diathermie, 10 spécialistes indéfinis, 153 herboristes, 203 stagiaires, 180 pharmaciens, 663 aides-pharmaciens, etc. Il y avait à Barcelone, en juin 1937, 18 hôpitaux gérés par le syndicat de la médecine (dont 6 créés par lui), 17 sanatoriums, 22 cliniques, 6 établissements psychiatriques, 3 asiles et une maternité.

La Catalogne fut d'abord divisée en 9 grands secteurs : Barcelone, Tarragone, Lérida, Gérone, Tortosa, Reus, Bergueda, Ripoll, et la zone pyrénéenne, plus 26 centres secondaires. Chaque semaine, le comité central de Barcelone, que l'assemblée pleinière renouvelait périodiquement, se réunissait avec les délégués des neuf premières zones. — Très vite, la population reçut le bénéfice de cette vaste initiative. En un an, à Barcelone seulement, six hôpitaux nouveaux avaient été créés. Simultanément, neuf sanatoriums étaient apparus en différents endroits.

(1) Gaston Leval, *Espagne libertaire*, p.266, éditions du Monde libertaire.

(2) Gaston Leval, op. cit., p.262.

(3) Gaston Leval, op. cit., p.291

L'enseignement

Le rôle rénovateur que les écoles rationalistes, liées au nom de Francisco Ferrer, jouèrent trente ans avant le 19 juillet est bien connu. Leur œuvre dans toute l'Espagne, après l'écrasement du coup d'Etat, particulièrement en Catalogne, est significative. De plus, la grande influence du mouvement libertaire en Catalogne favorisa l'orientation officielle dans le domaine de l'éducation.



Doc. Revue « Itinéraire »

Moins de dix jours après la victoire révolutionnaire du 19 juillet, le 27 juillet 1936, le président de la Catalogne (Luis Companys) signa un décret instituant le nouvel organisme gouvernemental de l'enseignement — le Comité de l'école nouvelle unifiée — dont la présidence fut confiée au libertaire Juan Puig Elias. Mais les écoles rationalistes, se méfiant toujours de toute initiative gouvernementaliste, sont restées à part, gardant leur indépendance institutionnelle, regroupées dans la Fédération des écoles rationalistes. Cette fédération se consacra à la consolidation du mouvement rationaliste, mettant en route un projet d'ouverture d'une école normale pour la préparation des maîtres et combinant ses activités avec celle de l'Association des Femmes Libres et l'école de militants créée par la CNT. Elle organisa aussi à Barcelone une semaine de conférences pédagogiques avec la collaboration des personnalités et des savants les plus en vue en Catalogne tels que Gonzalo de Reparaz, Alberto Carsi, et d'autres.

La socialisation des spectacles publics

Entre le 20 et le 25 juillet 1936, les militants libertaires du syndicat unique des spectacles de la CNT occupèrent les premiers les salles de cinéma et de théâtre. La CNT organisa et contrôla toutes les activités cinématographiques et théâtrales de Barcelone qui commencèrent le 6 août. La nouvelle organisation des spectacles publics permit pratiquement, pendant toute la durée de la guerre, d'assurer l'emploi à 6 000 personnes et de contrôler 114 salles de cinéma, 8 salles de théâtre et 10 music-halls.

Le syndicat constitua un comité de production cinématographique qui se chargea de la production et de la distribution des films (plus de 60). La tâche la plus importante de la CNT.

Les exemples donnés ici concernent la Catalogne, mais les autres régions suivirent le même chemin de syndicalisation, de collectivisation et de socialisation de l'industrie, des transports, des communications, etc.

L'agriculture

Le développement socialiste de l'agriculture toujours entrepris par les libertaires, prit une extension généralisée encore, atteignant le nombre impressionnant de 2 000 collectivités dans les différentes régions et provinces de l'Espagne républicaine, réparties ainsi :

1. Catalogne : 40 collectivités
2. Levant : 900 collectivités
3. Castille : 300 collectivités
4. Andalousie : chiffres exacts inconnus
5. Estramadure : 30 collectivités
6. Aragon : 400 collectivités (et bien d'autres inconnus).

Le bref examen de la diversité des multiples entreprises par région suffirait pour se former une idée exacte de l'ampleur, de la profondeur de cette transformation de l'agriculture et de l'œuvre constructive grandiose de la révolution en Espagne. Dans la collectivisation, ou plutôt, la socialisation de l'agriculture, c'est la région d'Aragon qui se lança la première. Mais, selon Gaston Leval, *« l'œuvre de reconstruction libertaire a été la plus ample et la plus complète »* dans le Levant. On comptait 340 collectivités agricoles au Congrès de la fédération des paysans du Levant, organisatrice de ces entreprises, tenu les 21, 22, 23 novembre 1937. Cinq mois plus tard, leur nombre s'élevait à 500 et à la fin de 1938 à 900, englobant 290 000 chefs de famille... et 40 % de la population agricole totale faisait partie des collectivités dans 78 % des localités de la région agricole.

Les collectivités tendirent à unifier, à rationaliser tout ce qui pouvait l'être. Le rationnement et le salaire familial furent établis à l'échelle cantonale (54 fédérations cantonales), les villages les plus riches aidant les pauvres ou les moins favorisés.

Dans la province de Valence, 30 000 hectares de rizières sur un total national de 47 000 hectares appartenaient aux collectivités. La moitié de la production d'oranges (4 millions de quintaux) était entre les mains de la Fédération des paysans, des collectivités fédérées et des syndicats ; et 70 % de la récolte totale (plus de 5 millions 600 mille quintaux) étaient transportés et vendus sur les marchés européens grâce à son organisation commerciale. Au début de 1938, elle avait établi en France des sociétés de vente à Marseille, Perpignan, Bordeaux, Sète, Cherbourg et Paris.

L'apport des collectivités sur le plan général de la culture fut énorme. Chaque collectivité créa une ou deux écoles. Une école pour la formation des secrétaires et des comptables fut ouverte à la fin de 1937 avec plus de cent élèves, une université agricole à Moncada (province de Valence) fonctionnait à plein avec 300 élèves. De plus, les collectivités accueillaient un grand nombre de réfugiés venus de Castille en leur assurant la nourriture et le logement. De longues files de camions partaient des villages pour ravitailler gratuitement

Congrès régional des syndicats et des collectivités agricoles (Levant).



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

Madrid. Six collectivités du canton de Gandia donnèrent dans les six premiers mois de guerre 198 camions de vivres.

Oeuvre exclusive de la CNT et des libertaires, cette transformation de l'agriculture attira et gagna par l'esprit de solidarité et de tolérance l'adhésion indistinctement des paysans socialistes et même des républicains qui n'ont jamais eu dans leur programmes de tels objectifs.



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

L'expérience la plus instructive fut celle des collectivités agricoles réalisées dans le centre — en Castille, régions de grosses propriétés où l'influence des socialistes et de la centrale syndicale UGT a été largement prédominante. La répercussion des réalisations en Aragon et dans le Levant s'est ressentie à tel point que la Fédération des travailleurs de la terre qui faisait partie de l'UGT adhéra elle-même aux collectivisations. Une pleine entente dans cette œuvre s'établit entre les deux centrales syndicales.

Les collectivisations s'affirmèrent dès les premiers moments comme autant de réussites, fruits de solidarité et de communauté d'efforts et de techniques plus efficaces... terres défrichées, travaux d'irrigation entrepris, nouveaux emblavements, plantations d'arbres, magasins collectifs, parcs d'aviculteurs, égalité économique grâce à l'établissement du salaire familial...

En décembre 1937, le secrétariat de la Fédération nationale de l'Agriculture, adhérant à la CNT, pouvait déclarer que la région du Centre, comprenant essentiellement les deux Castilles, venait au deuxième rang des régions agraires socialisées quant aux résultats atteints.

Chaque collectivité adhérant à la Fédération cantonale envoyait l'excédent d'argent dont elle disposait à la « Caisse cantonale de compensation ».

Ainsi donc, le principe communiste libertaire s'appliquait, non seulement au sein de chaque collectivité, mais entre toutes les collectivités...

Le 25 octobre 1937, sur l'initiative de l'organisation paysanne de la CNT, région du Centre, la fusion s'opéra entre les 97 843 paysans et les 12 897 travailleurs de la distribution, eux aussi appartenant à la CNT... Le commerce privé est éliminé ou, tout du moins, mis en tutelle...

Voici, à titre d'exemple, quelques données concernant deux collectivités :

Miralcampo. Fondée dans l'immense propriété du Comte de Romanones, la collectivité augmenta la superficie emblavée de blé et d'orge respectivement de 1 938 ha et de 323 ha, avant la révolution, à 4 522 et 1 242 hectares. La production du vin passa de 485 à 727 hectolitres, grâce au meilleur entretien des vignes.

Manzanarès. Réalisations plus vastes encore. En 1937, la collectivité possédait 22 500 ha de terres et 2 500 de bois et forêts. L'année suivante, on obtenait 87 610 quintaux de blé, 96 840 hectolitres de vin, 630 hectolitres d'huile pour 630 000 pesetas de céréales secondaires et 900 000 de fruits et légumes, etc.

Socialisation de l'agriculture en Aragon

Bien que la collectivisation de l'agriculture apparut d'abord en Aragon, où elle prit vite le caractère d'une socialisation totale et s'étendit avec force dans les autres régions, je m'en occupe ici en dernier lieu. C'est parce que les traits qui la caractérisent se retrouvent en tant qu'exemples dans les autres réalisations. En les précisant plus en détail pour cette région, j'espère présenter l'ensemble de l'œuvre constructive de la révolution dans toute l'Espagne, d'autant plus que la description de cet exemple représente un témoignage personnel. En effet, j'ai eu la chance de visiter et de voir en pleine activité plusieurs collectivités aragonaises en avril 1937. Le Conseiller de l'agriculture du Conseil Régional d'Aragon, rentrant à Barcelone d'une mission en France, m'invita à l'accompagner lors d'une tournée dans la région où il accomplissait en même temps ses fonctions de responsable de la Fédération des Collectivités en Aragon, récemment constituée. De Barcelone à Caspe, siège du Conseil et de la Fédération, nous nous arrêtions dans toutes les collectivités. Je recevais mes premières impressions complétant les informations que le camarade me donnait pendant le voyage.



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

Miliciens de la colonne Durruti sur le front d'Aragon.

Un premier congrès de toutes les collectivités d'Aragon s'était tenu à Caspe les 14 et 15 février 1937 et avait mis les bases de leur Fédération Régionale. Vingt-cinq Fédérations Cantonales y étaient représentées. Chacune de ces fédéra-



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

tions représentait de 3 à 36 villages plus ou moins importants. Le total s'élevait à 275 villages. Le nombre des familles affiliées, à 141 430. Depuis, un développement rapide s'effectuait et tous ces chiffres avaient augmenté pour arriver à la socialisation agraire presque complète de la région.

Arrivés à Caspe, nous nous sommes arrêtés quelques jours. J'ai eu le premier contact avec les adhérents de la collectivité locale, assistant à une assemblée générale. Toute la population participait, y compris les femmes avec leurs petits enfants. Pour la première fois dans ma vie, je voyais une assemblée véritablement populaire où tout le monde intervenait activement, abordant les problèmes pratiques de l'exploitation, sans aucune joute oratoire, de façon concise, et dans un ordre impressionnant.
Continuant la tournée et les visites de plusieurs collectivités dans la direction de Barbastro, nous étions accompagnés par un ingénieur, ancien gros propriétaire, qui s'était mis à la disposition de la Fédération pour les problèmes de l'irrigation.

Je ne suis pas allé à Barbastro, j'ai préféré m'arrêter quelques jours à Esplus chez les parents du camarade conseiller pour étudier plus en profondeur la collectivité de ce village, exemple représentatif de toute la région.

Esplus avait 1 100 habitants et disposait de 11 000 ha de terres dont 9 000 irriguées. Avant la révolution, le Duc de Luna en accaparait 5 500 et la propriété du monarchiste Alvarado, ancien ministre des Finances, s'étendait sur 1 100 ha.

Un syndicat de la CNT, constitué en 1920, fut fermé une première fois quatre ans plus tard. Resurgi après la proclamation de la 2e République en 1931, avec 170 adhérents, il fut fermé de nouveau encore deux fois. Et c'est en avril 1936 que pour la quatrième fois les camarades se remirent à le reconstruire.

Lors de ma visite, la collectivisation était totale, il ne restait que deux familles « individualistes » dont les droits étaient respectés suivant la règle générale.

Comment expliquer ce développement rapide, non seulement à Esplus, mais dans toute la région d'Aragon ?

D'abord, le mouvement libertaire était très fort. Mais les militants de la région, en prévision d'événements de ce genre, rentrés de l'émigration après la proclamation de la République, ne sont pas restés dans les grandes villes, mais sont allés s'installer dans leurs villages et petites villes natales. Ils ont rapidement reconstitué partout leurs syndicats. Ainsi, dans chaque localité, le syndicat de la CNT comptait en moyenne une vingtaine d'adhérents, alors que l'UGT et les organisations républicaines étaient presque inexistantes.

C'est justement la présence de cette force libertaire qui, face à tous les adversaires, pesait de façon absolument naturelle dans les initiatives locales. De plus, le prestige des libertaires était renforcé par l'arrivée des colonnes antifascistes de Catalogne où les anarchistes prédominaient.

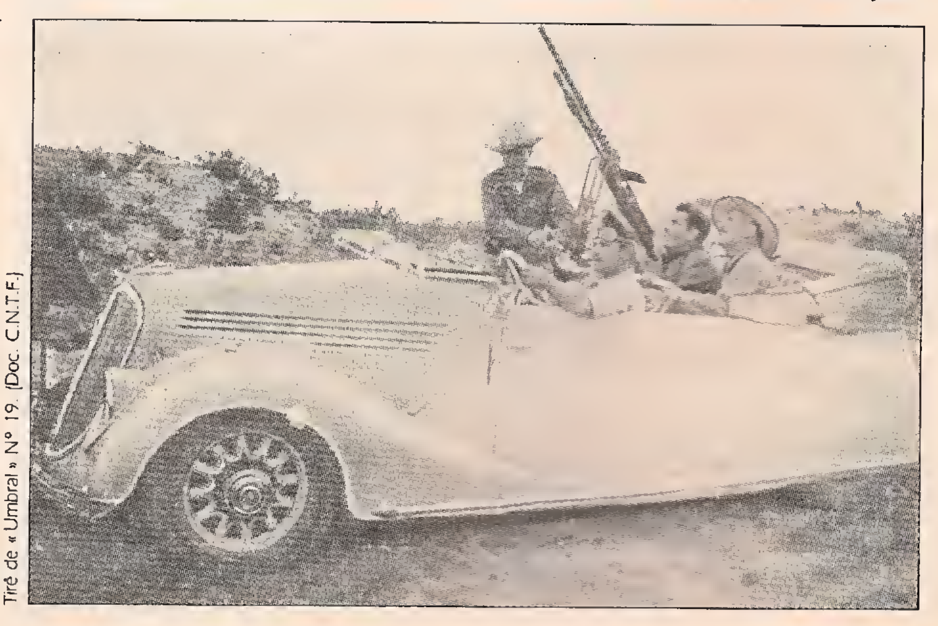
Les ennemis, principalement les communistes, dont l'attachement aveugle à toutes les formes de contrainte que l'URSS avait données en exemple, parlent de collectivisation forcée par les anarchistes.
A Esplus, comme dans toute la région, des comités de la collectivité agricole se confondaient avec le conseil municipal, devenant la cellule de base de la nouvelle société.

L'ensemble du travail agraire fut assuré par dix équipes dont chacune disposait de dix paires de mulets. Quatre équipes supplémentaires s'occupaient des travaux moins rudes. Les femmes, en principe, n'étaient pas tenues d'y participer, sauf dans des cas exceptionnellement urgents (cueillette, rentrée des foins, etc.). De plus, 110 hommes étaient au front. L'élevage constitué par un grand nombre de moutons (2 000 environ), des bovins, des porcs, apportés par les adhérents, était une branche importante des activités collectives. Les besoins en lait et viande de toute la population étaient entièrement satisfaits. Les jam-


Confederación Nacional del Trabajo de España
Confederación Nacional del Trabajo de España
TERRESTRE

Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

Carte confédérales.


Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)



Tiré de « 1936 The spanish revolution »

bons étaient spécialement mis en réserve. Quelle fut mon impression, venant de Barcelone avec ses difficultés de ravitaillement, de voir dans un vaste magasin, destiné à la conservation, des jambons suspendus aux poutres ! La collectivité avait construit quatre porcheries. Les vaches laitières étaient installées dans deux grandes étables. Pour les mulets, des écuries collectives avaient été construites, mais en nombre insuffisant, une partie de ceux-ci demeuraient chez leurs anciens propriétaires.

Chaque famille, comme partout dans la région, disposait d'un lopin de terre, pour l'exploitation privée, ainsi que de poules et de lapins.

La monnaie ne circulait plus, remplacée par des bons monétaires locaux garantis par la production. Leur circulation était très simple : distribués le samedi après-midi, ils étaient échangés contre les produits au magasin communal de distribution (appelé « coopérative »). Celui-ci les remettait le samedi suivant au Comité local pour un nouveau mouvement de circulation.

Salaire familial : un seul homme touche 25 pesetas par semaine (en bons), un ménage 35 pesetas à quoi l'on ajoute 4 pesetas par enfant au-dessous de 14 ans. Ce salaire familial est égal pour tous. Les soins médicaux, produits pharmaceutiques, logements, éclairage, salon de coiffure sont assurés gratuitement.

Les échanges de produits avec les autres collectivités, les autres régions (sur la base de la monnaie officielle) et l'étranger (la France) dans tout l'Aragon se pratiquaient par l'intermédiaire de la Fédération du Canton. Pour Esplus, ce fut Binéfar, chef-lieu de canton. Au moment de ma visite, Esplus avait un bilan excédentaire de 200 000 pesetas que le Comité cantonal avait distribué, soit pour participer au ravitaillement des troupes du front, soit pour aider les autres villages moins favorisés (plus pauvres). C'est en cela que fut la solidarité, parallèlement à l'égalité qui caractérisait l'œuvre constructive de la révolution.

Doc Secrétariat histoire de la fédération anarchiste

Bon monétaire édité par les syndicats CNT et UGT de la ville de Denia.

Chaque canton avait son hôpital, appartenant aux collectivités et à leur charge. Le personnel sanitaire sans exception, touchait aussi un salaire familial.

J'ai visité un hôpital et j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les patients et les médecins, en pleine liberté (sans accompagnement du camarade conseiller). Les médecins venus de villes et volontairement engagés n'étaient pas majoritairement libertaires mais exprimaient leur satisfaction de servir le peuple en révolution.

L'école appartenait aussi à la collectivité, était à sa charge, les instituteurs touchant, comme tout le monde, leur salaire familial. J'ai eu le grand plaisir d'assister aux classes et de voir en application les méthodes pédagogiques les plus modernes (« centres d'intérêt »).

A la maison où je logeais, je me suis entretenu avec les élèves et j'ai vu leurs cahiers contenant de petites études (exemple : étude de la culture de l'olivier embrassant la plantation, la lutte contre les maladies et les insectes, la production, le commerce, etc. faites par un garçon de dix ans).

En sept mois, les collectivités d'Aragon, constituées en fédérations régionales, dépassèrent en tant que réalisations véritablement socialistes, ce que les kolkhozes en URSS ne surent atteindre en soixante ans. L'esprit d'égalité et de solidarité fut instauré dans la pratique quotidienne. Un article de la résolution du Congrès de Caspe précisait : « en constituant les fédérations cantonales aussi bien que la Fédération Régionale, il faut éliminer les limites traditionnelles des villages entre eux. D'autre part, seront destinés à un usage commun tous les instruments de travail et les matières premières mises indistinctement à la disposition des collectivités qui en ont besoin ». Ainsi, il ne pourrait plus exister de collectivités privilégiées à côté d'autres défavorisées par des circonstances préexistantes, c'est-à-dire riches et pauvres comme il en existe encore aujourd'hui en URSS.

Cet aperçu très général de l'œuvre constructive de la révolution espagnole est de loin insuffisant pour présenter l'ampleur et la richesse des réalisations historiques accomplies en peu de temps et dans des conditions très défavorables, pendant une guerre écrasante. Les ennemis de tous bords en gardent le silence afin de faire oublier cet exemple par trop séduisant pour les peuples asservis et exploités. Il ne manque pas, même, malheureusement, de libertaires qui, partant d'un simple rappel des principes préfèrent s'occuper d'erreurs et de fautes incontestables sur le plan politique plutôt que de s'intéresser et chercher à connaître et approfondir l'étude de l'unique expérience de la plus grande révolution sociale de notre temps.

Georges Balkanski

DURRUTI

Le peuple en armes

Pourquoi au sein d'une revue consacrée à Durruti aborder le problème de l'organisation du peuple en armes pendant la révolution espagnole, ainsi que les questions militaires auxquelles nos compagnons se sont heurtés ? Si les milices ne sont pas Durruti, Durruti est certainement l'âme de ces milices, le symbole et le représentant de ces milliers d'hommes et de femmes, ouvriers et paysans antimilitaristes combattants de la seule guerre utile, celle de la révolution sociale. Etudier l'organisation des milices, c'est aborder les problèmes de la défense armée de la révolution sociale (tout aussi bien contre ses adversaires déclarés que contre ses alliés prêts à la trahir). C'est également trouver les moyens pour que cette défense armée ne conduise pas la révolution à se militariser, donc à se détruire par elle-même. Vastes questions qui peuvent, un jour, redevenir actuelles et nous devons nous servir des expériences du passé (Espagne, de 1936 à 1939, comme Ukraine makhnoviste de 1917 à 1921) pour tenter d'y répondre.

Dans cet article, je me contenterai d'évoquer les seuls aspects militaires, rendus inéluctables par la réaction et le coup d'Etat, mais sans oublier que ceux-ci sont en fait indissociables des événements économiques de la révolution. En effet, le but et le moyen réel de la révolution sociale ne sont pas l'organisation armée, mais la gestion directe des entreprises par les individus. Et si la défense armée de cette transformation sociale est importante, elle n'a de sens que parce que les collectivisations et les socialisations existent. N'oublions pas que ce qui fait agir ces miliciens, c'est la conquête du pain et de la liberté.

Préparation ouvrière et coup d'Etat

Les années 30 en Espagne sont marquées par la chute de la monarchie et l'avènement de la République. La gauche au pouvoir, puis la droite, n'apporteront aux ouvriers que la mitraille et la répression : le coût de la vie et le chômage augmentent, des milliers de grèves se déclarent. On assiste à de véritables batailles entre syndicalistes et soldats (ainsi à Casas Viejas) et même, en 1934, à l'insurrection de toute une région (les Asturies). Partout, la répression est terrible, confiée souvent à la Légion étrangère et aux Maures. *« On tourmente les accusés ; on fusille sans jugement ; on ferme les yeux devant la persécution et les atrocités commises par les agents de l'autorité. Trois seules exécutions officielles - grande clémence ! Mais des milliers de prisonniers, des centaines de morts, de torturés, d'estropiés — exécrable cruauté. »* (1) Cela me fait songer à ce que nous avait répondu le camarade Paulino Malsand (2) lorsque nous lui avions demandé si un entraînement de type militaire avait préparé les militants de la C.N.T. aux combats de la guerre civile. Avec un sourire, il nous avait affirmé qu'aucun entraînement spécifique n'existait, mais que les combats de rue, les insurrections et la prison préparaient bien les combattants.

Guerre de classe : déjà, le 10 août 1932, un premier *pronunciamiento,* dirigé par le général José Sanjurjo

(1) Témoignage de Mme Campoamor, député radical, cité par Henri Paechter.

(2) Paulino Malsand participa au mouvement insurrectionnel de janvier 1932 qui, durant plusieurs jours, fut maître d'une partie de la Catalogne et instaura le communisme libertaire dans quelques communes dont Figols et Sallent. Libéré de prison par la révolution, il participa aux combats sur le front d'Aragon, puis se consacra aux collectivités métallurgiques. En exil, il fut l'un des rares militants espagnols à rejoindre la Fédération anarchiste française. Pour en savoir plus sur ce compagnon qui fut, entre autres, secrétaire général de la F.A., on peut lire les articles que le *Monde libertaire* lui a consacré dans ses n° 382 et 383, janvier 1981.

1934 Repression de l'insurrection dans les Asturies.



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »


Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

Durruti, pendant les journées victorieuses en Aragon.

Sacanel, est rapidement maîtrisé grâce à la grève générale. On assiste à une radicalisation de la vie sociale : les ouvriers et les paysans se tournent vers les organisations révolutionnaires ; la classe moyenne vers les partis de droite ou fascistes. La République se décompose, la gauche triomphe aux élections législatives de février 1936, sous la bannière du *Frente Popular*. Le 17 juillet 1936, le général Francisco Franco Bahamonde (militaire suspect, qui avait été envoyé aux Canaries) s'embarque à Ténérife à destination de Tétouan, après s'être déclaré contre le gouvernement républicain. Le 18 juillet, le « Mouvement national » est déclenché sur l'impulsion de ce général qui lance un manifeste le même jour. Le 19, un transport de troupes traverse le détroit de Gibraltar et prend pied à Algésiras.

« Peuple de Catalogne ! Alerte ! Sois sur le pied de guerre ! Le moment d'agir est venu. Nous avons passé des mois et des mois à critiquer le fascisme, à dénoncer ses tares, à lancer des mots d'ordre afin que le peuple se soulève au moment venu contre la réaction néfaste d'Espagne qui essaiera d'imposer sa repoussante dictature. Peuple de Catalogne, ce moment est arrivé, la réaction (militaires, civils, curés et grandes banques, tous la main dans la main) a pour but l'implantation du fascisme en Espagne à l'aide d'une dictature militaire. (...) Nous, peuple de Catalogne, soyons sur le pied de guerre, prêt à agir ; que chacun occupe son poste de combat maintenant que nous sommes face à l'ennemi.

« Luttons de tout notre coeur et gardons l'arme sous le bras, prêts pour le combat ! Celui qui s'abstient trahit la cause libératrice du peuple. Vive la C.N.T ! Vive le communisme libertaire ! Devant le fascisme, grève générale des révolutionnaires ! » (Comité régional de la C.N.T., 19 juillet 1936 (3).

« Les ouvriers révolutionnaires passent à l'attaque. Là où ils restent dans leurs maisons à attendre l'assaut de l'ennemi, comme ils l'ont fait à Séville, les généraux (nationalistes) accomplissent une boucherie horrible. Mais à Madrid, à Valence, à Barcelone, à Carthagène, à Malaga, le peuple prend l'offensive et met le siège aux casernes, érige des barricades dans les rues, occupe les points stratégiques (...). De partout, les ouvriers accourent à l'appel de leurs syndicats ; les paysans envahissent les villes, après avoir tué les gendarmes dans leurs villages. Il savent se procurer des armes ; ils assaillent les arsenaux, ils surprennent des patrouilles de police, ils s'emparent des cargaisons d'armes connues par le syndicat des marins ou par celui des dockers, ils les prennent à l'ennemi. » (4)

La situation militaire et les forces en présence

Le coup d'Etat nationaliste a échoué et l'avantage appartient aux Républicains. *« Il (le gouvernement) était maître des riches régions du Levant, de la Catalogne, du pays basque ; il occupait la moitié de l'Andalousie et les provinces du Centre, par l'Estremadure il coupait les forces insurgées en deux. Les rebelles ne dominaient qu'au Maroc, dans l'ouest de l'Andalousie avec Séville, en Navarre, dans le Léon et la vieille Castille. L'aviation et la flotte étaient favorables au gouvernement, les organisations ouvrières purent facilement mobiliser des milliers de miliciens. »* (5)

(3) Cité par Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître, anthologie de l'anarchisme*, édition F.M./petite collection maspéro, tome IV, p. 130.
(4) Henri Paechter, *Espagne 1936-1937, la guerre dévore la révolution*, éditions Spartacus, p.97.
(5) Henri Paechter, op. cit., p.98.

On comptait, en août, 50 000 combattants de la C.N.T., 30 000 de l'U.G.T., 10 000 communistes et 5 000 poumistes (P.O.U.M., parti ouvrier d'unification marxiste). La majorité des gardes d'assaut était restée fidèle au gouvernement (environ 12 000 hommes), ainsi que quelques gardes civils, seulement 200 officiers et quelques 30 000 soldats (soit environ, au total, près de 138 000 combattants). En face, les nationalistes comptaient 15 000 officiers et sous-officiers, 38 000 soldats indigènes et légionnaires au Maroc, et près de 70 000 soldats réguliers. A cela s'ajoutaient 1 000 officiers et soldats du corps de Sureté, 1 000 officiers et 30 000 gardes de la police, d'une part, une trentaine de milliers de *requetes* navarrais (groupes armés de traditionalistes, organisés et entraînés pour la guerre civile au nom de *« Dieu, la patrie et le roi »)* de l'autre (au total, donc, quelques 155 000 combattants). Les troupes de chaque côté étaient donc sensiblement partagées, mais déjà on peut constater les failles que sauront exploiter les nationalistes : peu d'officiers et de cadres militaires chez les gouvernementaux, 35 000 miliciens peu expérimentés au combat militaire classique. Par ailleurs, le gouvernement ne saura pas exploiter la présence de quelques 38 000 soldats maures pour, en déclarant l'indépendance du Maroc ou en y suscitant des troubles, les éloigner du camp des nationalistes.

André Prudhommeaux résume ainsi les forces en présence : *« Les éléments de succès dont disposent les fascistes sont les suivants : abondance de matériel, rigidité draconienne de la discipline, organisation militaire complète, et terreur exercée sur la population avec l'aide des formations policières du fascisme. Ces éléments de succès se trouvent valorisés par la tactique de la guerre de position, de front continue, avec transport de forces massives vers les points où l'on peut obtenir la décision. Du côté populaire, les éléments de succès sont d'ordre absolument contraire : abondance d'hommes, initiative et agressivité passionnée des individus et des groupes, sympathie active de l'ensemble des masses travailleuses de tout le pays, arme économique de la grève et du sabotage dans les régions occupées par les fascistes. La pleine utilisation de ces forces morales et physiques, en elles-mêmes bien supérieures à celles dont dispose l'adversaire, ne peut se réaliser que par une lutte généralisée de coups de main, d'embuscades et de guérillas s'étendant à l'ensemble du pays. »* (6) Au lieu de s'appuyer sur

(6) André Prudhommeaux, extrait de *l'Espagne antifasciste* n°4, reproduit dans les *Cahiers de terre libre*, 1937.

les éléments populaires et mener une guerre de harcèlement au front et dans les lignes fascistes, par crainte de la révolution sociale et afin de reconstruire la puissance de l'Etat, le gouvernement va tenter de combattre les militaires sur leur propre terrain. Mais avant d'envisager les erreurs et les trahisons, analysons ce que furent ces milices populaires et comment le gouvernement, aidé en cela par les communistes, finit par les museler en les militarisant.

Organisation des milices

Le 20 juillet 1936, le pouvoir est dans la rue : représenté par le peuple en armes. En Catalogne, la C.N.T.-F.A.I. est maîtresse de la rue. L'alternative est claire : faire la révolution (mais l'on ne connaît pas la situation exacte dans le reste de l'Espagne, ni l'aide possible au niveau international) ou comme le propose Luis Companys, président de la Généralité (7), constituer un organisme regroupant les forces démocratiques pour gérer la situation. Le 21 juillet se tient à Barcelone un plénum régional des fédérations locales de la C.N.T. Le plénum se décide pour la collaboration. Selon Abel Paz, *« diverses opinions s'y heurtèrent : celle de Garcia Oliver, partisan à outrance de la révolution et dont Durruti partageait les vues. Mais contrairement à Garcia Oliver qui se soumit à la résolution adoptée, Durruti persista en sa proposition « de ne consentir aux accords que provisoirement, c'est-à-dire jusqu'à la libération de Saragosse, car celle-ci en ouvrant la route du Nord, assurerait le triomphe de la révolution. »* (8)

Ainsi fut constitué le Comité central des milices (composé de représentants des syndicats C.N.T et U.G.T., de la F.A.I., des socialistes du P.S.O.E., de divers partis républicains et du P.O.U.M.) qui *« s'attribua immédiatement tous les pouvoirs et commença par publier des instructions, que la population devait suivre, pour maintenir l'ordre révolutionnaire. Il se donna ensuite une structure assez souple pour que ses membres puissent prendre des initiatives et travailler avec un minimum d'entraves administratives. »* (9)

Plutôt que d'accepter cette collaboration dangereuse pour l'avenir de la révolution, car elle laissait subsister la Généralité et créait un Comité central des milices échappant au contrôle direct de la classe ouvrière, il eut été plus judicieux -c'est évidemment facile de le dire aujourd'hui- de suivre les analyses du groupe Nosostros (Aurelio Fernandez, Ricardo Sanz, Garcia Oliver, Buenaventura Durruti). Leur projet était, d'une part, d'impulser un organisme révolutionnaire, en s'appuyant sur une assemblée régionale où seraient représentés ouvriers, soldats, comités de défense, etc., et d'autre part de porter la révolution le plus loin possible. *« La seule voie de salut pour la révolution eût été de déborder les frontières et de s'internationaliser. On se mit donc à forger un large plan d'action : soulèvement du Maroc, extension de la révolte aux colonies françaises. Simultanément, provoquer l'insurrection au Portugal et, si possible, propager la révolution en France, par des conflits frontaliers. Une telle stratégie pouvait amener le gouvernement français du Front populaire à attaquer directement la révolution, acte qui susciterait une saine réaction du prolétariat français, et lui rendrait peut-être ses élans révolutionnaires. »* (10)

La production et l'activité redémarrent, prises en charge par les syndicats (collectivisation ou socialisation des entreprises), et la C.N.T. décide la création de colonnes afin de libérer Saragosse. *« Cette mobilisation se différenciait cependant d'une mobilisation décrétée d'en haut : les volontaires discutaient entre eux de l'organisation, car il ne s'agissait pas de ressusciter l'esprit militaire ou le commandement hiérarchique. C'est ainsi que peu à peu surgira la structure que les milices ouvrières garderont jusqu'à la militarisation en 1937. L'organisation était simple : dix hommes formaient un groupe ayant à sa tête un délégué choisi librement. Dix de ces groupes formaient une centurie dont le responsable était choisi de la même façon ; cinq centuries formaient un « groupement » qui avait lui aussi un délégué. Les délégués des centuries et le délégué du « groupement » constituaient le comité de groupement. Les délégués de groupements avec le délégué général de la colonne formaient le comité de guerre de la colonne. »* (11)

Cipriano Mera, dans *Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste*, précise que le délégué de colonne *« se mettra en rapport avec notre organisation (C.N.T.) et avec le comité de guerre ou l'état-major, dans lequel nous avons aussi des compagnons. Le délégué de colonne organisera très sérieusement des groupes de service sanitaire et de ravitaillement tant en provisions qu'en munitions. Pour notre bien à tous, il faudra le juger inflexiblement sans prêter attention à sa charge. »* (12).

Comment mieux décrire l'état d'esprit règnant dans ces colonnes qu'en citant des témoignages. Durruti : *« Dans la lutte il (le combattant) ne peut se comporter en soldat que l'on commande mais comme un homme qui est conscient de ce qu'il fait. Je sais qu'il n'est pas facile d'obtenir un tel résultat, mais ce que l'on n'obtient pas par la raison, on ne peut non plus l'obtenir par la force. Si notre appareil militaire de la révolution doit se soutenir par la peur, il arrivera que nous n'aurons rien changé si ce n'est la couleur de la peur. C'est seulement en se libérant de la peur que la société pourra s'édifier dans la liberté. »* (13)

Karl Einstein (colonne Durruti) : *« Le soldat obéit par un sentiment de peur*


Photo : Famille Durruti

Sébastien Faure aux côtés de Durruti.

(7) *Généralité :* gouvernement régional de Catalogne. Cette région avait un statut particulier en Espagne.
(8) Abel Paz, *Durruti, le peuple en arme,* éditions de la Tête de feuilles, pp. 317-318.
(9) Abel Paz, op. cit., p. 321.
(10) Abel Paz, op. cit., p. 326.
(11) Abel Paz, op. cit., p. 328.
(12) Cipriano Mera, *Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste,* ouvrage en cours de traduction pour les éditions de l'Entraide.
(13) Abel Paz, op. cit., p. 330.

et d'infériorité sociale, il lutte par manque de conscience. C'est ainsi que les soldats luttèrent toujours pour les intérêts de leurs adversaires sociaux, les capitalistes. Les pauvres diables luttant aux côtés des fascistes en sont un exemple pitoyable. Le milicien lutte avant tout pour le prolétariat, il veut réaliser la victoire des classes laborieuses. Les soldats fascistes combattent, en faveur d'une minorité décadente, leurs ennemis. Le milicien, pour l'avenir de sa propre classe. Ce dernier semble donc être plus intelligent que le soldat. La Colonne Durruti est disciplinée par son idéal et non par la marche au pas de l'oie.

« Partout où la colonne pénètre, la collectivisation se fait. La terre est donnée à la collectivité. De serfs des caciques, qu'ils étaient les prolétaires agricoles deviennent des hommes libres. On passe du féodalisme de la campagne au communisme libertaire. La population est ravitaillée par la colonne en nourriture et en vêtements. Celle-ci s'incorpore à la communauté villagoise pendant son séjour dans une localité. » (14).

Un « incontrôlé » de la « Colonne de fer » : *« Le délégué de groupe ou de centurie ne nous était pas imposé, mais il était élu par nous-mêmes, et il ne se sentait pas lieutenant ou capitaine, mais camarade. Les délégués des Comités de la Colonne ne furent jamais colonels ou généraux, mais camarades. Nous mangions ensemble, combattions ensemble, riions ou maudissions ensemble. Nous n'avons eu aucune solde pendant longtemps, et eux non plus n'eurent rien. Et puis nous avons touché dix pesetas, ils ont touché et ils touchent dix pesetas. La seule chose que nous considérons, c'est leur capacité éprouvée, et c'est pour cela que nous les choisissons ; pour autant que leur valeur était confirmée, ils furent nos délégués »* (15).

Et pour terminer, le témoignage de Dominique Girelli (Colonne Ascaso) que nous avons pu recueillir personnellement : *« Comment étaient prises les décisions ? On faisait des réunions et c'était à la majorité à main levée. Lorsque les nouvelles des autres fronts arrivaient de Barcelone, ainsi que les instructions de la C.N.T. par des militants comme Marzocchi, on discutait entre nous... mais tout se passait bien en principe. Ce n'était pas une organisation forcée et contrôlée, c'était une organisation volontaire. »*

(14) *Buenaventura Durruti*, brochure publiée en français par la C.N.T-A.I.T./F.A.I.

(15) *Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937*, par un « incontrôlé » de la Colonne de Fer, éditions Champ libre.



Dominique Girelli.

Photo : revue « Itinéraire »

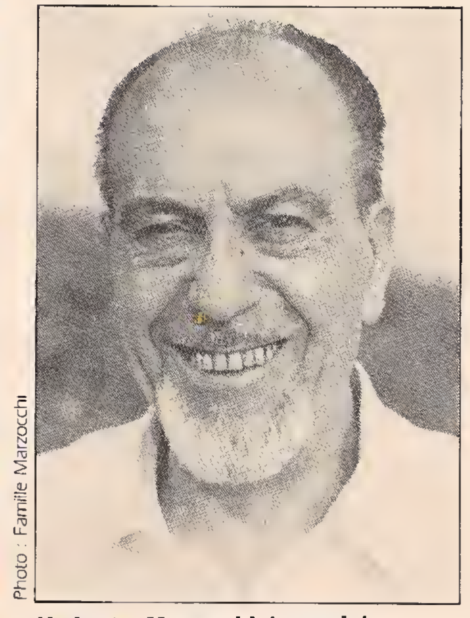


Photo : Famille Marzocchi

Umberto Marzocchi (nous lui consacrerons un numéro).

Camaraderie, fraternité, solidarité, idéalisme, volonté révolutionnaire... tels semblent être les mots pour définir le milicien. Et la discipline ? nous dirons les fanatiques de l'autoritarisme, qu'il soit prétendument révolutionnaire ou bourgeois. La discipline, donc, parlons-en ! *« Notre discipline doit n'avoir d'égal que la conviction en notre idéal, et que l'on ne peut justifier cet idéal en venant combattre quelques heures pour faire ce que bon nous semble tout le reste du temps. De tels comportements discréditent non seulement l'idéal, mais aussi les hommes. C'est par notre volonté que nous sommes ici et nous avons contracté un engagement avec nous-mêmes. Celui qui se retirera sans avoir accompli son devoir, c'est-à-dire remporté la victoire sur les fascistes qui stationnent derrière ces montagnes, sera traître à cet engagement »* (16).

Bien sûr, cette autodiscipline n'est pas parfaite et se heurte souvent au caprice ou à l'incohérence de l'être humain, Cipriano Mera cite par exemple le cas de 40 miliciens qui, un jour, désiraient partir à Madrid sans autorisation : *« Nous fûmes donc obligés d'agir énergiquement pour les faire monter à leur poste de surveillance. La mort dans l'âme je dus utiliser les armes, en tirant en l'air heureusement, pour les intimider. Le compagnon Mora, qui commandait 500 hommes, se trouva dans la même situtation »*. La discussion, l'exemple donné par les individus les plus conscients combattaient généralement ces abandons momentanés. L'autodiscipline est faillible, certes, mais nombreux furent les cas où les troupes disciplinées (par l'autorité) de gardes d'assaut ou d'éléments communistes battirent en retraite, alors que les miliciens de la C.N.T.-F.A.I. ou du P.O.U.M. tinrent bon. *« L'échec de l'attaque sur Zuera doit être attribué à la défection de la division Karl Marx. Cinquante officiers de cette division et six cents soldats passèrent chez les fascites. Par suite de ces désertions un bataillon se trouva coupé. (...) Les forces de la division Lister (communistes) flanchèrent, laissant s'ouvrir une brèche dans le cercle. Grâce à l'intervention immédiate d'un escadron de cavalerie de la 25e division (C.N.T.), le cercle put être rétabli. Une partie des forces de la division Lister s'enfuirent jusqu'à Alcaniz et Caspe (à 60 kilomètres du front) »* (17). Par ailleurs, il est à noter que la division Lister était en revanche beaucoup plus à l'aise face aux villageois et aux paysans aragonais désarmés, quand il s'agissait de détruire les collectivités agraires.

(16) Cipriano Mera, op. cit.

Problèmes militaires des milices

• **Spontanéité révolutionnaire.** Le premier problème que les milices eurent à affronter fut en fait le défaut de ses qualités : la passion et l'élan généreux amenaient quelquefois les miliciens à risquer stupidement la mort par bravoure, offrant une poitrine nue aux balles fascistes. Au début de la guerre, l'esprit révolutionnaire et la méconnaissance de la guerre de front conduisirent à des attitudes qui pouvaient être extrêmement coûteuses en vies humaines. Ce dialogue entre Cipriano Mera et un officier républicain, après une attaque désordonnée des miliciens de la F.A.I. qui fut victorieuse mais coûta 20 à 30 blessés et 3 morts du fait de la trop grande spontanéité, illustre bien cette constatation. *« Pour la plupart la lutte consistait, en ces moments, à tuer des ennemis sans donner la moindre importance à la conservation des positions conquises grâce au sacrifice des compagnons. En nous voyant revenir le lieutenant-colonel Del Rosa s'écria :*

— Pourquoi êtes-vous revenus en abandonnant le terrain conquis, les

(17) *La conduite des troupes staliniennes et « populaires »*, *La Révolution prolétarienne*, 25 octobre 1937.

gars ? (...), ne vous rendez-vous pas compte que l'effort entrepris n'a servi à rien ? (...) Vous devez retenir que si les premières lignes d'hommes sont celles qui s'emparent du terrain, les secondes protègent et soutiennent. Sans elles, tous les efforts sont vains. De plus, une fois le terrain conquis, vous devez prendre la pelle et la pioche pour construire des enceintes ou empiler des pierres pour vous protéger des balles ennemies.

— (...) Nous sommes de la F.A.I. et n'avons aucun besoin de parapets. Pour nous l'important, c'est d'aller toujours de l'avant. La réplique du lieutenant-colonel ne se fit pas attendre :

— D'accord, mais que je ne vous vois pas revenir en arrière ! Telle était notre conception de la guerre ». (18)

Cette conception heureusement se modifia et, tout en conservant la foi révolutionnaire, l'expérience enseigna aux travailleurs l'« art » de la guerre. *« Après trois semaines, le secteur est méconnaissable et ressemble à une véritable forteresse. Des officiers russes, qui ont caché leurs galons dans leurs poches, viennent visiter nos positions. L'étonnement se lit sur leurs visages et ils ne partent qu'après nous avoir félicités. Nous sommes satisfaits, car c'est une bonne réplique à la militarisation qui depuis six mois instruit des sapeurs et officiers dans les casernes de Barcelone, Valence et Albacete. »* (19)



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

• **Pénurie d'armes.** Dès le début de la guerre, celle-ci se fit sentir cruellement. Les témoins sont unanimes pour souligner cet aspect des choses et les miliciens étaient littéralement obligés d'attendre qu'un des leurs ait été mis hors de combat pour avoir un fusil. A cela de nombreuses raisons : matériel usagé, munitions souvent inappropriées aux armes, nombreux dépôts d'armes et de munitions ayant été secrètement évacués avant la rébellion sur des localités estimées favorables aux nationalistes, absence de poudre pour la fabrication des cartouches, inexpérience des combattants qui abîment le matériel par une utilisation maladroite. Des usines d'armements existent sur le territoire contrôlé par les républicains, mais les ingénieurs se sont enfuis le jour de l'insurrection. Au début, la bonne volonté donnera surtout des avions qui s'élèvent mal et qui s'écrasent en atterrissant, des tanks qui ne sont que des camions hativement recouverts de quelques bandes de fer... Cipriano Mera relate une expérience à propos du blindage des voitures : *« Nous nous dirigeâmes vers les ateliers de la Comercial pour essayer des voitures blindées, cela nous semblait magnifique pour la protection de nos compagnons au combat. Nous fîmes un essai à 200 mètres avec des balles antiblindages et un fusil espagnol. Nous fûmes tout surpris de voir que le premier tir avait traversé la tôle des deux côtés. Nous fîmes une nouvelle tentative avec des balles ordinaires, cela donna le même résultat. »* (20)

En revanche, la situation des rebelles s'améliore journellement ; leur aviation dépasse rapidement celle des gouvernementaux. *« L'aide étrangère était acquise aux rebelles depuis longtemps. L'Allemagne leur avait fourni des obus, des bombes, des grenades par l'intermédiaire de certaines maisons de commerce ayant siège aux Canaries. Les marques de fabrique trouvées sur les obus en témoignent. L'Italie leur fournit des avions avec des pilotes ; pièces à conviction : les avions italiens égarés dans le Maroc français et obligés d'y atterrir. »* (21) Pendant ce temps, à la frontière française, des gardes mobiles d'un gouvernement de Front populaire surveillent des wagons d'armes bloqués qui sont destinés aux républicains espagnols. Ce ne fut pas hélas ! l'aide populaire en France et ailleurs, arrivant au compte-goutte et devant franchir le blocus, qui put rétablir la balance.

Mais si cette pénurie d'armes était générale dans le camp républicain, elle devint également très vite sélective. Les armes modernes fournies par l'U.R.S.S. sont principalement réservées à l'armée « populaire » du gouvernement et aux troupes communistes. Si l'U.R.S.S. se livre à des pressions sur le gouvernement espagnol en négociant les livraisons d'armes, de même le gouvernement et les communistes se servent des mêmes armes pour avancer leurs pions. *« L'aide russe a créé une sorte de psychose en faveur de la Russie et de la IIIe Internationale. Le parti communiste espagnol, parti insignifiant avant la rébellion, accuse une croissance formidable. »* (22) Le témoignage de George Orwell, témoin des journées de mai à Barcelone, est accablant à ce sujet : *« Les gardes d'assaut, eux, étaient armés de fusils russes tout flambants neufs ; en outre, chaque groupe de dix ou douze hommes avait sa mitrailleuse. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Un gouvernement qui envoie des garçons de quinze ans sur le front avec des fusils vieux de quarante ans, et garde ses hommes les plus forts et ses armes les plus modernes à l'arrière, est manifestement plus effrayé par la révolution que par les fascistes. Là est l'explication de la faiblesse de la politique de guerre des derniers six mois, et du compromis par lequel presque certainement se terminera la guerre. »* (23)

La C.N.T., malgré les empêchements du gouvernement et des Communistes (qui désirent avant tout sauvegarder la dépendance des républicains par rap-

(18) Cipriano Mera, op. cit.
(19) *Le Réveil anarchiste*, 18 décembre 1937.

(20) Cipriano Mera, op. cit.

(21) Henri Paetcher, op. cit., p. 104.
(22) Pierre Robert, cité par la *Révolution prolétarienne*, 25 janvier 1937.
(23) George Orwell, *J'ai été témoin à Barcelone, La Révolution prolétarienne*, 25 septembre 1937.

port aux fournitures d'armes soviétiques), put installer des usines de fabrication d'armes en Catalogne vers la moitié de l'année 1937. C'était peut-être bien tard, et elles ne purent fournir d'armes lourdes.

• **Incompétence des militaires et absence de cadres militaires.** Cela semble, à première vue, contradictoire et pourtant on peut constater à la fois l'incompétence de beaucoup d'officiers supérieurs, qui frise parfois la trahison pure et simple, et l'absence de sous-officiers, techniciens compétents du combat. « *L'incompétence de la défense républicaine s'est montrée à maints endroits. Les chefs des milices ne connaissent pas l'art de la guerre, les quelques officiers qui sont dans les rangs gouvernementaux ne sont pas capables de s'adapter à l'esprit des miliciens ; ou ils les traitent en soldats, faisant ainsi croître le mécontentement, ou ils négligent de leur enseigner la tactique de la guerre. (...) La République est défendue par des caciques et des bureaucrates qui ne savent pas trouver les moyens tactiques de la guérilla révolutionnaire et qui n'ont pas appris à faire la guerre sans armée régulière.* » (24) Nous avons vu au début de cet article que peu d'officiers étaient restés fidèles à la République et parmi ceux-ci il n'y a guère de fins stratèges. Le général Baratier trouve enfantines les connaissances tactiques des gouvernementaux : « *On se borne à résister de front et à contre-attaquer droit devant soi, en cas d'échec.* (25) De plus, l'existence de quatre commandements suprêmes (à Madrid, Valence, Barcelone et au Pays basque) ne facilitait certes pas la coordination de commandement. Face à l'unité de commandement prôné par les marxistes et les républicains, les anarchistes proposaient la « coordination de toutes les forces » : « *C'est pouquoi nous proposons la création d'un comité d'opérations, composé de représentants directs des colonnes et non, comme le veulent les marxistes, de représentants de chaque centrale d'organisation ; nous voulons, nous, des représentants qui connaissent bien le terrain et savent où aller. (...) Un autre point, c'est celui de la coordination de tous les fronts. Celle-ci sera réalisée par les comités constitués par deux délégués civils, un délégué militaire comme assesseur, outre la délégation du comité exécutif populaire. Ainsi, bien que chaque colonne conserve sa liberté d'action, nous arrivons à la coordination des forces, qui n'est pas la même chose que l'unité de commandement.* » (26)
En ce qui concerne l'absence de techniciens militaires, il fallut attendre que du rang sortent des ouvriers intelligents et courageux qui devinrent, avec l'expérience acquise aux combats, d'excellents cadres. C'est ce que remarquait Prudhommeaux qui s'élevait contre la militarisation des milices : « *Le problème est bien plutôt d'élever la technicité propre des formations miliciennes en s'inspirant des conceptions tactiques du groupe de combat et de l'école dc section, en vigueur dans les principales armées européennes, et en dotant les groupes de combat du matériel approprié (arme automatique, grenade à main et à fusil, etc.).* » (27)

(24) Henri Paetcher, op. cit., p. 107.
(25) Général Baratier, *Revue politique et parlementaire*, avril 1938, cité par H. Paetcher.



Durruti au front.

Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

La militarisation des milices

Prenant prétexte des divers problèmes que nous venons d'aborder (approvisionnement en armes et en nourriture, formation de cadres militaires, unité de commandement, discipline, etc.), face à une avancée des troupes nationalistes en octobre 1936, le gouvernement républicain et les communistes présentèrent la militarisation des milices comme la seule solution (rétablissement de la hiérarchie de commandement et entrée en vigueur de l'ancien code militaire). En fait, c'est bien le choix stratégique de la guerre de front qui avait conduit à des résultats catastrophiques, puisque totalement inadapté aux éléments de succès du camp républicain. Tous les autres problèmes (formation, coordination, discipline...) pouvaient être résolus par des solutions d'esprit révolutionnaire et le furent en partie au sein des colonnes de la C.N.T.

(26) Motion d'une réunion à Valence, présentée et approuvée par la C.N.T., la F.A.I., la Colonne de Fer, etc., citée par Daniel Guérin, op. cit., p. 165.
(27) André Prudhommeaux, op. cit.



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

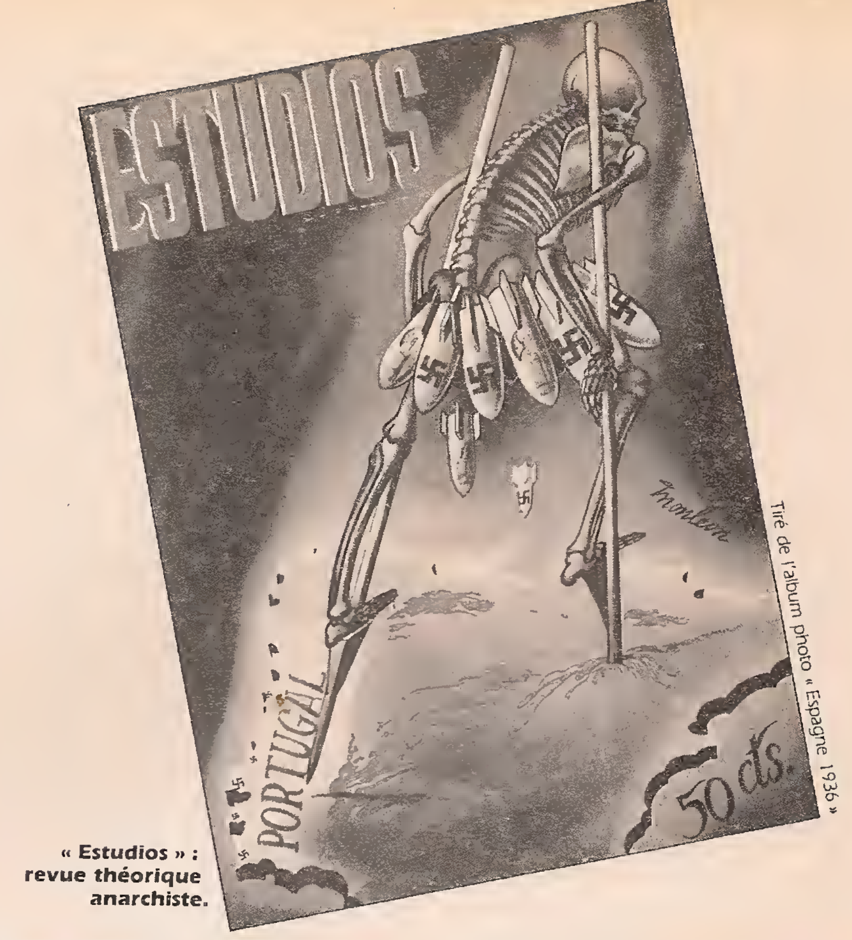
La réalité était autre : les communistes souhaitaient consolider « *la révolution démocratique bourgeoise* », conformément au modèle soviétique et aux souhaits stratégiques de l'U.R.S.S., et le gouvernement républicain désirait éviter la révolution sociale et reconstruire progressivement l'Etat bourgeois. La militarisation des milices fut un pas supplémentaire de ce programme et ne résolut pas totalement les problèmes militaires, tout en commençant à désagréger l'esprit révolutionnaire qui régnait dans les milices. « *Nous sentons autour de nous un vaste mouvement de boycott. Il est impossible d'obtenir des munitions et les vivres viennent avec beaucoup d'irrégularité. (...) Une commission est nommée pour enquêter et trouver les preuves du boycott possible. (...) Les résultats de l'enquête ne se font pas attendre. A Barbastro plus de 60 mitrailleuses restent inactives, à Sarignena une quarantaine, dans la contrée plus de cent. Des magasins sont pleins de cartouches et d'obus. A Barcelone, des tanks servent pour les défilés militaires et l'instruction à la caserne Karl Marx. Un essai d'entente avec Valence reste sans réponse et les articles des journaux nous dénoncent comme insoumis, agents provocateurs de désordres.* » (28)
Comment réagit la C.N.T. ? Par le compromis encore une fois ; après la

(28) *Cahier d'un milicien dans les rangs de la C.N.T.-F.A.I.*, signé A.M., *le Réveil anarchiste*, 18 décembre 1937.

Pour cet article, j'ai pu consulter les collections de *La Révolution prolétarienne*, du *Réveil anarchiste* et de *L'Espagne antifasciste* conservées par le secrétariat Histoire de la Fédération anarchiste. Qu'il en soit remercié ici-même.

participation des anarchistes au gouvernement de Catalogne, ce sera l'entrée au gouvernement national de quatre anarchistes. Par volonté de ne pas rompre le front antifasciste, de ne pas provoquer selon l'expression de Durruti *« une autre guerre civile entre nous »*, la C.N.T. accepta la militarisation, conservant pour ses colonnes le système choisi par les miliciens eux-mêmes, tout en appliquant certaines dispositions pratiques qui avaient leur bon côté et qui la mettait à l'abri du reproche d'indiscipline.

Mais petit à petit, le piège étatique se referme sur la révolution et sur la C.N.T., ce sera la reconstitution des anciens corps de police, l'utilisation des gardes civils et des gardes d'assaut pour *« maintenir l'ordre à l'arrière »*, les trahisons communistes sur le front, le désarmement des ouvriers révolutionnaires et parfois des miliciens, la provocation du 3 mai à Barcelone, les attaques contre les collectivisations, etc. Mais ceci est une autre histoire, celle du passage de la révolution à la contre-révolution. Et la *Révolution prolétarienne* du 25 février 1939 pouvait à juste titre tirer cette leçon : *« Ce n'est pas un hasard si la période révolutionnaire de la guerre s'achève par la victoire de Guadalajara en 1937, tandis qu'après le renversement de mai, commence la série des défaites qui va de la chute de Bilbao à celle de Barcelone.* Entre temps, *« la base morale de la résistance »* avait été sapée *« en substituant, sous la direction du parti communiste, la contre-révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne ».*



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

« Estudios » : revue théorique anarchiste.

Georges HOST

DURRUTI PARLE DE SA COLONNE

Je suis satisfait de ma colonne. Mes camarades sont bien équipés et, quand l'heure vient, tout fonctionne comme une bonne machine. Je ne veux pas dire par là qu'ils cessent d'être des hommes. Non, nos camarades sur le front savent pour qui et pour quoi ils luttent. Ils se sentent révolutionnaires, ils ne luttent pas pour la défense de nouvelles lois plus ou moins promises, mais pour la conquête du monde, des usines, des ateliers, des moyens de transport, de leur pain, de la culture nouvelle. Ils savent que leur vie dépend du triomphe.

Nous faisons, et ceci est mon opinion, parce que les circonstances l'exigent ainsi, la révolution et la guerre tout en même temps. Les mesures révolutionnaires ne se prennent pas uniquement à Barcelone, mais aussi depuis les lignes de feu. Dans tous les villages dont nous nous emparons nous commençons à développer la révolution. C'est le meilleur de notre guerre et quand je pense à elle, je me rends compte davantage de ma responsabilité. Depuis les premières lignes jusqu'à Barcelone, il n'y a que des combattants pour notre cause. Tous travaillent pour la guerre et la révolution.

Quelques paroles des plus importantes réclamées par l'actualité : Discipline. On parle beaucoup de cela, mais peu travaillent dans ce but. Pour moi, la discipline n'a d'autre signification que le concept que l'on a de la responsabilité. Je suis ennemi de la discipline de caserne, celle qui conduit à la brutalité, à l'horreur et à l'action mécanique. Je ne reconnais pas, non plus, cette fausse parole « Liberté » qui ne convient pas en ces moments actuels de la guerre et qui est le recours des lâches. Dans notre organisation, la C.N.T. impose la meilleure des disciplines. Confédérés admettent et accomplissent les accords pris par les comités qui sont proposés par les camarades élus pour accepter ces charges de responsabilité. Durant la guerre, on doit se soumettre aux délégués qui ont été élus. Aucune opération ne peut-être faite d'une autre manière.

Si nous savons que nous nous affrontons avec des hésitants, alors parlons à leur conscience et à leur amour-propre. De cette manière, nous saurons faire d'eux de bons camarades.

Je suis satisfait des camarades qui me suivent. J'espère que, eux aussi, sont contents de moi. Ils ne manquent de rien. Ils ont à manger, de quoi lire, ils ont des discussions révolutionnaires. La fainéantise est absente de nos colonnes. On construit continuellement des tranchées.

Nous gagnerons la guerre, camarades !

Appel de DURRUTI

Travailleurs de Catalogne, je m'adresse à vous. Toi, peuple généreux, qui il y a quatre mois, as su briser la tentative des sabreurs qui voulaient t'écraser sous leurs bottes ! Je t'apporte le salut fraternel des frères et compagnons qui luttent sur le front d'Aragon, à quelques kilomètres de Saragosse, en vue des tours de la cathédrale.

Malgré la menace qui pèse sur Madrid, il faut tenir compte de ce qu'il y a tout un peuple debout et que rien au monde ne pourra faire reculer.

Nous résisterons à outrance sur le front aragonnais aux hordes fascistes, et nous nous adressons à nos frères de Madrid pour les exhorter à la résistance, car les miliciens catalans sauront faire leur devoir, comme lorsqu'ils se lancèrent dans les rues de Barcelone pour écraser le fascisme.

Les organisations ouvrières ne doivent pas oublier le devoir impérieux que leur dictent les circonstances actuelles. Au front, dans les tranchées, règnent une seule pensée, un seul désir, un seul objectif : vaincre le fascisme !

Nous demandons au peuple catalan qu'on en finisse avec les luttes intestines et les intrigues : soyez à la hauteur des circonstances, renoncez aux vieilles querelles et à la politique pour ne penser qu'à la guerre. Le peuple catalan a le devoir de répondre aux efforts de ceux qui luttent au front. Il n'y a pas d'autre moyen que celui de mobiliser tout le monde, mais qu'on ne s'imagine pas qu'on va toujours se limiter à mobiliser les mêmes ! Comme les travailleurs de Catalogne assument la tâche de tenir des fronts, le moment est venu d'exiger aussi le sacrifice de ceux qui vivent dans les villes. Il est nécessaire de mobiliser effectivement tous les travailleurs de l'arrière, parce que nous, qui sommes déjà au front, nous voulons savoir sur quels hommes nous pouvons compter derrière nous. Et que personne ne songe maintenant à des augmentations de salaire et à des réductions d'heures de travail.

Le devoir de tous les travailleurs, spécialement ceux de la C.N.T., est celui de se sacrifier et de fabriquer tout ce qui fait défaut.

Je m'adresse aux organisations pour leur demander de renoncer à leurs vieilles querelles et à leurs crocs-en-jambe. Nous, les combattants du front, nous demandons de la sincérité, surtout à la F.A.I. et à la C.N.T. Nous demandons aux dirigeants d'être loyaux. Il ne suffit pas qu'ils nous envoient au front des lettres d'encouragement, des vêtements, de la nourriture et des munitions. Il faut également savoir regarder la réalité présente et l'avenir. Cette guerre comporte toutes les aggravations de la guerre moderne et coûte très cher à la Catalogne. Les dirigeants doivent dès maintenant se rendre compte que si cette guerre se prolonge, il va falloir commencer par organiser l'économie catalane selon un plan rationnellement conçu.

S'il est vrai qu'on lutte pour quelque chose de supérieur, les miliciens vous le démontrent, eux qui sourient lorsqu'ils voient les souscriptions faites dans la presse en leur faveur, quand ils voient ces placards demandant du secours pour eux. Ils sourient parce que, quand les avions fascistes leur lancent des journaux, ils y trouvent des souscriptions et des appels identiques.

Si vous voulez supprimer le danger, il faut former un bloc de granit.

Le moment est arrivé d'inviter les organisations syndicales et les partis politiques à en finir une bonne fois avec ces procédés. A l'arrière, on doit savoir administrer. Nous qui sommes au front, nous voulons avoir derrière nous des responsables et des garanties, et nous exigeons que ce soient les organisations qui veillent sur nos compagnes et nos enfants.

Si cette militarisation décrétée par la Généralité est faite pour nous intimider et nous imposer une discipline de fer, on se trompe, et nous invitons les auteurs du décret à monter au front pour se rendre compte de notre moral et de notre discipline ; ensuite nous viendrons les comparer avec le moral et la discipline de l'arrière.

Photo : Abel Paz

Durruti et sa compagne Emilienne Morin.

Soyez tranquilles : il n'y a au front ni chaos ni indiscipline. Chacun de nous a conscience de ses responsabilités, parce que nous savons le trésor que vous nous avez confié. Dormez tranquilles. Mais nous avons quitté la Catalogne en vous confiant la direction de l'économie. Prenez vous aussi vos responsabilités, disciplinez-vous. Il ne faut pas que, par notre incapacité, soit provoquée une autre guerre civile entre nous, après la guerre actuelle.

Si chacun pense que son parti est le plus puissant pour imposer sa politique, il se trompe, parce qu'à la tyrannie fasciste nous devons faire front pour n'opposer qu'une seule force, une seule organisation, avec une discipline unique.

Pour rien au monde, les tyrans fascistes ne passeront là où nous sommes. C'est la consigne du front. Nous leur crions : Vous ne passerez pas ! A votre tour de dire : ils ne passeront pas !

La Révolution entre l'Aragon et Madrid

Le déplacement de Durruti à Madrid, en novembre 1936, peut être considéré comme une attaque directe contre le bastion révolutionnaire du front d'Aragon ; est-ce dire en cela que Durruti était la révolution en Aragon ? En aucune façon. La révolution en Aragon était dans les centaines, les milliers de combattants qui se battaient sur ce front, et dans les milliers de paysans qui labouraient les terres du monde nouveau. Durruti n'était pas autre chose que ce que les circonstances et sa volonté avaient fait de lui, une sorte d'axe qui mobilisait les volontés et générait l'enthousiasme. Il était un parmi tant d'autres mais se distinguait par sa conduite exemplaire, son exigence personnelle, toujours en alerte devant le virus de l'autoritarisme et l'orgueil, qu'il savait tuer pour qu'il ne l'abaisse pas en tant que personne. En ce sens, l'humanité de Durruti se distinguait dans sa lutte contre lui-même pour ne pas tomber dans ce qu'il est facile d'atteindre quand on dispose de l'autorité pour soi.

Quand nous avons dit que le déplacement de Durruti vers le front de Madrid était un coup calculé, dont les conséquences étaient prévues, il est nécessaire que nous nous expliquions afin de nous faire comprendre puisque de cela peut dépendre l'intelligence de ce qui arriva par la suite en Aragon et dans l'Espagne entière.

A ce moment-là, au mois de novembre 1936, Madrid était attaquée par quatre colonnes fascistes et sa capacité de résistance était minime, si minime que le gouvernement de la République craignant lui-même que la capitale ne tombât aux mains de l'ennemi, prit la précaution de se déplacer à Valence, le 6 novembre, au moment même où commençait la grande offensive fasciste sur Madrid.

La force déterminante sur laquelle les défenseurs acculés de Madrid comptaient était l'enthousiasme, facteur psychologique mobilisateur que le Général Rojo, chef de la défense républicaine à Madrid, devait reconnaître comme étant une arme décisive dans la résistance. N'importe quel événement qui se produisait tendant à maintenir le moral des combattants était encourageant. La propagation de rumeurs telles que l'arrivée de forces armées contingentes envoyées par l'URSS — ce qui était évidemment un mensonge — se produisit même, pour stimuler les combattants. La bataille de Madrid se gagnait avec une arme de ce type. Ce fut dans ce contexte que le gouvernement de la République demanda à la CNT que Durruti et sa colonne se rallient à la défense de Madrid.

A ce moment-là, pour sauver Madrid du siège, la stratégie révolutionnaire exigeait de contre-attaquer par Saragosse, en faisant ainsi obstacle à l'offensive fasciste. Saragosse était, en outre, le talon d'Achille du franquisme puisque gagner cette zone, c'était avoir la voie libre vers le nord, le pays Basque et les Asturies, centre minier et lieu dans lequel se trouvait l'industrie lourde du pays. Mais le front d'Aragon, en raison du constant boycott que le gouvernement avait exercé sur lui, en lui refusant l'armement nécessaire, n'avait pu jusqu'alors réaliser sa grande offensive contre Saragosse. La politique de la contre-révolution gouvernementale consistait à maintenir ce front paralysé pour éviter l'extension révolutionnaire en Aragon.

Les ministres de la CNT et même son Comité National, dont le secrétaire général était Horacio Martinez Prieto, ne furent pas capables de mettre à profit la grande opportunité qui s'offrait à eux de tenir tête au gouvernement, en allant même jusqu'à la dénonciation publique et d'exiger que l'on arme le front d'Aragon afin que celui-ci entreprenne l'offensive qui allait non seulement sauver Madrid de son siège mais frapper à mort le fascisme, ce qui aurait permis d'abréger la guerre et ainsi de reprendre le pouls de la révolution. En n'adoptant pas cette attitude, la CNT tomba dans le piège que lui tendit le gouvernement et qui prit une importance majeure en retirant Durruti du front d'Aragon pour l'intégrer sans défense au front de Madrid.

A partir de ce moment, toutes les conquêtes révolutionnaires qui se maintenaient en dépit des attaques de la contre-révolution, laquelle levait déjà la tête à Barcelone même, par l'intromission de l'URSS en Espagne, restèrent en situation vraiment dangereuse.

Durruti, qui avait consenti à aller à Madrid pour une durée limitée, était conscient de l'importance de l'enjeu et pour cette raison fit part de sa stratégie dans le discours qu'il prononça avant de partir pour la capitale madrilène ; il irait à Madrid le temps qui serait nécessaire pour la sauver — ce qui arriva réellement — mais reviendrait à nouveau en Aragon en position de force pour attaquer Saragosse. Malheureusement, ce que Durruti aurait fait restera un mystère, puisque, quand Madrid était déjà sauvée et que Franco renonçait à maintenir son offensive, reconnaissant en cela son échec, Durruti mourait à l'aube du 20 novembre



22 novembre 1936. Funéraille de Durruti plus de 500 000 personnes présentes

Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

d'une blessure mortelle survenue la veille.

La mort de Durruti, qui peut être imputée à la contre-révolution, fut un coup très dur pour les forces révolutionnaires, c'était un peu comme si on leur coupait le souffle. Sans que Durruti ne le souhaite, il s'était converti en une personnalité attrayante qui animait les forces révolutionnaires en raison de la constance d'une attitude sans défaillance. Et, bien que cela puisse sembler présomptueux, il était très difficile que le vide laissé par la mort de Durruti puisse être comblé par une autre personnalité. A partir de cette date, on peut considérer que la contre-révolution avançait sur un terrain ferme. La révolution s'effritait et la guerre s'imposait.

La révolution, que les travailleurs et les paysans imprégnés d'anarchisme expérimenté en soixante années de lutte ouvrière déchaînèrent à la base le 19 juillet 1936, avait eu une forte résonance dans le monde, au point de faire trembler les démocraties bourgeoises et le stalinisme russe lui-même. Le monde bureaucratique, comme on pouvait s'y attendre, se rallia contre elle. Le prolétariat européen, dominé d'un côté par l'hitlérisme et le fascisme italien, et anesthésié de l'autre par le stalinisme et la social-démocratie, ne sut réagir comme il aurait dû et l'Espagne révolutionnaire demeura réduite à ses propres limites. Elle maintint son exigence révolutionnaire autant qu'elle put, prolongeant sa ferveur jusqu'aux journées de mai 1937 qui furent le chant du cygne de la révolution, pas seulement en Espagne mais en Europe.



Tiré de l'album photo « Espagne 1936 »

Le principal ennemi avec lequel compta la révolution espagnole fut l'URSS. Pour Staline, la révolution espagnole était un événement auquel il ne s'attendait pas et il s'attendait encore moins à ce que l'anarchisme y jouât un rôle hégémonique. Son intervention dans la guerre d'Espagne fut néfaste à tous les points de vue. Il vendit de vieilles armes à la République mais en les faisant payer par avance et c'est ainsi que la plus grosse partie de la réserve d'or de la banque d'Espagne fut déposée à Odessa sans qu'ait été envoyé jusque-là le moindre fusil à l'Espagne républicaine. Il organisa les Brigades internationales dans lesquelles il enrôla autant de communistes qui commençaient à voir clairement le sale jeu qu'il était en train de mener en Union soviétique. Son intention était de se libérer *des compagnons de route gênants* en les plaçant en Espagne, évitant ainsi l'action qu'ils pouvaient mener à terme dans le monde pour mettre les différents gouvernements démocratiques dans l'embarras avec leur politique de « non-intervention » dans la question espagnole. Et, pour finir, il posa des conditions à son « aide militaire » en exigeant en échange du gouvernement espagnol qu'il se laissât manipuler par l'OGPU en Espagne, comme s'il s'agissait d'une province russe, pour liquider l'anarchisme et le trotskisme qu'il identifiait au POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste). A ce sujet, la Pravda du 17 décembre 1936 écrivait : « En Catalogne, la liquidation des éléments trotskistes et anarcho syndicalistes a déjà commencé, cette tâche sera conduite avec la même énergie qu'en URSS ».

Il semble curieux que, jusqu'à la mort de Durruti, le stalinisme n'ait pas montré très clairement la menace qu'il représentait pour la révolution espagnole et l'anarchisme et que ceci se produisit justement quelques jours après la mort de Durruti. Il y a lieu de penser que sa mort fut prise comme un test. L'absence de réaction des forces révolutionnaires à l'annonce de la mort de Durruti devait convaincre Staline du fait que la révolution espagnole s'éteignait avec la mort de celui qui en était le plus représentatif.

Diego Camacho



Tiré de la revue VOLONTA

Le message de Durruti catalyseur de la révolution

Le fil conducteur

S'il nous fallait résumer d'une phrase les objectifs que Durruti a poursuivis tout au long de sa vie militante, nous n'hésiterions pas à écrire : Durruti a combattu pour accroître les chances de succès et assurer la viabilité d'une révolution libertaire. Sans doute prenons-nous le risque de réduire le projet politique qu'il tenta de matérialiser ; mais force nous est de constater que sa trajectoire militante, pour complexe, voire décousue qu'elle puisse apparaître à première approche, laisse nettement se dégager les lignes de force de son intervention. C'est elles qui expliquent dans une large mesure les moyens mis au service de la réalisation de ses objectifs.

Séparer le contingent, souvent spectaculaire, du combat dans sa durée, c'est mettre à nu le fil conducteur de l'intervention politico-sociale de Durruti. Et cette trame, nous avons cru l'identifier : il s'agit de l'organisation anarchiste. Ressentir le besoin de ce lieu, donner un sens à l'organisation anarchiste spécifique, cerner son espace d'intervention propre, définir sa mission, hiérarchiser les tâches qui en découlent et enclencher une dynamique, voilà une synthèse de l'intervention qui aura permis d'ancrer l'organisation anarchiste dans l'histoire et la mémoire d'une frange importante du prolétariat et de la paysannerie espagnols. Ce processus dialectique par la série qu'il découvre est celui de la maturation d'un courant de pensée aux prises avec une réalité sociale complexe et un adversaire polymorphe. Partis bourgeois démocratiques rétrogrades et peu implantés, léninisme, social-démocratie, stalinisme, nationalismes radicaux minoritaires prétendant au pouvoir, fascisme seront les obstacles auxquels le syndicalisme d'obédience anarchiste devra s'affronter. L'organisation anarchiste sera alors l'aboutissement de ce processus de maturation idéologique et d'affrontement sur de multiples fronts.

Les premiers jalons

Lors de ses premiers contacts avec le mouvement anarcho-syndicaliste à Gijon (1) en 1917, puis avec les anarchistes espagnols exilés en France, de 1917 à 1919, et enfin lors de son passage à San-Sébastien dans le groupe des « Justiciers », Durruti ressent la nécessité d'un lien entre les anarchistes. De sorte qu'à 23 ans, lors de la conférence des groupes anarchistes de Saragosse (1921), il sera mandaté à travers l'Espagne pour inviter les groupes anarchistes à se coordonner au niveau local et à se structurer au niveau régional. Durruti sentira la nécessité d'une fédération anarchiste beaucoup plus tôt et beaucoup plus vite que nombre de ses compagnons.

Les actions spectaculaires seront les paroxysmes d'un conflit de classe d'une dureté implacable. Dans l'Espagne des années 20, le patronat emploie les méthodes

(1) Ville industrielle des Asturies, province du nord de l'Espagne.



d'intimidation proches du gangstérisme : tabassages, assassinats... Il pratique l'action indirecte en salariant des intermédiaires pour l'exécution des basses besognes. En 1922, alors que s'ouvre une courte période de restauration des libertés démocratiques, le syndicat des industries de bois de Barcelone fait lecture, lors d'un meeting, d'une liste de 107 noms. La foule présente écoute en silence les noms des militants syndicaux assassinés par les milices patronales armées.

Dans ce contexte, les circonstances dictèrent les formes d'action. La réponse à une situation de violence et d'arbitraire aurait pu être le fait de groupes isolés, sans lien avec le mouvement social. Mais la grande force de l'intervention des groupes qui formeront la FAI (2) fut justement de faire face à cette situation en participant résolument au mouvement social, mieux en exprimant sa colère, juste sa colère, en assumant sa légitime défense sans violence aveugle, donc gratuite, sans perdre de vue la volonté et les objectifs du syndicalisme libertaire.

Briser quelques idées reçues

Bien des compagnons et des militants de notre mouvement, en parlant de Durruti, pensent à l'homme d'action, au baroudeur. Parler de caricature et de simplification est trop faible. C'est une erreur ! Durruti, oui, est bien un cri de révolte sorti d'une dure région du centre de l'Espagne, mais un cri qui entrera en résonance rapidement au point que l'homme théorisera sa colère et, partant d'une analyse de l'existant dans le mouvement social, optera pour la voie libertaire après avoir tâtonné de la mollesse socialiste. Parti dans la direction libertaire, le chemin à parcourir pour assurer les chances de succès à la révolution sera celui qu'empruntera Durruti.

Sur la défensive d'abord, de 1919 à 1922, avec le groupe des « Justiciers » ; il passe à l'offensive avec le groupe anarchiste catalan qu'il contribuera à créer, les « Solidaires ». Offensive sur le terrain organisationnel et politique : publication de l'hebdomadaire anarchiste *CRISOL* en 1923, et organisation d'une conférence anarchiste catalano-baléare. Le point principal à l'ordre du jour de cette rencontre sera de jeter les bases d'une fédération anarchiste nationale. L'espace d'intervention de cette fédération correspond aux tâches que s'est fixé le groupe au niveau local, mais projetées avec toutes leurs conséquences au niveau national. Réfléchir aux conditions matérielles de la révolution sociale, assurer la sécurité des militants anarcho-syndicalistes, donner vie aux structures syndicales seront les axes de cette intervention. Le rôle de l'organisation anarchiste se dessine encore imparfaitement, mais l'idée mûrit dans les jeunes esprits des militants (Durruti à 27 ans en 1923) qui animeront la FAI quelques années plus tard.


Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

Le long périple qui correspond à son exil, de 1924 à 1931, constitue l'apprentissage de la lutte. Il lui apporte une connaissance du mouvement anarchiste international, de ses capacités réelles. Dès 1924, Durruti et son ami Ascaso, qui habitent à Belleville (Paris), seront partie prenante de la fondation de la Fédération anarchiste des groupes exilés de langue espagnole. De retour en France en 1926, et après

(2) Fédération anarchiste ibérique (ne dépassera jamais les 5 000 militants répartis en un peu moins de 500 groupes, dont 225 pour la seule Catalogne).



Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

un procès retentissant — voir article dédié —, la police française les extrade vers la Belgique. Au même moment, comme un écho à leur engagement passé, se tient à Valence, à 1700 km du lieu où on les emmène de force, les 24 et 25 juillet 1927, le congrès de création de la FAI.

ter des réponses sur les terrains concrets de l'économie, de la politique, de l'éthique, de la défense de la révolution, ce sera le travail des comités de préparation révolutionnaire auxquels notre FAI donnera naissance un peu partout en Espagne. Jamais chez Durruti il n'y aura dissociation du logistique, du pra-



photo revue « Itinéraire ».

Groupe anarchiste espagnol.

L'intervention de la FAI

A partir de cette date, les syndicalistes révolutionnaires qui, en France par exemple, ont joué la carte de « l'efficacité » bolchévik auront à faire face à la FAI. Elle sera tantôt un pôle d'attraction, tantôt un repoussoir, selon la sensibilité des militants syndicalistes révolutionnaires. Dans les deux cas, le mouvement ouvrier y gagne en clarification idéologique. Avec la FAI, le mouvement ouvrier espagnol se dote d'une réelle force politique révolutionnaire anti-léniniste. La première manche, de 1927 jusqu'en 1936, confirmera l'efficacité de cet outil. Pour la seconde, celle où le satellite stalinien (parti communiste espagnol) sabotera les débuts de la seule révolution de longue durée qui soit restée pluraliste pendant 30 mois, c'est-à-dire sur toute sa durée, la FAI et la CNT ne seront pas en mesure de freiner la montée de la contre-révolution.

D'avril 1931 jusqu'à son assassinat, le 20 novembre 1936, l'intervention de Durruti s'identifiera à la stratégie de son groupe anarchiste : « NOSOTROS » (nous autres). Anticiper, préparer les événements révolutionnaires, décomposer les tâches à effectuer, apporter

tique jusqu'à ses dernières conséquences, de l'insertion de ces dernières dans une stratégie visant un but en accord avec la volonté des organisations de la CNT (3). C'est à ce prix que l'action de Durruti et de la FAI ne sera à aucun moment marginalisée.

La révolution déclenchée par un coup d'état fasciste

Pendant les quatre derniers mois de sa vie, comme une accélération avant le choc final, Durruti connaîtra les fruits de son intense activité. Ces derniers mois, de juillet à novembre 1936, s'inscrivent en droite ligne avec la phase de préparation révolutionnaire. Il n'y a guère que les naïfs pour s'étonner des succès du prolétariat catalan, par exemple, face à l'armée fasciste. C'est que l'affrontement, malgré le déséquilibre militaire en faveur de l'armée, avait été envisagé par une fraction importante du mouvement révolutionnaire et que la société avait été mise en garde contre la confiance en l'armée du gouvernement socialiste espagnol.

Le 20 juillet 1936, la situation se stabilise à Barcelone en faveur des forces libertaires (jusqu'au 10 août 1936, il faudra un laisser-passer frappé du tampon FAI pour circuler dans Barcelone). La Catalogne sans Etat lève ses colonnes de miliciens qui se dirigent vers Huesca et Saragosse en Aragon, où l'armée a été la plus forte. Sans entrer dans les aspects militaires (cf. article de G. Host), essayons de décrire la profondeur du changement que les événements de juillet ont rendu possible.

La nouvelle organisation sociale

Durruti donne un témoignage de ce nouveau monde naissant. Revenant à Barcelone le 15 septembre 1936, après 40 jours de combats sur le front d'Aragon, où se battent 25 000 miliciens — dont 16 000 organisés par la CNT —, il fait une halte dans plusieurs villages aragonnais. Reçu par les représentants des comités révolutionnaires, il note l'étendue des collectivisations agraires, se renseigne sur les modes de prise de décision, se forge une opinion sur la profondeur des changements survenus depuis deux mois dans les campagnes.



Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

(3) Confédération nationale du travail (syndicat anarcho-syndicaliste fondé en 1910 : 375 000 adhérents en 1919, 550 000 en 1936 et 1 700 000 en 1937).



Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

Arrivé à Barcelone, l'impression qu'il a confirme son sentiment. La révolution est en marche. Devant les entreprises, il voit des ouvriers armés montant la garde. L'effervescence de la ville est immense. Les tramways, les autobus portent les couleurs noires et rouges de la CNT.

Au-delà de ces impressions, nous pouvons ajouter quelques données chiffrées. De juillet 1936 aux derniers mois de 1938, les paysans espagnols ont constitué dans les grandes régions agricoles du Levant (3,3 millions d'habitants), d'Aragon, de Castille et de Catalogne, plus de 1700 collectivités agraires. Dans les villages agricoles, ces collectivités ont eu des caractéristiques fondamentalement libertaires : participation volontaire des paysans à la collectivité, travail collectif des terres non obligatoire, décisions et nominations en assemblées générales, révocabilité des responsables... L'énumération serait fastidieuse. Dans certaines régions comme l'Aragon, plusieurs petites villes rurales ont connu une monnaie locale non thésaurisable et pratiqué le communisme libertaire.

L'industrie et les services furent socialisés par les syndicats ouvriers sous l'impulsion de la CNT, avec la participation de l'UGT (4). En Catalogne, citons la collectivisation de l'industrie du bois, la socialisation de la distribution d'eau, de gaz et d'électricité, de la santé, des transports, de l'instruction. Certaines entreprises de métallurgie furent soumises au contrôle syndical. Dans tous les cas, la vie économique et sociale était réglementée par les contrats résultants des assemblées de salariés des entreprises. Selon le secteur d'activité et en fonction des décisions d'assemblées, la hiérarchie des salaires avait été soit supprimée, soit sérieusement limitée (rapport de 1 à 3).

Notre propos n'est pas de décrire en détail le fonctionnement des collectivités agraires et industrielles. Le point culminant de ce processus d'auto-organisation socio-économique fut la création d'instances de coordination économiques telles que le conseil d'Aragon.

(4) Union générale des travailleurs (syndicat socialiste, courroie de transmission du P.S.O.E. [Parti socialiste ouvrier espagnol]).



Tiré de « Umbral » N° 19. (Doc. C.N.T.F.)

Umbral Numero commémoratif 20 Novembre 1937.

Pour en savoir plus, le lecteur intéressé peut se reporter à l'article sur l'œuvre constructive de la Révolution espagnole. Il s'agit pour nous bien plus de marquer la cohérence entre la phase de préparation révolutionnaire, dont Durruti a été un élément moteur, et la phase constructive avec les spécificités que nous avons abordées.

José Bolufer

PROCHAINS NUMÉROS D'ITINÉRAIRE

- Sacco et Vanzetti
- P.J. Proudhon
- Sakaé Osugi
- Emma Goldman
- Malatesta
- Louise Michel
- Umberto Marzocchi

Pour avoir plus de renseignements sur la révolution espagnole :

C.N.T.F.
33, rue des Vignoles
75020 Paris
Tél. : 43.70.46.86.

F.A.
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : 48.05.34.08.

La revue **Itinéraire** recherche des documents photographiques ayant un rapport avec :
Sacco et Vanzetti, Proudhon et **Louise Michel.**
Ces documents seront rendus après utilisation.

Nous remercions Mme Colette Marlot (fille de Durruti et d'Emilienne Morin) pour l'aide qu'elle nous a apporté en nous confiant certaines photos de Durruti.

